



HAL
open science

Le développement dans le Grand Sud malgache, Quelques enseignements de 30 ans de projets de développement.

Claire Gondard-Delcroix, Voahirana Tantely Andrianantoandro, Diane Cachau, Léo Delpy, Isabelle Droy, Benoît Lallau, Nafissa Ralibera, Miahy Ramiaramananana, Patrick Rasolofo, Mendrika Razafindraibe

► To cite this version:

Claire Gondard-Delcroix, Voahirana Tantely Andrianantoandro, Diane Cachau, Léo Delpy, Isabelle Droy, et al.. Le développement dans le Grand Sud malgache, Quelques enseignements de 30 ans de projets de développement.. Bordeaux Sciences Economiques - Université de Bordeaux; UMI Source - IRD. 2023, 99 p. hal-04218183v2

HAL Id: hal-04218183

<https://hal.science/hal-04218183v2>

Submitted on 29 Sep 2023

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.



Distributed under a Creative Commons Attribution - NonCommercial - ShareAlike 4.0 International License

Etude CapSud

Expertise de recherche IRD et partenaires

**Le développement dans le Grand Sud malgache,
Quelques enseignements de 30 ans de projets de développement.**

Etude de capitalisation bibliographique

Version finale – septembre 2022

Auteurs : Claire Gondard^{1,2}, Tantely Andrianantoandro¹, Diane Cachau², Léo Delpy², Isabelle Droy¹, Benoît Lallau⁴, Nafissa Ralibera³, Miahly Ramiaramanana³, Patrick Rasolofo^{1,3}, Mendrika Razafindraibe³

1. **UMI Source – IRD** et Université Versailles-Saint-Quentin-En-Yvelines / Paris Saclay
2. **Bordeaux Sciences Economiques – CNRS** et Université de Bordeaux
3. **Institut International des Sciences Sociales**, Antananarivo
4. **Clerse** - CNRS, SciencesPo Lille et Université de Lille

AVEC LA CONTRIBUTION DU NEXUS HUMANITE DEVELOPPEMENT PAIX
ET LE FINANCEMENT DE L'UNION EUROPEENNE



Financement et remerciements

La recherche CapSud « Le développement dans le Grand Sud malgache, Quelques enseignements de 30 ans de projets de développement. Etude de capitalisation bibliographique » a été réalisée avec le financement de la Délégation de l'Union Européenne à Madagascar (DUEM), à travers le Fonds Européen de Développement (FED) affectés au programme « Appui au financement de l'agriculture et aux filières inclusives dans le Sud de Madagascar » (Afa-Sud).

L'étude CapSud a bénéficié de l'appui de l'ensemble des membres du groupe Nexus Humanité Développement Paix (HDP) qui ont donné l'accès aux ressources bibliographiques produites par leur institution et pertinentes pour l'étude. Le groupe technique « Nexus Humanitaire-Développement-Paix » a été créé pour favoriser la coordination des acteurs du développement qui interviennent sur un ensemble de zones de convergence.

La restitution finale de l'expertise de recherche CapSud a été réalisée dans le cadre d'un atelier du Nexus DHP qui s'est tenu à Antananarivo, le 18 Novembre 2022.

Ce document reflète le point de vue des auteurs et la Commission européenne n'est pas responsable de l'usage qui pourrait être fait des informations qu'il contient.

Etude CapSud

Le développement dans le Grand Sud malgache, Quelques enseignements de 30 ans de projets de développement.

Etude de capitalisation bibliographique

Sommaire

Les contributions à l'étude CapSud.....	4
Introduction : Le développement contrarié du Sud malgache	5
1. Identifier, référencer, classer, synthétiser la littérature.....	10
2. Analyse thématique.....	16
3. Analyse transversale : Regards sur la gouvernance de l'aide.....	58
Conclusion : Poursuivre et approfondir la dynamique de capitalisation pour informer la stratégie commune du Nexus Humanitaire-Développement-Paix	80
Listes des références bibliographiques incluses dans l'étude Capsud.....	85

Les contributions à l'étude CapSud

Responsable de l'expertise : Claire Gondard

Les auteurs du rapport de capitalisation

- **Introduction et conclusion**
Claire Gondard

- **Analyses thématiques**
 - **Eau**
Claire Gondard et Patrick Rasolofo
 - **Encart « Les périmètres irrigués »**
Isabelle Droy
 - **Agriculture-pêche-élevage**
Diane Cachau et Benoît Lallau
 - **Environnement et changement climatique**
Diane Cachau et Léo Delpy
 - **Sécurité alimentaire et nutritionnelle** :
Tantely Andrianantoandro, Léo Delpy et Claire Gondard

- **Analyses transversales**
 - **“Mode projet”**
Léo Delpy et Claire Gondard
 - **Socio-anthropologie**
Benoît lallau
 - **Genre**
Isabelle Droy

- **Annexe méthodologique**
Claire Gondard et Benoît Lallau

La coordination de la base de données Zotero et du fichier Excel de synthèse de la littérature:

Diane Cachau, Léo Delpy et Miahy Ramiamanana

Lecture des ressources, remplissage du fichier Excel de synthèse et rédaction des fiches-résumés:

Tantely Andrianantoandro, Diane Cachau, Léo Delpy, Isabelle Droy, Claire Gondard, Benoît Lallau, Nafissa Ralibera, Miahy Ramiamanana, Patrick Rasolofo, Mendrika Razafindraibe

Production du code pour éditer automatiquement les fiches-résumés à partir du fichier Excel de synthèse

Arnaud Natal. Les auteurs du rapport lui adressent leurs chaleureux remerciements

Résumé

Le Grand Sud de Madagascar est caractérisé par des successions parfois rapprochées, voire concomitantes, de crises liées aux conditions agro-climatiques (sécheresses, invasions acridiennes) ou à la situation politique comme les crises post-électorales. Elles interviennent dans un contexte d'affaiblissement des structures lignagères et de défaillances institutionnelles multiples et accumulées sur plusieurs décennies : sous-équipement en infrastructures et services publics, mauvaise gouvernance, dégradation de la situation sécuritaire entraînant des décapitalisations. Ce contexte aggrave la vulnérabilité des populations et est propice au déclenchement de crises alimentaires, lors de modifications plus ou moins brusques de situation.

Malgré les nombreux projets humanitaires et de développement, qui se succèdent depuis 30 ans, ces composantes d'une crise structurelle ne sont pas dépassées. Pourtant, il existe une littérature abondante, issue à la fois du monde académique et des évaluations de projets, qui permet de dresser un inventaire des causes des échecs et des réussites. La capitalisation de ces ressources bibliographiques revêt un enjeu fort dans une optique de coordination des actions dans le Sud de Madagascar.

L'enjeu de la présente étude est de tirer les principaux enseignements de cette abondante littérature. Pour ce faire nous avons constitué puis analysé un imposant corpus relevant à la fois de la littérature académique et de la littérature grise.

La collecte par mots-clés sur les principales bases bibliographiques disponibles en ligne a été complétée par la transmission de rapports et documents par les acteurs du développement dans le Sud de Madagascar. Au total, ce sont 220 références qui ont été archivées, référencées, synthétisées et analysées.

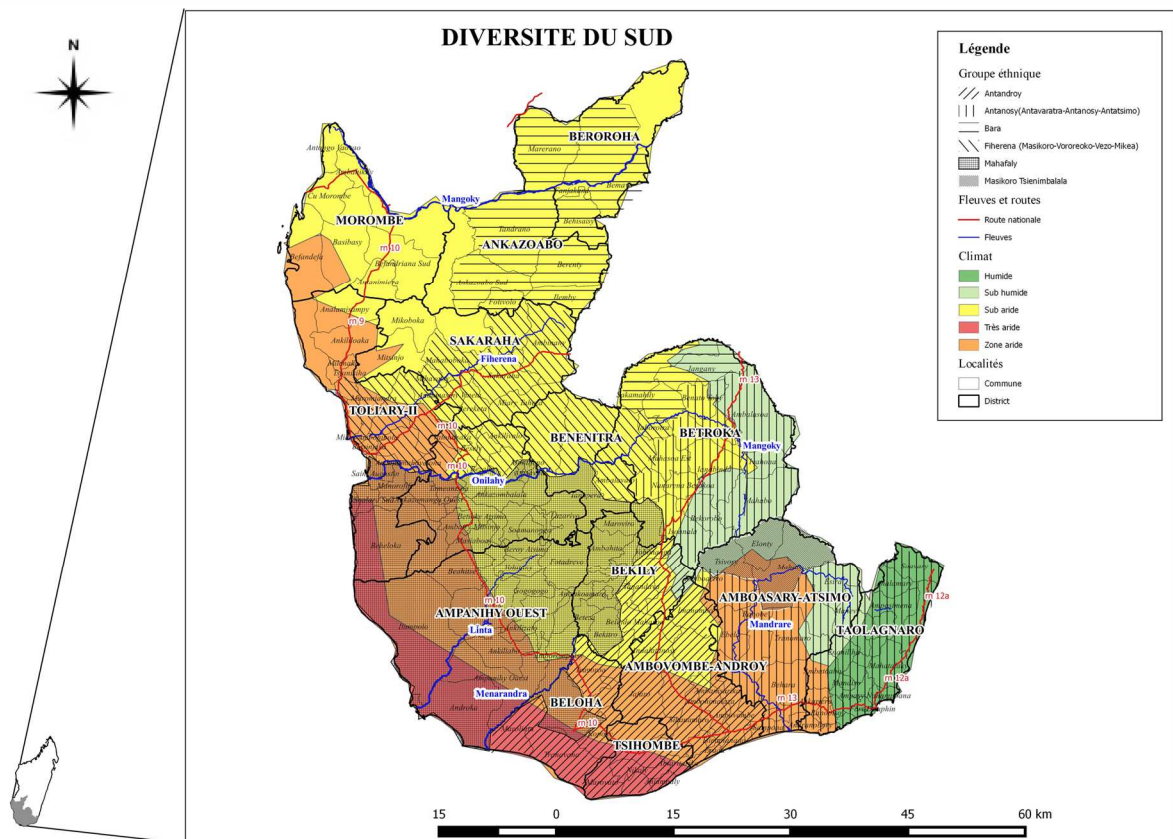
L'étude présente d'abord les principaux enseignements à retenir concernant quatre entrées thématiques, qui jouent un rôle-clé pour comprendre les dynamiques de développement et de blocage du développement dans le Sud malgache : (i) l'eau, (ii) l'agriculture, l'élevage et la pêche, (iii) l'environnement et le changement climatique, et (iv) la sécurité alimentaire et nutritionnelle. Puis, une analyse transversale du corpus permet de montrer que l'entrée socio-institutionnelle constitue un facteur-clé pour expliquer l'échec ou la réussite des projets de développement. Plus précisément, l'étude produit des éléments qui permettent de comprendre les mécanismes sous-jacents d'une part aux travers de la "logique projet", d'autre part aux dynamiques sociales au sein des populations bénéficiaires de l'aide, notamment celles relevant des questions de genre.

Introduction : Le développement contrarié du Sud malgache

Encore récemment, la situation d'urgence alimentaire a été décrétée pour le Sud de Madagascar. Le rapport d'Amnesty international (2021) tire la sonnette d'alarme et en appelle à la mobilisation nationale et internationale pour satisfaire les besoins vitaux en alimentation et en eau des populations. Pourtant, le Sud de Madagascar est loin d'être une région dénuée d'interventions au titre de l'aide et du développement. Comment alors expliquer la récurrence des crises et la nécessité, encore aujourd'hui, d'une réponse urgentiste ?

Le Grand Sud de Madagascar englobe les trois régions administratives les plus méridionales de l'île qui sont Atsimo-Andrefana, Androy et Anosy. Au-delà de cette apparente neutralité géographique, l'expression renvoie également à une dynamique de mal-développement ou piège de développement, qui semble résister aux multiples interventions nationales et internationales de l'aide et du développement. Ainsi, le Grand Sud peut être analysé comme un modèle de développement particulier mais ne peut être réduit à un tout homogène dans la mesure où la région est composée de multiples caractéristiques agro-climatiques et socio-culturelles fondant sa diversité (figure 1).

Figure 1 : Diversité des Suds malgaches



Source : Auteurs, à partir de Gondard, Lallau, Andrianaivo, Delpy, Deguilhem, et Rasolofo, *Comprendre les systèmes locaux de protection sociale. Éléments d'analyse dans trois Fokontany du Grand Sud Malgache*. 2021. hal-03160664v3, p.17

La région est caractérisée par la faiblesse des principaux indicateurs de conditions de vie (tableau 1) qui s'explique par le renforcement mutuel de contraintes multidimensionnelles.

Plusieurs rapports dressent un état des lieux des difficultés multidimensionnelles auxquelles doit faire face le Grand Sud. Parmi ceux-ci, on pourra tout particulièrement citer celui de [Healy \(2018\)](#), qui pointe du doigt le changement climatique (raréfaction des pluies, augmentation des sécheresses, augmentation des feux) et l'isolement politique et géographique de la région depuis la colonisation pour expliquer les taux élevés de pauvreté chronique et les difficultés d'accès aux ressources vitales (eau, nutrition, santé). Pour dresser les stratégies d'action du GRET dans une région "A l'écart du développement", [Morlat et Castellonet \(2012\)](#) partent du constat d'un milieu contraignant (contraintes agroécologiques), d'un système agricole fragile et une insécurité alimentaire récurrente, d'un potentiel économique encore limité, d'une région délaissée par l'Etat, d'un contexte structuré par les démarches d'assistance des intervenants étrangers, d'une structuration très spécifique de la société et des relations complexes entre les habitants et les intervenants extérieurs. Le récent rapport [ACAPS \(2022\)](#), insiste à son tour sur la combinaison de facteurs agro-climatiques et socio-institutionnels pour expliquer l'insécurité alimentaire dans le Sud.

Tableau 1. Taux de pauvreté, sous-alimentation et accès à un service de l'eau dans les trois régions du Grand Sud, en pourcentage de la population

Région	Taux de pauvreté	Sous-alimentation	Accès à un service d'eau
Androy	96,7	75,1	26
Anôsy	85,4	75,7	26
Atsimo Andrefana	80,1	63	29
National	71,5		41

Source: Ministère de l'Intérieur et de la Décentralisation (2019)

L'insuffisante prise en compte des aspects institutionnels est ainsi une des principales raisons permettant d'expliquer le sentiment d'échec du développement ressenti par un certain nombre d'intervenants dans la zone. Ainsi, l'un des nombreux rapports publiés sur la zone par le d'un « cimetière de projets » ([UNICEF, 2011](#)). Parmi les facteurs socio-institutionnels-clés, on note le manque de coordination des acteurs du développement ([Carimentrand, 2010](#)) et la concurrence entre urgence et développement ([Morlat et Castellonet, 2012](#)). Ce sont justement ces sujets qui sont au cœur des objectifs du Nexus Humanitaire-Développement-Paix et auxquels la présente étude de capitalisation bibliographique se propose de contribuer.

Contribuer à l'objectif de coordination des actions du Nexus Humanitaire - Développement - Paix

Le Grand Sud de Madagascar est caractérisé par une situation de crise chronique et polymorphe, à la fois sociale et environnementale, due à la sécheresse et au contexte agro-climatique, à l'enclavement et à l'insécurité ainsi qu'aux défaillances institutionnelles. Malgré les nombreux projets humanitaires et de développement qui se succèdent depuis 30 ans, ces composantes d'une crise structurelle ne sont pas dépassées. Pourtant, il existe une littérature abondante, issue à la fois du monde académique et des évaluations de projets, qui permet de dresser un inventaire des causes des échecs et des réussites. La capitalisation de ces ressources bibliographiques revêt un enjeu fort dans une optique de

coordination des actions dans le Sud de Madagascar et s’inscrit ainsi dans le cœur d’activité du Nexus Humanitaire - Développement - Paix (HDP).

L’enjeu de la présente étude est ainsi de doter le Nexus Humanitaire - Développement - Paix (HDP) des moyens de mobiliser cette abondante littérature pour tirer les leçons du passé et conduire sur cette base les prochains projets et programmes de développement sur le Sud de Madagascar. Elle contribuera notamment à la capitalisation des bonnes pratiques et à l’identification de facteurs de blocage au développement dans le Grand Sud.

Pour ce faire, deux angles sont proposés.

- Il s’agit premièrement de développer une base de ressources bibliographiques, de concevoir un outil d’archivage et de référencement et de proposer un schéma de pérennisation et de mise à jour progressive de cette base. La base de ressources bibliographiques CapSud constituée au cours de cette expertise pourrait contribuer à la coordination des acteurs qui interviennent dans le Sud de Madagascar en systématisant la capitalisation des expériences et des expertises. L’équipe d’expertise a ainsi archivé, référencé et analysé un corpus conséquent constitué de 220 ressources émanant de la littérature académique (articles de recherche, mémoires et thèses) et de la littérature grise (documents de projets, rapports d’expertise, documents de projets, documents de planification et schémas directeurs).
- Deuxièmement, l’objectif de l’étude est de proposer un travail d’analyse et de capitalisation de ce corpus. L’étude est organisée en 4 entrées thématiques, qui jouent un rôle-clé pour comprendre les dynamiques de développement et de blocage du développement dans le Sud malgache, et 3 entrées transversales, qui permettent de comprendre, par l’entrée socio-institutionnelle les facteurs d’échec et de réussite des projets. Les entrées thématiques portent sur l’eau, l’agriculture-l’élevage-pêche, l’environnement et le changement climatique, et la sécurité alimentaire et nutritionnelle. Les entrées transversales traitent de la “logique projet”, de l’impératif d’une compréhension fine des dynamiques sociales au sein des populations bénéficiaires de l’aide, et des dynamiques sociales traitées au prisme du genre.

L’expertise CapSud appuie ainsi l’objectif de coordination dans acteurs du Nexus HDP par deux canaux principaux :

- en proposant un outil d’archivage et de référencement de la littérature existante permettant la capitalisation des expériences passées, leur partage et leur diffusion ;
- et en fournissant une analyse à même d’informer la stratégie commune pour le Grand Sud. L’étude débouche en outre sur la formulation de recommandations relatives à ces deux canaux.

L’organisation du rapport d’expertise CapSud

La présente étude représente premièrement un apport considérable en termes de référencement, classement et mise à disposition sur l’outil de stockage et de gestion bibliographique d’une partie conséquente de la littérature disponible sur le développement dans le grand sud de Madagascar, concernant plus précisément les thématiques de l’Eau, de l’Environnement et du changement climatique, de l’Agriculture de l’élevage et de la pêche et de la Sécurité nutritionnelle et alimentaire.

Ce sont ainsi 220 références qui ont été archivées, référencées et synthétisées constituant un outil privilégié pour la coordination des actions de développement futures, tirant les leçons des expériences passées du développement.

Deuxièmement, l'étude propose un rapport rassemblant des éléments-clés de capitalisation des actions passées et en cours pour le développement et l'urgence dans le Sud de Madagascar. Les références mobilisées concernent à la fois la littérature académique et la littérature grise, issue des rapports et études en capitalisation menées sur la zone.

Les livrables de l'expertise CapSud sont les suivants:

- la base de ressources bibliographiques archivée et référencée grâce à l'outil Zotero (intégralité de ces références sont présentées dans la liste des références bibliographiques de l'étude, à la fin du présent rapport) ;
- un fichier excel rassemblant les descriptions synthétiques de 220 ressources bibliographiques présentes dans la base Zotero Capsud (un extrait est présenté en annexes) ;
- une fiche-résumé par ressource bibliographique présente dans la base Zotero CapSud (un exemple est présenté en annexes) ;
- un rapport méthodologique fixant la méthodologie de constitution de la base Zotero Capsud (le rapport intermédiaire, restitué en février 2022) ;
- le présent rapport de capitalisation.

Les fiches-résumés, le fichier excel de synthèse des références bibliographiques et le rapport intermédiaire détaillant les choix méthodologiques sont livrés en format numériques. La base de ressources bibliographiques CapSud est accessible en ligne sur l'outil Zotero.

Le présent rapport se divise en trois parties. La première partie présente les outils développés pour identifier, référencer, classer, synthétiser la littérature existante. La deuxième partie propose une étude thématique en capitalisation des expériences passées de développement référencées dans la base bibliographique constituée. La troisième partie présente les thématiques transversales. La conclusion revient sur quelques propositions en vue d'une poursuite de la capitalisation entreprise.

1. Identifier, référencer, classer, synthétiser la littérature

Cette section présente les principaux choix méthodologiques retenus pour la revue de la littérature, l'archivage, le référencement et la capitalisation¹.

1.1. Identifier la littérature existante sur les politiques et projets de développement dans la Grand Sud de Madagascar

1.1.1. Recherche de documents

La recherche des documents a été réalisée en combinant deux stratégies.

Premièrement, nous avons demandé à l'ensemble des organisations membre du Nexus humanitaire, développement et paix de nous transmettre les documents produits par leur institution sur les thématiques-clés de l'étude (eau, sécurité alimentaire, environnement et changement climatique, agriculture-élevage-pêche). Cette première approche nous a permis de collecter 176 documents dont 117 rapports, 34 articles scientifiques et chapitres d'ouvrages scientifiques, et 25 travaux académiques.

Deuxièmement, nous avons également développé une stratégie complémentaire dans la recherche de documents. Pour ce faire, nous avons réalisé des recherches complémentaires dans Horizon (base de données du l'IRD qui a permis l'accès à un certain nombres de documents non numériques), Google Scholar, Cairn (<https://www.cairn.info/>), MadaDoc, MadaRevue, MadaScience, le site des thèses en lignes de l'Université d' Antananarivo, Hayzara, et quelques autres sites usuels :

<https://www.researchgate.net/>; <https://www.persee.fr/> ; <http://www.revues.org> ;
<http://www.erudit.org>.

La recherche de ces documents a été réalisée en utilisant des mots-clés préalablement identifiés par l'équipe. Ces mots-clés ont été identifiés de façon à tenir compte des principales difficultés rencontrées dans le sud de Madagascar : Sud Madagascar, nutrition, eau, agriculture, élevage, pêche, socio-anthropologie, ressources naturelles, changement climatique. Cette deuxième approche nous a permis de collecter 51 documents supplémentaires dont 8 rapports, 38 articles et chapitres d'ouvrages scientifiques, 4 travaux académiques et une ressources vidéo.

La répartition des ressources bibliographiques de la base CapSud selon la stratégie d'identification de la ressource et la nature de la ressource est donnée dans le tableau 2 tandis que la tableau 3 donne la répartition thématique des ressources.

¹ Cette section propose une synthèse et une actualisation du rapport intermédiaire consacré à la méthodologie et qui a été livré et présenté au groupe nexus en février 2022.

Tableau 2. Répartition des ressources bibliographiques incluses dans la base de données par stratégie d'identification et type de ressources

	Collecte des ressources auprès des membres du Nexus HDP	Recherches sur les bases de données usuelles (1)	Total
Articles scientifiques et chapitres d'ouvrages	34	38	72
Rapports	117	8	125
Mémoires et thèses	25	4	29
Ressource vidéo	0	1	1
Total	176	51	227

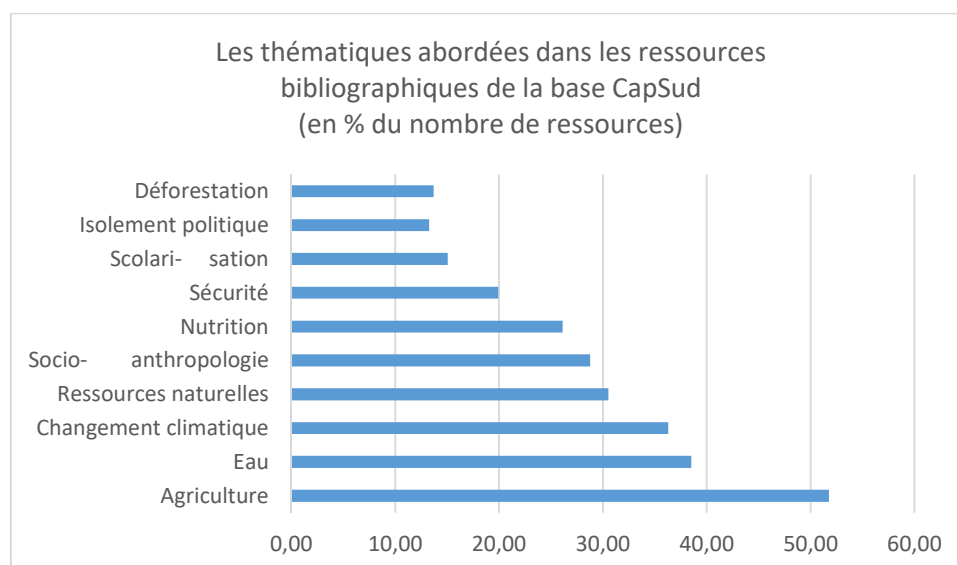
Notes: Les bases de données consultées sont Horizon (base de données IRD qui inclut des documents numérisés), Google scholar, Cairn, Hayzara (documents académiques Malagasy), Mada Doc, MadaRevue, MadaSciences, Research Gates, Revues.org et erudit.org

Source : Base bibliographique CapSud, Auteurs

Tableau 3. Répartition thématique des ressources

	Changement climatique	Eau	Sécurité	Agri-culture	Isolement politique	Scolari-sation	Ressources naturelles	Socio-anthropologie	Déforestation	Nutrition	TOTAL
Effectif	81	87	44	117	30	34	68	65	30	59	226
%	35,84	38,50	19,47	51,77	13,27	15,04	30,09	28,76	13,27	26,11	

Note : Une même ressources peut aborder plusieurs thématiques. Le total en % n'a donc pas de sens et n'est pas calculé.



Source : Base bibliographique CapSud, Auteurs

1.1.2. Sélectionner les ressources les plus pertinentes pour la revue de littérature

Après avoir réalisé cette double approche, nous avons sélectionné les documents les plus pertinents pour la compréhension de notre objet de recherche. Pour ce faire, nous avons appliqué plusieurs

critères de sélection : d'une part des critères portant sur le périmètre géographique (Atsimo-Andrefana, Androy et Anosy, conformément à la définition administrative du grand Sud) et temporel (de 1990 à aujourd'hui), d'autre part des critères en lien avec la robustesse de la méthodologie sur laquelle s'appuie la ressource bibliographique. Certaines ressources sont ainsi peu ou mal documentées, nous avons donc produit une analyse critique des documents académiques (sources citées, données explicitées, méthodes précisées, degré de scientificité). La base de données Excel de synthèse de la littérature intègre une colonne justifiant les raisons de non inclusion dans la revue de la littérature. Ces ressources non retenues dans l'analyse bibliographique sont toutefois conservées dans la base de données bibliographique CapSud. Le tableau 4 indique la répartition des ressources retenues et non retenues.

Tableau 4. Ressources de base bibliographique CapSud retenues et non retenues dans la revue de la littérature

	Retenues	Non retenues	Total
Articles scientifiques et chapitres d'ouvrages	53	19	72
Rapports	109	16	125
Mémoires et thèses	15	14	29
Ressource vidéo	0	1	1
Total	177	50	227

Source : Base bibliographique CapSud, Auteurs

La synthèse de la littérature identifiée porte donc sur les 178 ressources retenues au vu de leur robustesse méthodologique.

1.2. Synthétiser la littérature

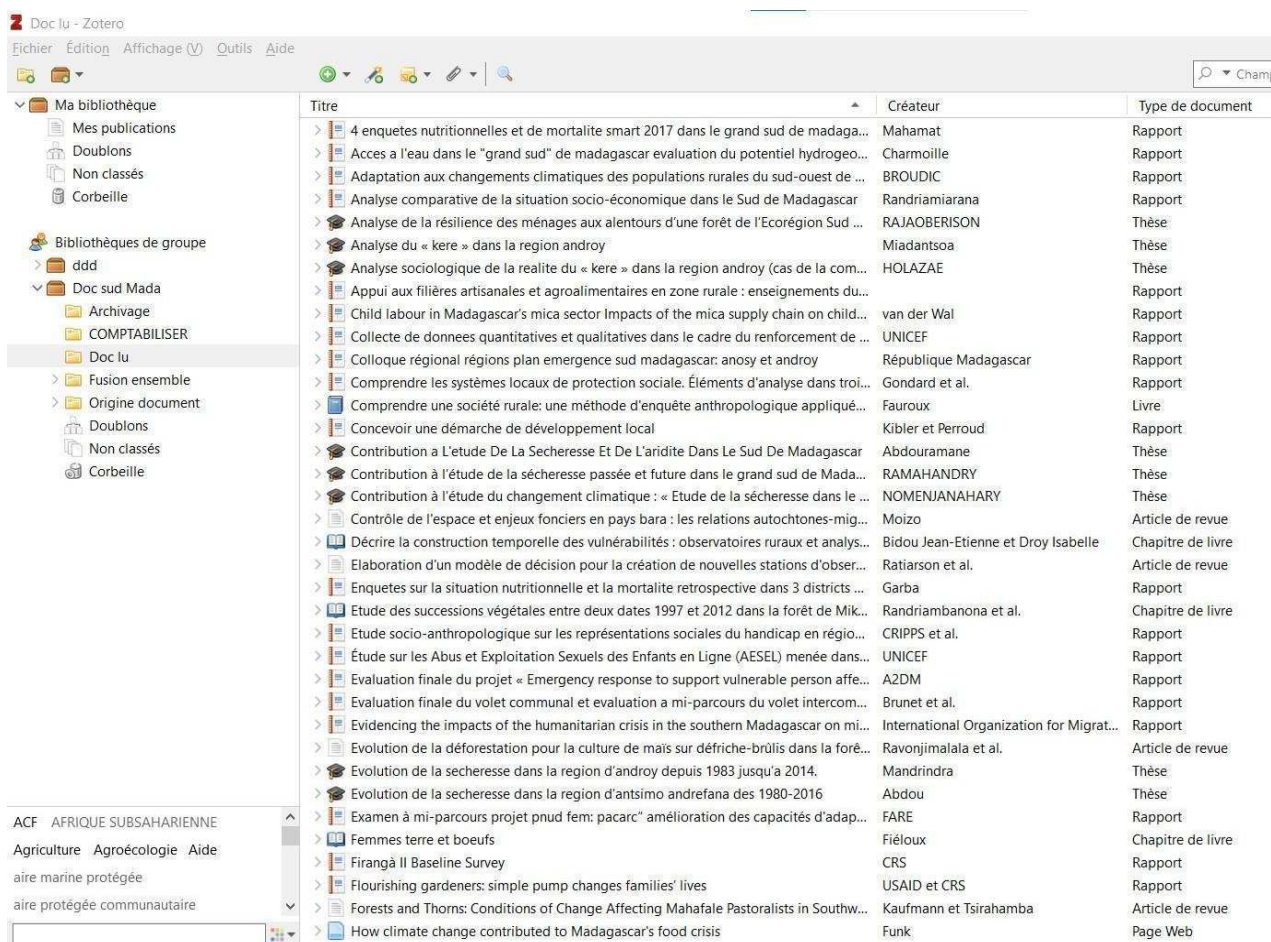
Document Excel de synthèse

Après avoir appliqué les critères de sélection, nous avons réalisé une fiche de synthèse pour chacun des 178 documents retenus pour l'analyse. Cette dernière permet d'avoir une compréhension globale du document étudié. Elle donne à la fois une présentation synthétique du document (Titre, auteur, résumé), et une analyse critique des principaux résultats dégagés dans l'article. Les fiches de lecture permettent également de classer les différentes ressources référencées selon plusieurs critères : difficultés au sud, type d'analyse, géographie de l'intervention. Le document excel de synthèse constitue un des livrables de l'expertise.

Les fiches « résumé » par ressource, extraites automatiquement

Afin de faciliter la construction de fiches de lecture individuelles nous avons mis en place une méthode permettant l'extraction automatique des fiches de lecture dans le tableur excel pour les transformer en fiches unique sur word. Les fiches-résumés sont annexées à ce rapport.

Figure 2. Capture d'écran de la base de ressources bibliographiques Zotero



1.3. Référencer, classer et archiver la littérature existante

Le référencement est réalisé en combinant à la norme Iso 690 (voir annexes) les mots clés présentés dans le tableau 4. Ces mots-clés sont introduits comme marqueurs dans la base Zotero et permettent une recherche par thématique.

Tableau. 4. Liste des marqueurs (mots-clés) Zotero dans la base de données CapSud

<i>Marqueur</i>
Localisation
Etude transversale Grand Sud
Ambovombe
Androy
Anosy
Atsimo Andrefana
Bekily
Beraketa
Betioko

Beza Mahafaly
Pays Bara
Région Mahafaly

Groupes socio-culturels

Antandroy
Antanosy
Bara
Mahafaly
Masikoro
Sakalava
Vezo

Thématique

Agriculture
Analyse de projet
Analyse socio-politique
Changement climatique
Conditions agro-écologiques
Conditions de vie
Déforestation
Eau
Elevage
Environnement
Evaluation de projet

Filières agricoles et agroalimentaires
Genre

Gestion des risques et catastrophes
Infrastructures
Irrigation
Kéré
Microfinance
Migration
Moyens d'existence
Pêche
Ressources naturelles
Rites et religions
Sécurité

Sécurité alimentaire et nutritionnelle
Socio-anthropologie
Système d'information
Vulnérabilité

Type de document

Diagnostic
Document académique

Document planification
Publication scientifique
Rapport de projet

Source : Auteurs

L'outil retenu pour l'archivage de la bibliothèque de références est l'outil **Zotero**, un outil gratuit, open source, de prise en main facile, collaboratif et participatif. En raison de ces caractéristiques, il semble correspondre en tous points aux besoins identifiés par le Nexus. L'ensemble des membres du Nexus pourront facilement avoir accès aux références archivées et certaines personnes identifiées par le comité de revue pourront implémenter la bibliothèque en respectant les normes de référencement établies dans le cadre de l'expertise.

« Zotero est un logiciel de gestion de références gratuit, libre et open source qui s'inscrit dans la philosophie du Web 2.0². Il permet de gérer des données bibliographiques et des documents de recherche (tels que des fichiers PDF, images, etc.). Ses principaux atouts reposent sur l'intégration au navigateur web ; la possibilité de synchronisation des données depuis plusieurs ordinateurs ; la génération de citations (notes et bibliographies) pour les utilisateurs des logiciels LibreOffice, Microsoft Word, NeoOffice, Zoho Books et OpenOffice.org Writer grâce à l'installation d'un plugin³. Le développement du logiciel est à l'initiative du *Center for History and New Media* (CHNM) de l'université George Mason. » (Wikipedia)

La prise en main de Zotero est simple, et de nombreux tutoriels libres sont mobilisables pour la faciliter. A titre d'exemple, l'utilisateur peut se référer à la page de l'Université de Bordeaux consacrée aux tutoriels Zotero : <https://bibliotheques.u-bordeaux.fr/Se-former/Les-tutoriels/Les-tutos-Zotero>. Enfin, Zotero est un outil collaboratif et participatif, il permet donc de travailler en groupe sur une bibliothèque commune de références (voir le tutoriel dédié : <https://www.youtube.com/watch?v=i7MfHvXQRw4>).

Dans l'immédiat, le groupe **Doc Sud Mada**, initié pour le travail de l'équipe d'experts, a été créé avec le statut « privé », il est donc caché et non accessible sur internet. Le statut du groupe pourra être modifié à tout moment par le Nexus, par exemple par le statut « Public, close membership ». Le groupe est alors visible sur Zotero mais le gestionnaire du groupe doit autoriser la connexion. Lors du transfert du groupe Doc Sud Mada au comité de revue (en même temps que la livraison du rapport final), les options de gestion devront être modifiées : les usagers ne devraient pas pouvoir modifier les références et les fiches, seuls les gestionnaires devraient garder ces droits de modification. IL est recommandé par l'équipe d'expertise que l'IISS, associé à l'expertise, puisse poursuivre la gestion de la base de données avec l'appui ponctuel d'un documentaliste professionnel.

2. Analyse thématique

Le Grand Sud de Madagascar englobe les trois régions administratives les plus méridionales de l'île qui sont Atsimo-Andrefana, Androy et Anosy. Au-delà de cette apparente neutralité géographique, l'expression renvoie également, à une dynamique de développement contrariée, qui semble résister aux multiples interventions nationales et internationales de l'aide et du développement. L'objectif de cette étude est d'identifier, sur la base de l'abondante littérature sur le Grand sud de Madagascar, les facteurs expliquant cet équilibre de mal-développement et les facteurs possibles de rupture de cet équilibre afin d'informer les acteurs du Nexus.

Dans cette deuxième section, nous proposons une analyse par grands thèmes abordés dans la littérature : l'eau; l'agriculture, l'élevage et la pêche; l'environnement et le changement climatique; la sécurité alimentaire et nutritionnelle.

2.1. Les ressources en eau

Ressources-clés sur l'eau

- CHARMOILLE Arnaud (2016), Accès à l'eau dans le Grand Sud de Madagascar - Evaluation du potentiel hydrogéologique au niveau des zones d'intervention de l'ONG AVSF - Projets : Zoloke, Sohavelo et Fanantenana
 - Rakotondrainibe (2020) : Des solutions concrètes d'amélioration des vovos et des mares pour sécuriser l'accès à une eau de bonne qualité (descriptions des vovos et des mares,
 - Rakotondrainibe, H. (2022) 'Partage d'expériences sur la maîtrise totale de l'eau avec les communautés de base'.
 - République de Madagascar et Agence nationale de l'eau (2003), Schéma directeur de mise en valeur des ressources en eau dans le Grand Sud de Madagascar, Document de planification, République de Madagascar.
-

2.1.1. Mise en perspective des enjeux de l'eau dans le Grand Sud

Le Grand sud de Madagascar est une zone aride à sub-aride, caractérisée par un réseau de fleuves et rivières non pérennes et des vents dessiccateurs. Son développement passe donc par une maîtrise de l'accès à l'eau pour satisfaire des besoins multiples, qu'ils soient domestiques, sanitaires et agricoles. Il n'est ainsi pas étonnant que la quasi-totalité des rapports écrits sur le Sud de Madagascar fait état de la problématique de l'eau et que les différents plans élaborés pour le relèvement (BNGRC, 2016), le développement (Schéma directeur 2003), voire l'émergence (République de Madagascar, 2021) du Sud aient un volet dédié à la question de l'eau. L'accès à une eau de qualité revêt en effet un rôle pivot, influençant par des canaux multiples les conditions de vie et les moyens d'existence, que ce soit *via* la santé des populations (hygiène, santé mère-enfant), la nutrition (eau de mauvaise qualité, diarrhées,

réduit les apports nutritionnels), la production agricole (double effet sur l'autoconsommation et sur les prix d'achat des denrées alimentaires) et l'élevage.

La maîtrise de l'eau est ainsi largement mise en avant par les différents programmes de développement et de planification déployés depuis les années 1990. Les tensions entre ressources en eau et satisfaction des besoins multiples en eau, bien identifiées dès 2003 (schéma directeur EHA : République de Madagascar et Agence nationale de l'eau, 2003) sont exacerbées par la croissance démographique, les problèmes d'insécurité, qui limitent les déplacements des troupeaux pour atteindre les pâturages les plus propices en fonction de la saison, et les conditions agro climatiques qui se complexifient sous l'effet du changement climatique². Pourtant, la récente crise humanitaire qu'a traversée Madagascar, comme celles qui l'ont précédée, montre le manque de maîtrise de l'eau et les interventions d'urgence restent vitales. La limitation des réponses d'urgence nécessite en amont de maîtriser l'accès à l'eau dans une perspective de développement.

L'accès à l'eau revêt ainsi un double enjeu, à la fois en termes de développement de la zone puisque les limitations de l'accès à l'eau sont un élément de blocage économique de la zone (MRC, 2016), mais aussi en termes de droit humain comme le souligne fortement Amnesty international (2021), qui dans son appel à lutter contre la famine dans le Sud de Madagascar, en appelle à la satisfaction du droit à l'eau. Satisfaire ce double enjeu nécessite de développer la maîtrise de l'eau dans la région.

Pour cela, les solutions techniques (2.1.2), adaptées à la multiplicité des besoins en eau et à la disponibilité locale des ressources en eau (2.1.3), doivent s'articuler à des solutions institutionnelles (2.1.4.) pour favoriser la pérennité des réponses.

2.1.2. Une palette étoffée de réponses possibles pour développer et sécuriser l'accès à l'eau

Différents documents recensent les solutions possibles pour développer l'accès à l'eau dans le Grand Sud. Parmi ceux-ci, on mettra tout particulièrement en avant les documents de synthèse de Rakotondrainibe (2020 et 2022).

Rakotondrainibe (2020), dans un document très complet et précis, recense et cartographie les systèmes utilisés pour l'accès à l'eau dans la Région Androy. Le tableau 2 présenté ci-dessous synthétise les dispositifs d'accès à l'eau présents dans le Grand sud, les problèmes principaux qui se posent les concernant et les solutions techniques existantes pour y remédier. Charmoille (2018) dans une étude pour ACF visant à recenser les ressources en eau en pays Mahafaly souligne également la nécessité de construire et d'améliorer les puits et forages pour les rendre durables, de prendre en compte de la salinité des eaux de la zone par la possibilité d'installer des distillateurs solaires mobiles permettant de s'adapter aux besoins et aux moyens des zones rurales. Il indique que les puits traditionnels (*vovo*) ne sont pas durables (augmentation de la salinité) ; insiste sur la préférence de la population pour les eaux de surface (*ranovato*) alors que les eaux souterraines sont moins polluées. Il préconise la construction de puits et forages avec une étude poussée en amont pour les profondeurs de 100 mètres ou plus où les pompes à main ne suffisent plus. De tels puits nécessitent un entretien

² Sur ce point, voir la section dédiée dans la partie Analyse transversale.

régulier par des personnes qualifiées. Concernant la collecte des eaux de pluie Charmoille (2018) préconise sa mise en œuvre mais plus à l'échelle individuelle qu'à l'échelle des villages.

Les solutions proposées pour l'accès à l'eau vont de solutions très peu capitalistiques (telle que l'aménagement des vovos avec des bidons bleus de récupération) à des solutions très fortement capitalistiques (pipe). Il est à noter que les solutions les plus capitalistiques rendent les dispositifs dépendants d'appuis extérieurs pour l'entretien. De plus, l'exposition aux vols est potentiellement importante, dans une région caractérisée par une insécurité croissante. Ces deux raisons impliquent un risque de faible pérennité des solutions les plus capitalistiques.

Parmi l'ensemble des solutions proposées, les solutions à mettre en œuvre spécifiquement pour assurer l'accès à l'eau dans chaque localité du Grand Sud doivent en outre être adaptées selon les usages de l'eau.

Tableau 5. Les systèmes d'accès à l'eau et solutions d'amélioration

Les systèmes d'accès à l'eau	Les problèmes qui se posent	Les solutions proposées
Les Forages et Puits munis de Pompes à motricité humaine	Des forages à grande profondeur donc débit trop faible pour les pompes à motricité humaine, salinité, sous écoulements	Mini-réseau à pompage solaire / Traitement de la salinité par nanofiltration / Adduction d'Eau Potable (AEP) solaire captant le
Les adductions d'eau par pompage solaire		
Les pipes	Le pipe Ouest (Ampotaka-Beloha-Marovato-Faux cap) est fonctionnel, mais nécessite un renforcement de capacité au niveau de la gestion;	Assurer un fonctionnement permanent (pompage mixte), renforcer l'organisation de gestion permettant à l'Etat de subventionner l'accès à l'eau potable (très faible capacité de payer l'eau des populations rurales du Sud), augmenter le nombre de points de piquage notamment au niveau des piquages illicites (en situation d'urgence comme le Kere, négocier avec les gestionnaires pour permettre aux populations en situation de détresse à accéder gratuitement à l'eau et dont les frais de
	Le pipe Est (Amboasary-Sampona-Maroolomainty) n'est pas fonctionnel;	Résoudre les problèmes de fourniture des pompes solaires, faire la mise en marche du système, réparer toutes les fuites d'eau éventuelles, mettre en place une organisation permettant à l'Etat de subventionner l'accès à l'eau potable vu la très faible capacité de payer l'eau des populations rurales du Sud, assurer fonctionnement permanent en utilisant en même temps le
	Le pipe Nord (Bemamba-Ambovombe-Antanitarika) dispose d'une étude de faisabilité mais les travaux ne sont pas réalisés.	Trouver un bailleurs de fonds pour réaliser les travaux.
Les Vovos (puits traditionnels) Mares (sihanaka) et Ranovato (impluvium naturel dans les formations calcaires) plus ou moins permanentes alimentées par les pluies	Eau polluée, forte évaporation/ Mares durables / faibles débits	Pas Captage par bidon bleu pour les vovos et REEPS (Réservoir enterré plein sable) pour les mares et ranovato
Les Collectes d'eaux de pluies par les toits, en général par familles	Les volumes de stockage sont faibles; les eaux sont très polluées	Calculer le volume de stockage en fonction de la pluviométrie / Utiliser un filtre au-dessus du réservoir qui peut être un bidon
Impluvium collectif construit par l'état	Les eaux son très polluées	Recourir au REEPS
Les captages de sous-écoulement des rivières sèches (sakasaka) par les puits à drains, les barrages sous-terrains		Réaliser ces 3 types d'ouvrage d'exploitation de sous-écoulement (puits et forages, puits à drains, barrages souterrains, dans toutes les zones où cela est faisable, indiquées sur la carte jointe en utilisant la BDEAH-sesam-Gire.

Source : Les auteurs, à partir de Rakotondrainibe (2020)

2.1.3. Des solutions à adapter selon les usages de l'eau

Si les besoins en eau sont variés, la distinction classique entre eau agricole et eau domestique s'avère éminemment pertinente, les enjeux sous-jacents (disponibilité et qualité) ne répondant pas aux mêmes contraintes. Concernant l'eau agricole, il s'agit alors de limiter les besoins en eau par une transformation des systèmes agricoles et d'optimiser la gestion de la ressource. Concernant l'eau domestique, l'accès régulier et pérenne à une eau de qualité correspond à un besoin incompressible et relève d'un droit humain. Enfin, la gestion intégrée des ressources en eau (GIRE) permet de combiner diversité des approvisionnements et des usages au niveau du Bassin versant.

L'eau agricole : limiter les besoins en eau et optimiser la gestion des ressources

Premièrement, la transformation des méthodes culturales permet de limiter les besoins en eau agricole grâce à une conversion à l'agriculture agro-écologique. Ce point est développé dans la section thématique dédiée. Deuxièmement, les solutions de captage des eaux souterraines et des eaux des rivières lors des pluies peuvent être développées ([Rakontondrainibe, 2020 et 2022](#)). Des périmètres irrigués peuvent être conçus et entretenus là où cela est possible (voir l'encart dédié ci-dessous). Troisièmement, il s'agit de favoriser une gestion la plus fine possible des ressources en eau en fonction des caractéristiques locales. Le développement de systèmes de micro-irrigation pour le développement d'activités maraîchères associé à des forages exploités par des pompes à main et un stockage approprié, ont pu permettre le développement d'activités maraîchères et de favoriser la diversité alimentaire, diversification des revenus et l'autonomisation des femmes.

L'eau pour la consommation humaine (boisson et hygiène) : des besoins incompressibles en eau de haute qualité

Le lien étroit entre qualité de l'eau de consommation et nutrition s'établit par les deux canaux de la production agricole et l'hygiène alimentaire ([CAETIC Développement, 2018](#); [UNICEF, 2016](#); [Primature et al., 2017](#)).

L'approvisionnement en eau pour la consommation humaine reste souvent précaire, les eaux concernées sont polluées (vovos, ranovatos, impluviums, récupération des eaux de pluie sans filtre) ou onéreuse, tout particulièrement en période de sécheresse. Une grande partie des ménages s'approvisionnent grâce au système informel des charrettes. Parmi les ONG urgentistes, Medair a favorisé la pérennisation et la professionnalisation du système informel de distribution de l'eau en charrettes (avec notamment la distribution de bidons avec couvercle pour un transport plus sûr et réduire les risques de pollution de l'eau et la formation micro-comptable pour permettre un entretien régulier du capital, charrette et bœufs de trait). Des distributions gratuites d'eau en camions citernes sont également mises en œuvre en période de crise, les camions servent également à l'approvisionnement des centres de santé de base (Medair, Alimentation en Eau dans le Sud et UNICEF). Enfin la formation à des méthodes simples pour limiter les risques de pollution de l'eau dans le cadre du stockage domestique peuvent être promues.

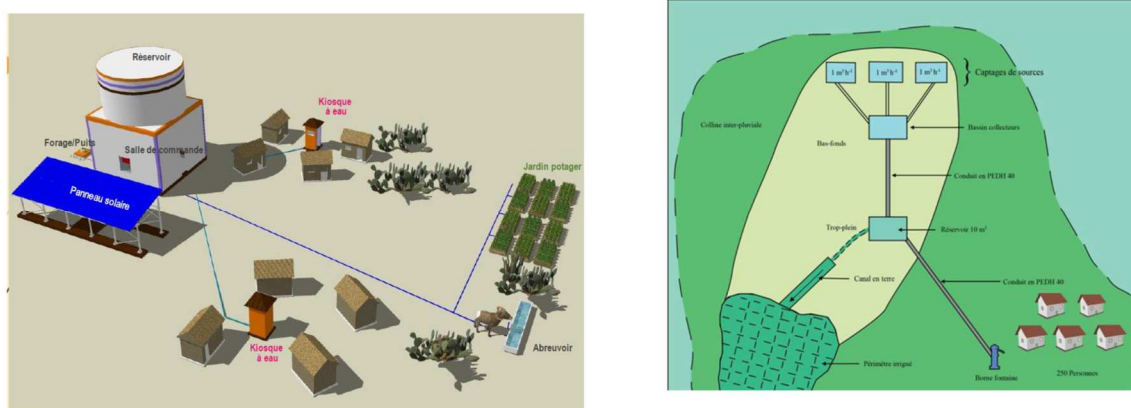
La gestion intégrée des ressources en eau

La Gestion Intégrée des Ressources en Eau (GIRE), permet le développement de Multi-usages système (MUS) et l'exploitation d'eau à buts multiples au niveau pertinent du bassin versant. Cela permet, au

niveau du bassin versant, d'identifier les ressources en eau disponibles et d'organiser leur captation, le stockage, l'adduction et la distribution pour subvenir aux multiples besoins en eau. Comme le montre la figure 3, la GIRE permet de développer un système associant plusieurs dispositifs de captation des ressources en eau parmi ceux présentés dans la première section et de l'associer, en aval du système d'adduction, à un système multi-usage (Multi-Usage System ou MUS).

Pour assurer la pérennité des systèmes d'adduction d'eau mis en place, une solide gouvernance de l'eau permet de gérer les besoins multiples et la diversité des sources d'approvisionnement. Une bonne appropriation locale des dispositifs est également nécessaire.

Figure 3. Principe de Gestion Intégrée des Ressources en Eau : Systèmes multi-usages et exploitation d'eau à buts multiples



Source : Rakotondrainibe, 2022, 21

2.1.4. Gouvernance de l'eau et appropriation locale des dispositifs de gestion et distribution de la ressource en eau

Quelles modalités concrètes retenir pour gérer les services de l'eau ? La gouvernance de l'eau, solidement étayée par les textes législatifs, peine encore à se concrétiser. Ainsi, l'échelon local revêt un enjeu majeur et l'inscription des projets d'adduction d'eau dans les normes locales doit être une priorité pour les projets qui souhaitent établir des changements pérennes.

Gestion communautaire, gestion privée et gestion publique

Entre gestion communautaire, gestion privée et gestion publique, quelle gouvernance promouvoir pour le secteur de l'eau ? Si dans les années 2000, la gestion communautaire de l'eau était plutôt favorisée par le gouvernement malgache (Marcus, 2007), la période actuelle est plutôt à la promotion d'une gestion de l'eau par le secteur privé. Toutefois, l'article de Marcus (2012), qui étudie la propension à payer pour l'eau, bien qu'il montre que cette propension augmente en période de crise, rappelle la faible capacité à payer des ménages du Grand Sud, caractérisés par de très niveaux de pauvreté particulièrement élevés.

Les différents acteurs de l'eau portent chacun des logiques différentes entre logique marchande et logique de service public. Toutefois, Rakotondrainibe (2022) insiste sur le rôle de coordination des

instances publiques et rappelle vivement la nécessité impérieuse d'appliquer effectivement le cadre législatif de l'eau.

La coordination des acteurs de l'eau : le rôle de l'Etat et de l'agence de Bassin

Le cadre législatif de l'eau fixe les missions des différents échelons qui administrent le secteur de l'eau et notamment celle de l'Etat et des collectivités décentralisées et la gestion au niveau du bassin versant dans le cadre d'une approche paysage qui permet une gestion intégrée des ressources en eau. Deux décrets encadrent ainsi la gestion du secteur de l'eau : le décret n°2003-193 portant fonctionnement et organisation du service public de l'eau potable et de l'assainissement des eaux usées domestiques³ et le décret n° 2003-191 portant création des agences de bassin et fixant leur organisation attributions et fonctionnement. La bonne application de ces décrets permettrait la réhabilitation de l'Etat dans son rôle essentiel de promotion d'une adduction d'eau de qualité pérenne pour l'ensemble de la population puisque son rôle premier selon l'article 12 de l'arrêté 2003-193 est d'assurer la planification et le développement du service public de l'eau. En outre, l'arrêté 2003-191 structure les instances pertinentes pour une gestion intégrée des ressources en eau (GIRE) à l'échelle pertinente du bassin versant et décrétant la création de l'Agence de Bassin au niveau des régions (*faritany*), dotée des moyens de structurer effectivement l'approvisionnement et la distribution de l'eau à ce niveau. L'Agence de Bassin élabore le schéma directeur d'aménagement des ressources en eau en collaboration et sous la coordination de l'ANDEA. Des schémas directeurs d'aménagement et de gestion des eaux sont proposés par les Comités de Bassins à l'Agence de Bassin. Les schémas directeurs prennent en compte les principaux programmes arrêtés par les collectivités publiques et définissent de manière générale et harmonisée les objectifs de quantité et de qualité des eaux ainsi que les aménagements à réaliser pour les atteindre. L'article 17 du décret 2003-191 encadre la décentralisation effective et l'implication totale de la population.

Dans la foulée de l'édition de ces décrets, le schéma directeur national du secteur de l'eau ([République de Madagascar et Agence nationale de l'eau, 2003](#)), offre un diagnostic pointu et avisé de la situation de l'eau dans le Sud de Madagascar, identifiant la diversité des besoins et des ressources et proposant des pistes d'action. Toutefois, force est de constater, suite aux crises successives récentes, que la situation de l'eau dans le Sud de Madagascar reste un enjeu névralgique pour le développement et la satisfaction des besoins fondamentaux. Ce point est une fois de plus indiqué comme prioritaire dans le récent document de synthèse produite à la suite du colloque *Emergence* organisé par le gouvernement ([République de Madagascar, 2021](#)) et, si des solutions techniques sont avancées⁴, elles

³ L'arrêté 2003-193 fixe le rôle de l'Etat dans le secteur de l'eau (article 12) : (i) Assurer la planification et le développement du service public de l'eau; (ii) Suivre, d'animer et de coordonner la politique d'investissement et de financement du Service Public de l'Eau ; (iii) Fixer par voie réglementaire les normes et les spécifications techniques applicables aux différents Systèmes d'eau; (iv) Assurer la responsabilité de Maître d'ouvrage délégué tant que les communes ne satisfont pas aux critères d'habilitation pour assurer la maîtrise d'ouvrage ; (v) Assister les communes pour qu'elles satisfassent aux critères d'habilitation dans les meilleures conditions et les meilleurs délais; (vi) Coordonner du point de vue administratif, technique et financier, l'assistance technique dont les Communautés ont besoin pour gérer les petits systèmes ruraux d'Approvisionnement en Eau potable et d'assurer le développement de l'hydraulique et de l'hygiène en milieu rural. L'arrêté 2003-193 fixe également le rôle des communes (article 14) en tant que maître d'ouvrage du service public de l'eau.

⁴ Les pistes d'action sur l'eau proposées par le colloque *Emergence* de juin 2021 ([République de Madagascar., 2021](#)) : (i) Produire de l'eau potable et de l'eau pour l'Agriculture recourant au système goutte à goutte au niveau de 860 fokontany par le biais du projet Mahavelona ; (ii) Procéder à la désalinisation des eaux de mer au niveau de 425 sites à travers le projet Mahamamy ; (iii) Mettre en place des pipelines à partir du Fleuve Ifaho (Sarisambo,

privilégient les grands projets, et n'évoquent pas les questions décisives de la gouvernance, de la gestion et de l'appropriation sociale, pourtant essentielles pour la mise en œuvre pratique de solutions adaptées et leur pérennisation.

Enjeux d'appropriation à l'échelon local

Au niveau local, l'insertion dans les normes et structures sociales locales est nécessaire pour permettre une pérennisation des solutions locales en favorisant l'appropriation, la participation et l'adhésion des habitants. A ce titre, l'étude socio-anthropologique d'ACF (Lazzarini, 2012) rappelle que l'eau en raison de sa fonction symbolique purificatrice est entourée de beaucoup d'interdits. Par ailleurs, la gestion des infrastructures est difficile à cause des modalités de propriété et de responsabilité qui entourent la notion de bien collectif et de bien commun ce qui nécessite une bonne insertion des dispositifs de gestion de l'eau dans les structures sociales locales. Un exemple d'insertion dans les normes locales est donné par un projet d'assainissement de l'UNICEF (2015) portant sur le CLTS (*Community Lead Total Sanitation*) et la lutte contre la défécation à l'air libre. Le projet a été conçu en s'appuyant sur les autorités lignagères et les autorités du fokontany pour créer un *dina* (norme établie au niveau du fokontany dont le respect est contrôlé par un comité d'application du *dina* et est assortie de sanctions en cas de contrevenue).

2.1.5. Conclusion de la thématique de l'eau

Afin de développer l'accès à l'eau dans le Grand Sud de Madagascar, la littérature fait état d'un ensemble de solutions déjà mises en œuvre ou qui pourraient l'être. Pourtant, la diversité des besoins en eau et des configurations locales en termes de besoins, de contraintes et opportunités d'approvisionnement appellent des solutions adaptées localement, tant au niveau techniques (état des ressources en eau, des dispositifs d'approvisionnement déjà existants et des moyens techniques de les améliorer et les compléter) qu'au niveau institutionnel et social (gouvernance de l'eau et ingénierie sociale de projets). C'est à cette condition que les besoins en eau tant agricoles qu'humains pourront être durablement satisfaits et que les interventions d'urgence pourront n'être plus nécessaires ou, du moins, rester véritablement exceptionnelles (sur les systèmes d'information visant à déclencher l'état d'urgence humanitaire, voir la partie Sécurité alimentaire et nutritionnelle).

Ce qu'il faut retenir sur la thématique de l'eau

Les principaux enseignements

1/ L'accès à une eau de qualité revêt un rôle pivot pour le développement du Sud malgache. Il détermine par des canaux multiples les conditions de vie et les moyens d'existence, que ce soit via la santé des populations (hygiène, santé mère-enfant), la nutrition (eau de mauvaise qualité,

Ranopiso, sampoina, Amboasary, Ambovombe) et dans d'autres axes, notamment Ampotaka – Tsihombe, Mandrare – Sampona et Bemanda – Antaritarika ; (iv) Entreprendre des activités de forage à gros débit avec utilisation multiple de l'eau, à raison de 5 forages par district ; (v) Mettre en place le projet « Ensachage d'Eau », produisant 1500 litres d'eau par jour, ½ l par sachet.

diarrhées, réduit les apports nutritionnels), la production agricole (double effet sur l'autoconsommation et sur les prix d'achat des denrées alimentaires) et l'élevage.

2/ Les réponses humanitaires d'urgence à la question de l'eau sont régulièrement nécessaires parce qu'un service efficace d'accès à l'eau reste à mettre en place.

3/ Une palette étoffée de solutions techniques permet d'améliorer et de compléter les dispositifs existants d'approvisionnement en eau.

- Certaines solutions sont très peu capitalistiques (aménagement des *vovos* avec des bidons bleus de récupération) alors que d'autres sont hautement capitalistiques (pipe).
- Les solutions les plus capitalistiques offrent des débits potentiels importants mais rendent les dispositifs dépendants d'appuis extérieurs pour l'entretien et sont fortement exposées aux vols et dégradations de matériel.
- Les solutions les moins capitalistiques, aux débits plus limités, favorisent l'autonomisation.

3/ Les solutions techniques pertinentes diffèrent selon les usages de l'eau (eau agricole et eau domestique), les enjeux sous-jacents (disponibilité et qualité) ne répondant pas aux mêmes contraintes. La Gestion Intégrée des Ressources en Eau (GIRE) permet de combiner diversité des approvisionnements et des usages au niveau du bassin versant.

4/ L'organisation des services de l'eau, de la captation à la distribution en passant par le stockage reste à concrétiser

- La question de la gouvernance de l'eau entre gestion communautaire, gestion publique et gestion privée doit prendre en compte la très faible capacité à payer pour les services de l'eau en raison du contexte de grande pauvreté.
- Les textes législatifs existent : (i) décret 2003-193 fixant le rôle et les compétences des échelons administratifs et déconcentrés ; (ii) décret 2003-191 créant les comités et agences de bassins, structures permettant d'encadrer la production de schémas directeurs à l'échelle pertinente des bassins versants.
- L'organisation de services fournissant un accès pérenne à l'eau reste à concrétiser.

5/ A l'échelon local, l'insertion des dispositifs d'eau et assainissement dans les normes et structures sociales locales favorise la pérennisation des solutions locales par l'appropriation, lorsque la participation des habitants est effective (pour aller plus loin voir l'entrée dédiée dans la partie « Analyse transversale » de ce document)

Quelques recommandations

- S'appuyer sur des diagnostics fins des ressources en eaux, de l'état des dispositifs d'approvisionnement existants
- Adapter les solutions locales aux ressources et aux besoins multiples
 - Eau agricole : limiter les besoins en eau par une conversion des systèmes agricoles vers l'agroécologie (voir partie dédiée à la thématique "Agriculture, élevage, pêche")
 - Eau domestique : assurer les besoins incompressibles en eau de bonne qualité
 - Développer un plan de gestion intégrée des ressources en eau (GIRE), basé sur un diagnostic des ressources et besoins locaux, pour assurer la captation, le stockage

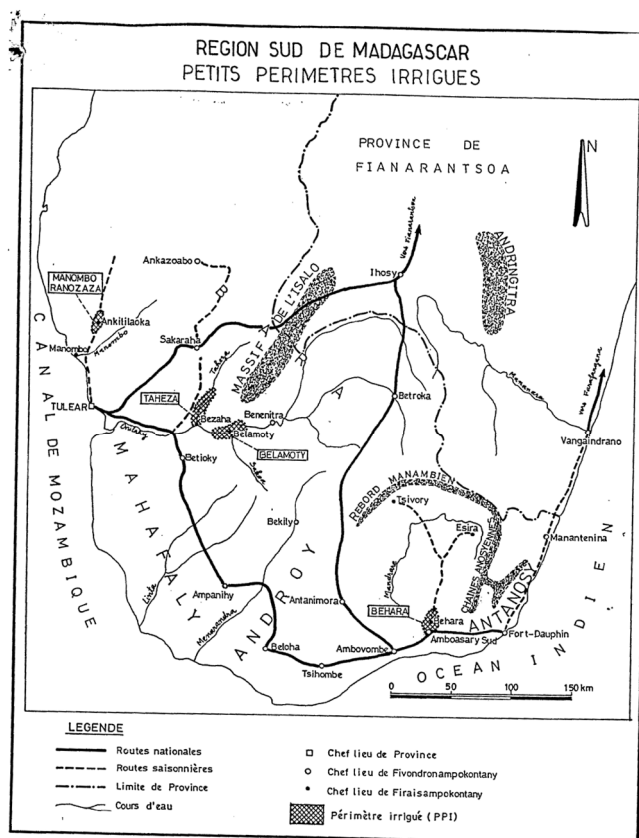
et la distribution de l'eau dans des dispositifs multi-usage tout en limitant les conflits d'usage

- Privilégier les solutions qui permettent l'autonomie et limitent la dépendance extérieure (pièces, entretien, etc.) : favoriser des solutions peu capitalistiques
- Renforcer la gouvernance de l'eau, la coordination du secteur et l'appropriation sociale
 - Articuler la mise en œuvre déconcentrée des solutions, au niveau des bassins versants, et des dispositifs de péréquation territoriale, pour assurer l'équité entre les territoires et la satisfaction des besoins en eau pour tous
 - Donner les moyens matériels et humains effectifs pour que les structures locales coordinatrices puissent remplir leurs missions (communes, agence de bassin versant)
 - Compte-tenu des niveaux de pauvreté dans le Sud, privilégier une approche en termes de droit humain (limiter le prix de l'eau) tout en assurant une gestion efficace du service de l'eau
 - Assurer l'insertion dans les normes et structures sociales locales (ingénierie sociale)

Encart : Les périmètres irrigués

En zone aride, le développement de l'agriculture irriguée représente un potentiel important, si les ressources en eau utilisées sont renouvelables. Selon la FAO, "un périmètre irrigué peut être défini comme un domaine d'exploitation agricole sur lequel est aménagée une infrastructure d'irrigation. Le champ est souvent consacré à la riziculture mais il peut convenir à d'autres cultures lors de la contre saison : haricots, niébé, cultures maraîchères... Les aménagements et irrigations sont cruciaux pour ces champs dont la production dépend de l'eau et sa disponibilité". Dans la région du Grand Sud, plusieurs périmètres irrigués ont été installés depuis la période coloniale, ils reposent sur une irrigation gravitaire à partir des sources et fleuves (donc, sans pompage dans les nappes phréatiques).

Figure 4. Les petits périmètres irrigués du Sud malgache



Source : Droy, I. (1992). *Les périmètres irrigués du Sud de Madagascar : Le contexte socio-économique du transfert de gérance*. 48.

- **Les périmètres de la région Sud- Est, sur le bassin du Haut Mandrare**

“Le potentiel irrigable du Haut Bassin du Mandrare est connu depuis très longtemps. La zone du Haut Bassin du Mandrare divisée en six sous-bassins versants qui alimentent le Mandrare bénéficie d’une bonne pluviométrie (normalement comprise entre 800 et 1100 mm) par rapport aux autres zones de l’extrême Sud de Madagascar. Les sols des vallées sont fertiles et se prêtent à la riziculture irriguée, activité agricole pratiquée par 60 % des habitants de la zone. Certains aménagements hydro-agricoles datent de l’époque coloniale. Autrefois connu comme le « grenier à riz » de l’extrême Sud malgache,

le potentiel productif du Haut Bassin du Mandrare avait fortement chuté au fil des années” (Thierry et Leguevel, 2007). A la suite du constat de dégradation des infrastructures, des projets sont intervenus dans les années 1980 et 1990 pour réhabiliter des barrages (Opération Microhydraulique du Fonds Européen de Développement ou Opération Androy financé par l’Union Européenne) . Cela s’est accompagné d’une réforme de la gérance des périmètres avec la mise en place d’associations d’usagers de l’eau dans un contexte socio-économique complexe (Droy, 1992, périmètre de Behara) qui explique en partie les difficultés voire l’absence d’entretien des infrastructures en raison des conflits de pouvoir. Ces problèmes de gestion sont aggravés par l’enclavement de la région, qui limite la réalisation du potentiel productif (Shapir et al. 2007).

C’est dans ce contexte que le projet de mise en valeur du bassin du Haut Mandrare a été mis en oeuvre par le Fida durant 12 ans, de 1996 à 2008 pour un montant de 30 millions de \$, avec l’objectif d’augmenter la production rizicole par l’aménagement et la réhabilitation de périmètres, mais aussi le développement de nouvelles filières, la création d’organisations paysannes, une forte implication des femmes dans des microprojets, la réalisation d’infrastructures (santé, route, élevage). L’évaluation finale de 2009 réalisée conclut à une réduction de la pauvreté et une augmentation de la production agricole, mais soulève aussi les problèmes structurels liés à l’enclavement, à la faiblesses des institutions publiques tout comme les services sociaux qui restent insuffisants. Il n’a pas été possible de trouver des données récentes sur le bilan de cette opération 13 ans après la fin de l’intervention, mais ce serait assurément une étude pertinente à mener dans un contexte de réflexion sur les opérations de développement.

Figure 5 Madagascar
Carte des zones d'intervention du PHBM
PHBM I (1996 - 2001) et PHBM II (2001 - 2008)



Les appellations figurant sur cette carte et sa représentation graphique ne constituent en aucun cas une prise de position du FIDA quant au tracé des frontières ou limites, ou aux autorités de tutelle des territoires considérés.
FIDA Carte compilée par le FIDA

- **Les périmètres du Sud-Ouest**

Dans le Sud-Ouest, dans la vallée de l'Onilahy, il y a aussi plusieurs périmètres irrigués importants, dont certains ayant été aménagés et exploités au profit des colons. Les périmètres de Taheza et Belamoty connaissent une situation sociale d'autant plus complexe que la situation foncière héritée des concessions coloniales n'a pas été clairement apurée (Droy 1992: périmètres de Taheza et Belamoty). La réhabilitation de ces périmètres a ici été plus récente et assurée dans le cadre par le Projet de Réhabilitation des Infrastructures Agricoles de la Région du Sud-Ouest (PRIASO) a débuté en 2015 et concerne 3 périmètres irrigués du sud ouest, dont 2 sont situés dans la région Atsimo-Andrefana (Taheza et Manambo Ranozaza), le troisième étant dans le Bas Mangoky, vers Morombe. Ce projet de 49 millions de \$ s'est terminé en 2020 ; il a contrôlé et supervisé des travaux de construction de nouvelles infrastructures et des travaux de réhabilitation de celles en mauvais état de marche.

2.2. Agriculture, élevage, pêche

Ressources-clés sur l'Agriculture, élevage, pêche

- CRS, 2021 : Firanga II Baseline Survey (Onglet Évaluation de projet)
 - Morlat Laetitia et Castellanet Christian, 2012 : Intervenir dans une région "à l'écart du développement" (Onglet Rapport)
 - Raharison Tahina, Belieres Jean-François et Randriamiarana Rakotondramanana Vololoniraisana, 2018 : Rapport d'étude d'impact des pratiques agroécologiques diffusées dans le cadre des blocs agroécologiques par le projet HOBA (Onglet Évaluation de projet)
 - Dominique Violas, Fabrice Lhérieu, Tolotra H., Ranaivoharimanana, Rindra R., Sandratriniaina, Rakotondramanana, Jérémie Maharetse, Tahina Raharison, Alain Brauman, Julia Denier, 2020 : Stratégie de développement de l'agroécologie dans le Grand Sud malgache. Retour d'expériences autour des blocs agroécologiques (Onglet Évaluation de projet)
 - Caroline Broudic, Tsiory Razafindrianilana, 2020 : Adaptation aux changements climatiques des populations rurales du Sud-Ouest de Madagascar. Diagnostic et Perspectives, GEOECO Alternatives, Février 2020 (Onglet Rapport)
-

2.2.1 Un constat partagé : le nécessaire dépassement des pratiques agricoles héritées

De fortes contraintes agroclimatiques

L'intégralité des travaux sur le Grand Sud de Madagascar font état d'un contexte agro climatique défavorable en raison de la faiblesse des précipitations, des sécheresses intenses ou encore des vents violents provoquant des tempêtes de sable recouvrant habitations, cultures et puits ([Amnesty International, 2021](#) ; [RASOLOFONIAINA Jean Donné, 2021](#) ; [Healy Timothy, 2017](#) ; [Sambo Miadantsoa, 2016](#) ; [Mialiarimanana Andonindraina Mandrindra, 2016](#) ; [Ramaromisa Hantamalala Miora, 2020](#) ; [Tadjidine Younoussa Abdou, 2018](#) ; [Ahamada Abdou Said, 2016](#)) pour les plus récents travaux). Ces conditions climatiques difficiles, ainsi que la présence de chenilles légionnaires, affaiblissent les moyens d'existence dans une région où la consommation et les revenus des ménages dépendent quasi exclusivement de l'activité agricole ([CRS, 2021](#)). Les pratiques agricoles extensives ne suffisent plus à engendrer des surplus ni à assurer l'autoconsommation des ménages.

Quelques problèmes soulignés par les études

Les études soulignent en particulier les faits suivants :

- Le système d'héritage entraîne le morcellement des parcelles agricoles qui, au fil des générations, ne permettent plus de couvrir les besoins des ménages ([Frederic Sandron, 2008](#)) ;
- La très faible productivité agricole, en raison selon certains des difficultés d'approvisionnement en engrais et produits phytosanitaires, pour d'autres du fait d'une faible maîtrise de l'eau, ou encore à cause d'une absence de lutte biologique contre les ravageurs ([Morris Michael et David-Benz Hélène, 2011](#) ; [MRC et INSTAT, 2016](#) ; [Banque Mondiale, 2011](#) ; [BNGRC, 2015](#)) ;
- Un recours très limité aux cultures associées, à la jachère « améliorée », au compost (qui ne devient attractif qu'en cas de fixation des cultures) ou encore à la fumure (on invoque parfois le fady de l'utilisation des bouses de zébus), en bref aux techniques issues de l'agroécologie (cf. *infra*) ([Carimentrand Aurélie, 2010](#) ; [Lheriteau Fabrice et Violas Dominique, 2015](#) ; [FAO, 2020](#) ; [Raharison Tahina, Belieres Jean-François et Randriamiaranarakotondramanana Vololoniraisana, 2018](#)).

La faiblesse de la couverture alimentaire

Selon une étude réalisée par le CRS, soutenue par l'USAID et le BHA, au sein de 6 districts du Sud de Madagascar, la période de couverture de l'aliment issu de la production est de 1,9 mois en moyenne seulement. L'accès aux aliments est lui aussi difficile puisqu'en moyenne les ménages bénéficient de 5,6 mois « d'approvisionnement alimentaire adéquat ». Les périodes de soudure s'allongent et l'insécurité alimentaire s'accroît ([CRS, 2021](#) ; [Razanaka, S. et al., 2001](#)).

Tableau 6.

Tableau 75 : Proportion des ménages selon le nombre de mois couvert par l'autoproduction en aliment de base

Désagrégation	0-3 mois	4-6 mois	7-9 mois	10-12 mois	N
District					
Ampanihy	91,7%	6,8%	0,3%	1,3%	397
Beloha	88,3%	9,3%	0,5%	2,0%	400
Tsihombe	82,1%	15,1%	1,0%	1,7%	403
Genre du chef de ménage					
Femme	89,3%	8,8%	0,5%	1,4%	578
Homme	85,5%	11,9%	0,6%	1,9%	622
Statut du chef de ménage					
Adolescent	85,2%	11,1%	0,0%	3,7%	27
Femme adulte	89,4%	8,6%	0,5%	1,4%	556
Femme et homme adulte	85,9%	11,8%	0,7%	1,6%	610
Homme adulte	57,1%	28,6%	0,0%	14,3%	7
Ensemble	87,3%	10,4%	0,6%	1,7%	1200

Source : CRS, 2021

Tableau 7. Proportion des ménages selon le nombre de mois d'approvisionnement alimentaire adéquat

Désagrégation	0-3 mois	4-6 mois	7-9 mois	11-12 mois	N
District					
Ampanihy	33,8%	35,0%	25,2%	6,0%	397
Beloha	29,3%	32,5%	28,3%	10,0%	400
Tsihombe	23,8%	30,3%	31,0%	14,9%	403
Genre du chef de ménage					
Femme	31,7%	31,5%	26,6%	10,2%	578
Homme	26,4%	33,6%	29,6%	10,5%	622
Statut du chef de ménage					
Adolescent	25,9%	33,3%	25,9%	14,8%	27
Femme adulte	32,0%	31,3%	26,4%	10,3%	556
Femme et homme adulte	26,2%	33,8%	30,0%	10,0%	610
Homme adulte	28,6%	28,6%	14,3%	28,6%	7
Ensemble	28,9%	32,6%	28,2%	10,3%	1200

Source : CRS, 2021

Les fragilités de l'élevage

L'élevage est la deuxième activité la plus répandue dans la région. Il dessert des buts divers allant de la stratégie de résilience pour l'élevage avicole aux logiques coutumières et symbolique pour l'élevage de zébus (Hanke Hendrik et Barkman Jan, 2017 ; Neudert Regina, Goetter Johanna, Andriamparan Jessica et Rakotoarisoa Miandrazo, 2015) . Ces dernières années, l'allongement des périodes de soudure a entraîné une forte décapitalisation des produits d'élevage (Hanke Hendrik et Barkman Jan, 2017 ; Holazae, 2016 ; Bahya-Batinda Dang et al., 2018). Plus encore, la persistance de conditions climatiques extrêmes sur trois années consécutives a empêché les ménages de reconstituer leur cheptel. Par ailleurs, l'insécurité liée au phénomène dahalo pèse sur les logiques d'accumulation (Fauroux Emmanuel, 1987 ; Kaufmann Jeffrey C. et Tsihamba Sylvestre Tsihamba, 2006).

Les instabilités des marchés

L'enclavement de la région accentue les difficultés relatives aux moyens de subsistance des ménages. Un marché peu intégré expose fortement la population aux chocs d'offre et de demande locale. Lorsque la production est faible, peu de ménages dégagent un surplus pouvant être revendu sur le marché. Les quantités étant faibles et la demande forte, les prix des produits agricoles s'envolent. La décapitalisation soudaine des produits de l'élevage pour faire face au choc contribue quant à elle à la diminution de la valeur de ces produits (Dostie Benoit et al., 2002 ; Harouna Ibrahima et Rakotonirainy Maherisoa, 2016).

En conclusion : le cercle vicieux des pratiques extensives

L'intensification des phénomènes climatiques extrêmes, notamment les trois années consécutives de sécheresses intenses entre 2019 et 2021, a mis en évidence, une fois encore, la non soutenabilité des pratiques héritées. Ces pratiques extensives sont prises dans un cercle vicieux, dans lequel la hausse des difficultés conduit à l'expansion de l'agriculture itinérante, qui accroît en retour les difficultés.

2.2.2. Mais les approches du développement agricole demeurent peu transformatrices

La situation est aujourd'hui décrite par les différents acteurs comme alarmante ([Amnesty International, 2021](#)). De nombreux projets et programmes cherchent des leviers afin d'accroître la résilience de la population. Cependant, les difficultés persistent et s'accroissent. Les actions mises en place ne permettent pas de rompre le cercle vicieux enclenché dans la mesure où elles ne visent pas de transformation systémique.

Des temporalités inadéquates

La durabilité des projets n'est pas assurée. D'une part, car trois à cinq ans de projet ne permettent pas de changer radicalement un système hérité. D'autre part car les conditions d'application du projet peuvent changer une fois le projet terminé, tout comme la cohésion sociale, et compromettre la persistance des effets ([Patetsos Emmanuelle, 2009](#) ; [Thouillot Floriane et Maharetse Jérémie, 2010](#)). Les actions mises en place dans le cadre d'un projet doivent ensuite être prises en main par la population ou les autorités locales. Sans suivi de long terme, il devient difficile d'assurer des adaptations continues, et donc de pérenniser les actions entreprises.

Une coordination défailante

Le manque de coopération entre mécanismes d'assistance et mécanismes de développement peut entraver les effets attendus à moyen long terme par un manque de clarté entre les acteurs pour les populations locales ([Morlat Laetitia et Castellanet Christian, 2012](#)). L'existence simultanée de mécanismes de gratuité et de mécanismes marchands par des acteurs indifférenciés aux yeux des populations locales aboutit à une certaine incompréhension des intérêts poursuivis par chaque type d'acteur. Les actions de développement basées sur des mécanismes marchands peinent à se pérenniser.

Par ailleurs, les interventions extérieures ne peuvent se substituer à une intervention de l'Etat pour des grands projets d'infrastructures hydriques, pour la consommation, l'élevage et l'agriculture ainsi que des infrastructures routières pour désenclaver la région et permettre ainsi d'intégrer le marché du Sud ([Plan émergence Sud Madagascar \(République malgache\), 2021](#)).

Des choix techniques discutables

De nombreux projets concentrent leur appui sur le renforcement des cultures de rentes. Ces efforts peuvent se faire au détriment d'une agriculture davantage sensible à la nutrition. Dans la mesure où les femmes se spécialisent plutôt dans les cultures permettant l'autoconsommation, ces efforts peuvent bénéficier inégalement aux hommes et aux femmes. Par ailleurs, beaucoup de choix techniques se font en référence au modèle de la révolution verte, fondé en particulier sur l'apport régulier d'intrants extérieurs, et sur une maîtrise de l'eau ([Morris Michael et David-Benz Hélène, 2011](#) ; [Thouillot Floriane et Maharetse Jérémie, 2010](#)) . Or le déficit d'eau dans le Grand Sud demeure une contrainte majeure pour les activités agricoles. Les effets des projets de renforcement de l'accès au matériel agricole ainsi qu'aux semences restent conditionnés à la disponibilité en eau pour les pratiques agricoles ([Fare Johann, 2019](#)). De nombreux efforts sont déployés autour de la gestion de l'eau mais l'accès à cette ressource reste extrêmement complexe aujourd'hui, tant pour l'usage agricole que domestique ou à destination de l'élevage (cf. la section eau).

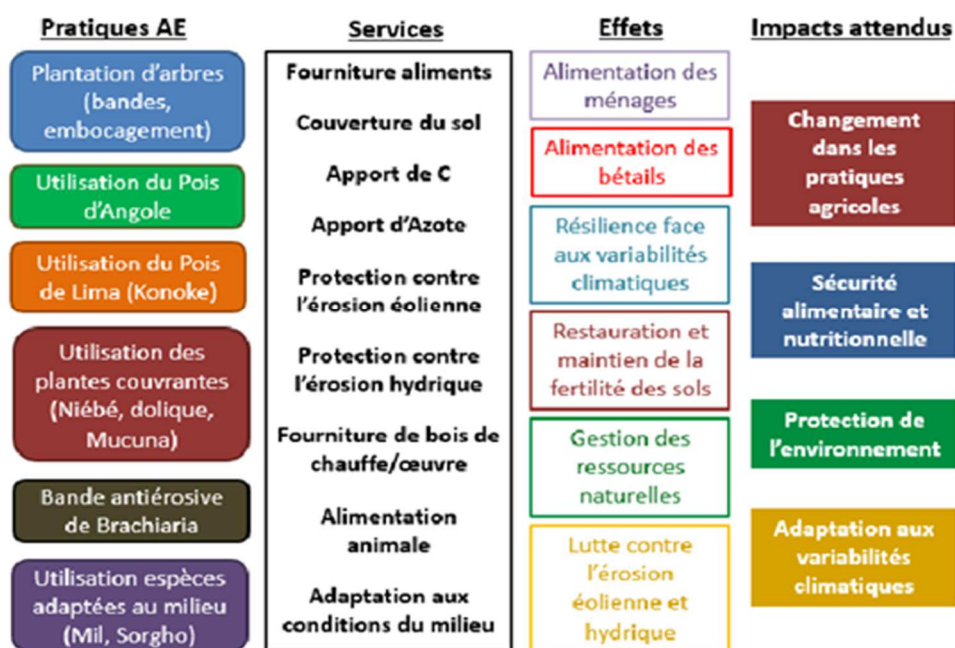
2.2.3. Il existe pourtant des pistes viables pour une transformation systémique des pratiques agricoles

Au regard des échecs passés, la solution pour le Grand Sud ne semble pas se trouver dans la fourniture partielle et ponctuelle d'un package technique inspiré de la Révolution Verte, ni dans l'accumulation de projets courts, mal coordonnés, insuffisamment fondés sur une approche socio-anthropologique. Elle semble plutôt se situer dans une vision systémique, fondé sur les principes de l'agroécologie

La voie, déjà expérimentée, de l'agroécologie

Entre, d'une part, une agriculture héritée piégée par le durcissement des contraintes et, d'autre part, une approche agro industrielle qui, là où elle s'implante, tend à accroître fortement la pression sur les ressources en « industrialisant » la dynamique extensive, la seule voie viable semble être celle d'une intensification agroécologique (Broudic Caroline et Razafindrianilana Tsiory, 2020). L'agroécologie intègre les difficultés agroclimatiques plus qu'elle ne cherche à lutter contre. La promotion d'espèces et de semences adaptées, l'amélioration des sols avec les cultures couvrantes ou encore les haies de Pois d'Angole réduisent la probabilité d'échec de cultures en raison de l'absence de pluie par exemple. Enfin, l'agroécologie permet non plus de cibler seulement des parcelles ou des ménages mais aussi des territoires, dans une vision systémique.

Figure 6. : Pratiques agro-écologiques, services écosystémiques, effets et impacts attendus



Source : Raharison T. et al., 2018

Transformer les choix cultureaux

L'approvisionnement en semences lors d'épisodes pluvieux est difficile dans le Grand Sud et l'accès à l'eau reste particulièrement limité. Pour faire face à ces difficultés, l'agroécologie promeut les cultures

pluriannuelles telles que le konoke ou les pois d'Angole, plus résistantes au stress hydrique (Miadantsoa, 2016).

Le déplacement des dunes, l'érosion éolienne ou les attaques de prédateurs peuvent également être à l'origine de l'anéantissement des cultures. L'agroécologie permet de penser un ensemble de cultures et de couverture des sols limitant l'érosion et les effets néfastes qui en découlent. Ces cultures peuvent à la fois servir de bois de chauffe et d'aliments pour le bétail (Raharison Tahina, Belieres Jean-François et Randriamiarana Rakotondramanana Vololoniraisana, 2018).

Le projet HOBA mis en œuvre par le GRET et le CTAS a établi une augmentation de la production agricole de 100 à 300kg par hectare par l'adoption de pratiques agroécologiques. Plus encore, les nouvelles espèces introduites permettent une meilleure répartition de la disponibilité alimentaire sur l'année et notamment durant la période de soudure. (Raharison Tahina, Belieres Jean-François et Randriamiarana Rakotondramanana Vololoniraisana, 2018)

L'introduction des nouvelles espèces prend également en compte la teneur nutritive des céréales et légumineuses et offre de nouvelles sources de nutriments dans une région où l'insécurité alimentaire demeure l'enjeu le plus pressant.

Enfin, l'intensification agro écologique permet la valorisation des parcelles et la fixation des cultures. L'enrichissement des sols devient alors possible.

Les perspectives d'une montée en échelle

Si un changement radical du système hérité nécessite un suivi de long terme, l'urgence de la situation pousse à penser la montée en échelle rapide des projets porteurs. Il paraît ainsi important de penser la montée en échelle rapide de l'approche des blocs agroécologiques, avec un appui socio anthropologique (Dominique Violas, Fabrice Lhériveau, Tolotra H., Ranaivoharimanana, Rindra R., Sandratriniaina, Rakotondramanana, Jérémie Maharetse, Tahina Raharison, Alain Brauman, Julia Denier, 2020), mais aussi en liant l'agroécologie et l'empowerment féminin (cf. le point 3.3.).

Les conditions d'une diffusion

Quelques conditions d'une diffusion de l'agroécologie sont abordées dans les textes consultés.

- Un focus est nécessaire sur l'articulation agriculture-élevage (deux systèmes techniques pratiqués/étudiés de manière séparée) (Hanke Hendrik et Barkmann Jan, 2017 ; A2DM/CONFORME, 2018). Le rôle des bœufs dans la capitalisation, dans l'identité, les structures sociales et de pouvoir ne doit pas être négligé (Saint Sauveur, A., 1996, 2007) ;
- La question de l'acceptabilité sociale de l'agroécologie et des conditions d'une diffusion large et pérenne est nécessaire. Elle peut être abordée dans le cadre du projet Makis ;
- Outre les acteurs extérieurs (GRET, Agrisud, AVSF), il faut aussi s'appuyer sur les réseaux nationaux de recherche-action sur l'agroécologie, tel le GSDM (2016, Manuel de Formation à l'agroécologie), et sur les formations universitaires (Master Agroécologie, Biodiversité et Changement Climatique de l'Université d'Antananarivo). Il est important de mobiliser et soutenir ces ressources locales (Dominique Violas, Fabrice Lhériveau, Tolotra H., Ranaivoharimanana, Rindra R., Sandratriniaina, Rakotondramanana, Jérémie Maharetse, Tahina Raharison, Alain Brauman, Julia Denier ; 2020) ;

- L'approche « Caisse de Résilience » de la (FAO) paraît tout à fait compatible avec l'agroécologie. La FAO fait mention de cette approche dans son « [Analyse des risques et Plan de résilience](#) » de 2016, mais nous ne disposons pas d'information sur la mise en œuvre effective (ou pas) de l'approche.

L'ambition transformatrice portée par l'agroécologie exige une approche de long terme, avec un apport socio-anthropologique permettant des avancées pas à pas et une adaptation permanente.

Ce qu'il faut retenir sur la thématique de l'Agriculture, de l'élevage, et de la pêche

Les principaux enseignements

1/ Les pratiques héritées ne suffisent plus à assurer la sécurité alimentaire et le maintien des niveaux de vie

- Les constats partagés : un contexte agroclimatique défavorable, un allongement des périodes de soudures, des activités d'élevage compromises par les décapitalisations successives, une faible intégration aux marchés.
- On relève une forme, usuelle, de cercle vicieux des pratiques agricoles extensives accroissant de concert la dégradation des agroécosystèmes et les difficultés des agriculteurs.

2/ Les projets ne permettent généralement pas d'envisager une transformation systémique des pratiques agricoles.

- Des projets de durée trop courte, peu coordonnées, qui ne permettent pas de garantir l'appropriation des nouvelles pratiques, et la durabilité des effets observés.
- En toile de fond : un attachement persistant à la conception ancienne de la « modernisation » agricole, fondées sur les apports d'intrants extérieurs, sur la maîtrise de l'eau par des aménagements techniques, etc.

3/ L'agroécologie apparaît comme une piste viable, mais exigeante, de transformation systémique

- Les expériences agroécologiques déployées dans le Sud Malgache semblent permettre une meilleure résilience des populations, en rompant le cercle vicieux décrit précédemment. Par ailleurs, elles sont adaptées à une meilleure prise en compte des problématiques de genre. Et enfin, elles mettent en avant des solutions techniques permettant l'autonomie locale, en limitant la dépendance à des équipements et intrants importés et coûteux.
- Mais la diffusion de ses pratiques est exigeante : elles doivent être adaptées à type agroécosystème, être accompagnées d'une approche socio-anthropologique (acceptabilité des innovations, tabous), et se dérouler sur des périodes longues, dépassant la temporalité usuelle des projets.

Quelques recommandations

- Il semble opportun de tenter d'établir une vision partagée du « progrès agricole », entre les différents bailleurs et opérateurs du développement agricole, nationaux comme PTF. L'établissement d'un consensus autour d'une vision fondée sur l'agroécologie serait un premier pas pour une transformation des systèmes agricoles du Sud.
- Au regard de l'urgence de la situation au Sud, et des délais de mise en œuvre d'une approche transformatrice, il apparaît nécessaire d'initier cette démarche au plus vite. Il est judicieux de mobiliser les ressources nationales (recherche-action) en matière d'agroécologie.

- Il convient d'envisager un dispositif de suivi-évaluation, établi dans la durée, fondé sur des diagnostics agraires, impliquant, d'une part des agronomes et géographes, d'autre part des spécialistes de sciences sociales. Parmi ces derniers, les socio-anthropologues semblent avoir un rôle majeur à jouer, afin de comprendre et d'accompagner les transformations sociétales associées à la diffusion de ces pratiques techniques. Cela pourrait passer par des financements européens DeSIRA (*Development Smart Innovation through Research in Agriculture*).
- Enfin, la promotion, à large échelle de l'agroécologie, ne doit pas faire oublier d'une part la prise en compte de l'intégration des activités agricoles et d'élevage (approche systémique large), d'autre part de lier cette promotion à des activités d'empowerment féminin.

2.3. Environnement et changement climatique

Ressources-clés sur l'Environnement et le changement climatique

- Ministère de l'Environnement et du Développement Durable, 2019 Plan National d'Adaptation au Changement Climatique (PNA) Madagascar
 - François Enten (2022) L'IPC à l'épreuve du kéré : Des pérégrinations d'un modèle voyageur en pays malgache
 - Ranaivoson (2018) Défis, enjeux et politiques : migration, environnement et changements climatiques à Madagascar
-

2.3.1 Conditions agro-climatiques contraignantes : un défi pour le développement

Afin d'avoir une compréhension précise des questions d'environnement et de changement climatique dans le grand sud, il nous apparaît déterminant de détailler les spécificités agro-climatiques dans les trois régions étudiées : des Atsimo Andrefana, Anosy et Androy.

Climat et hydrologie

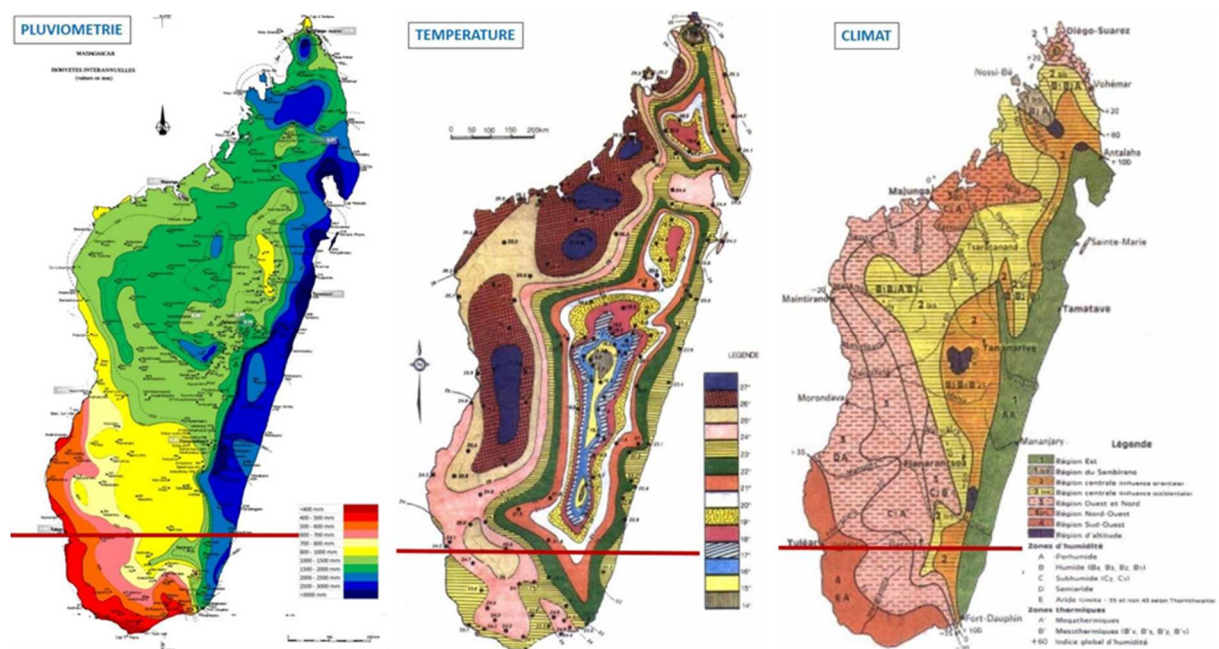
La **Région Atsimo Andrefana** se distingue des autres régions de Madagascar par son climat semi-aride. Elle fait partie des régions de type sahélienne et se constitue de plateaux et de plaines. D'octobre à avril, les températures sont élevées pouvant atteindre 40°C au mois de janvier. De mai à septembre, les températures sont plus douces et peuvent descendre sous les 10°C durant les mois de juin et juillet. La région enregistre deux saisons : la saison sèche, de 7 à 9 mois, et la saison des pluies parfois aléatoire, souvent très irrégulière et toujours pauvre en précipitations moins de 600 mm/an. La région est traversée par deux catégories de cours d'eau. D'une part les cours d'eau à bassin versant de plus de 400 kilomètres et d'autre part les cours d'eau sur terrains sédimentaires ne dépassant pas les 300 kilomètres (RAMAHANDRY Hajarivelo, 2019).

La **région de l'Androy** est soumise à un climat tropical semi-aride à aride comprenant une saison humide en été et une saison sèche en hiver. L'aridité s'intensifie du Nord et Nord-Est au Sud et Sud-

Ouest de la région et se manifeste par les changements de paysages. Des vents forts, persistants et desséchants ainsi que des températures particulièrement élevées renforcent l'aridité de la région, en particulier sur la côte méridionale. Si l'Androy connaît également des périodes chaudes (janvier et février) l'amplitude des températures reste faible, oscillant autour de 24°C. L'Androy se démarque des autres régions par ses caractéristiques hydrologiques. Si la région est drainée par trois grands fleuves (Menarandra, Manambovo et Mandrare), aucun n'est pérenne et ils sont réduits à un écoulement de surface, notamment durant la saison sèche (RAMAHANDRY Hajarivelo, 2019).

Dans la région Anosy, la température varie considérablement entre de Nord et de Sud de la région. Au Sud-Est, sur le littoral, la température est de 28°C en février et chute à 17°C en juillet alors qu'au Nord, sur le plateau d'Ihorombe, ses températures sont respectivement de 20°C et 10°C. Contrairement à l'Androy, dans cette région les précipitations sont quasi continues. Elles sont abondantes en décembre et janvier et durent jusqu'en juillet et août avec des précipitations moyennes autour de 100 mm. Seuls septembre et octobre peuvent être considérés comme secs. L'hydrographie régionale se scinde en deux : le complexe du Mandrare et les rivières de la côte Est (RAMAHANDRY Hajarivelo, 2019).

Figure 7. Caractéristiques climatiques malgaches



Source : RASOLOFONIAINA Jean Donné, 2021

Spécificités climatiques

Une large majorité des travaux sur le Grand Sud de Madagascar, en particulier sur l'Androy, font état des contraintes agro-climatiques. En plus de la rareté des pluies et de l'intensité des sécheresses, d'autres phénomènes sont particulièrement contraignants.

La saison des vents, particulièrement active sur les côtes littorales de l'Androy, est à l'origine de vents violents et érosifs pour les sols. Ils vont jusqu'à amplifier les déplacements dunaires, déjà existants, et ensabler les parcelles agricoles, les habitations et les infrastructures hydrologiques (VIOLAS Dominique, MAHARETSE Jérémie, SANDRATRINIAINA Rindra R. et LHERITEAU Fabrice, 2018).

De plus, les régions du Grand Sud font face à une intensification des invasions acridiennes ainsi que des chenilles légionnaires. Dans ces régions caractérisées par la prévalence des activités agricoles, ces phénomènes sont dévastateurs, notamment lorsqu'ils s'ajoutent à des événements climatiques extrêmes (CRS, 2021).

Enfin, le Grand Sud est également sujet à de puissants cyclones. En février 2013, le cyclone tropical Haruna est entré sur la côte Sud- Ouest de Madagascar, dans le district de Morombe et sorti par l'extrême Sud-Est après avoir traversé tout le Sud de Madagascar. Ce cyclone de catégorie 2 a entraîné de fortes pluies et des vents violents (Cluster Sécurité Alimentaire Moyens de Subsistance (SAMS), 2013).

Une aggravation liée au changement climatique ?

De nombreux travaux s'attachent à retracer l'évolution historique des sécheresses dans le Grand Sud de Madagascar. De manière générale, on peut constater la multiplication et l'aggravation des phénomènes climatiques (sécheresse, vent violent, cyclone).

La région Androy est particulièrement sujette à ces épisodes climatiques. Les périodes de sécheresse s'accompagnent d'un allongement des périodes de soudure, de disettes et de famines (kéré). L'encadré XX permet une analyse historique des périodes de kéré depuis les années 1930. On note une nette augmentation du phénomène à partir des années 1980.

Historique du kéré dans l'Androy depuis 1928

- 1928 : Effet combiné d'un déficit pluviométrique et d'une crise de l'élevage consécutive à la destruction des "raketa" (cactus consommé par les animaux et aliments de substitution en cas de disette) par une cochenille importée de l'île de la Réunion. Cet épisode a provoqué une forte émigration.

- 1930-1931 : Sécheresse importante entraînant des déplacements de population.

- 1941-1944 : La grande famine "Maro taola" (littéralement "beaucoup d'ossements humains") entraîne la migration de la quasi-totalité des antandroy de la zone sédimentaire.

- 1956 : Sécheresse.

- 1980 : Sécheresse nommée "Santira vy" (« Ceinture de fer »).

- 1982 : Sécheresse "Malalak'akanjo" (« on est large dans ses vêtements »).

- 1986 : Sécheresse "Bekalapake" (« manioc séché et coupé en morceau »).

- 1989 -1990 : Famine et sécheresse, beaucoup de décapitalisation, migration importantes "tso mitolike" « on mange sans se retourner » pour décrire la lutte individuelle pour la survie.

- 1991-1992 : C'est une difficulté alimentaire qui se transformait en famine « Tiomena » : « Le vent rouge » ; Migrations importantes.

- 2000-2004 : c'est une crise liée à une série de mauvaises années climatiques par conséquent les récoltes sont quasiment entièrement détruites et les ménages sont « aisés » qui vendent le plus largement des zébus.

- 2009-2012 : famine « Arikatoke », (« tous sont touché du « kere » même riches, moyennes et surtout les pauvres »)

- 2014-2015 : famine « Taviovio » («comme une personne ivre»)

- 2016 : grande famine : sans nom parce que son nom est apparu après sa mort.

Source : [SAMBO Miadantsoa, 2016](#)

Face à l'augmentation des périodes de sécheresse, de nombreux acteurs se mobilisent. En 2019, le gouvernement adopte un plan national d'adaptation au changement climatique ([Ministère de l'environnement et du développement durable \(MEDD\), 2019](#)). Ce dernier a pour ambition de renforcer la capacité d'adaptation des populations et des filières économiques face aux conséquences du changement climatique. En 2021, les Nations Unies alertent l'opinion sur ce qui pourrait être l'une des " première famine au monde due au changement climatique". Dans le même temps, Amnesty International a publié un rapport faisant état de l'urgence de la situation dans le Grand Sud de Madagascar. L'organisation appelle à la solidarité internationale en raison de l'effet direct du changement climatique global sur les régions du grand sud Malgache

Pour autant certains auteurs nuancent le lien existant entre changement climatique et famine dans le sud de Madagascar. Selon le World Weather Attribution (réseau de chercheurs qui analyse les

conséquences du changement climatique), le lien entre le changement climatique et la récente famine dans le sud de Madagascar ne peut clairement être identifié. Les auteurs du rapport avancent d'autres éléments qui peuvent expliquer la crise alimentaire dans la partie méridionale de Madagascar. Les auteurs soulignent ainsi des épisodes de sécheresse exceptionnels, l'impact de la crise de la COVID-19, et de manière plus large la pauvreté chronique caractéristique du sud de Madagascar.

Malgré cette nuance, le constat faisant état de l'intensification des épisodes de sécheresse et donc des kéré ne fait plus de doute. Dans cette perspective, il est important de concevoir des mécanismes permettant d'améliorer la capacité d'adaptation des populations du sud de Madagascar. Plusieurs mécanismes peuvent être développés pour endiguer le lien entre aléas climatiques, pauvreté chronique et malnutrition (Voir section thématique : nutrition).

2.3.2 Migration, déforestation : le cercle vicieux de la dégradation environnementale

Migration et question foncière

Que les migrations soient motivées par une dégradation des conditions de vie dans la zone de départ ou par des opportunités économiques dans la zone d'arrivée, elles peuvent entretenir un lien étroit avec les dégradations environnementales.

Les mouvements migratoires de la partie méridionale de Madagascar ces vingt dernières années sont avant tout le résultat de la crise globale et structurelle du système socio-spatial. Les mouvements migratoires et la réduction des précipitations se sont déroulées de façon simultanée au début des années 1990. A cette période, certains travaux soulignent le fait que le changement climatique et la succession des sécheresses vont amplifier les phénomènes migratoires (CANAVESIO Remy, 2015).

Dans une région où l'agriculture est la principale activité génératrice de revenu, ces mouvements migratoires pèsent sur les ressources naturelles et contribuent à des épisodes de déforestation.

« Chez les Bara, comme chez les Sakalava (Fauroux, 1996), la création de la nature est le résultat d'interventions divines, d'origines multiples, d'entités rassemblées sous le terme générique de Zañahary. Ces interventions divines ont donné à la nature son caractère sacré et en ont fait la demeure de prédilection d'esprits, en de multiples lieux, qui se signalent par des particularités géographiques (grotte, source, forêt dense), des créatures ou des animaux que les hommes respectent et prient car ils sont sur terres les intermédiaires des « êtres divins » » (MOIZO Bernard, 1997)

La forêt était alors peu utilisée, bien que considérée comme un réservoir de ressources illimité. Le lien entre l'homme et la forêt s'établissait par le biais de cérémonies, de rites et le respect de certains interdits. L'exploitation de la forêt se limitait à de la collecte de bois mort pour le bois de chauffe, à de la cueillette et à sa fonction de parc à zébus.

La période coloniale marque un tournant important dans la gestion des ressources naturelles. Dans ce contexte, la fiscalité obligatoire a fortement incité les populations des Hautes Terres, du Sud Est et de l'extrême Sud à migrer en pays sakalava. Les migrants ont marqué une rupture avec l'exploitation traditionnelle de la forêt, notamment en raison du développement de l'agriculture (FAUROUX Emmanuel, 2001). La culture pionnière du maïs constitue la cause majeure d'une déforestation spectaculaire qui s'accélère au cours du temps (RAZANAKA Samuel, GROUZIS Michel, MILLEVILLE

Pierre, MOIZO Bernard et AUBRY C., 2001). Les bara ont quant à eux fait face à l'exploitation forestière coloniale, et au flux massif de migrants qui l'accompagne (MOIZO Bernard, 1997).

Ajouté à cela, l'augmentation des tensions avec les migrants, la sédentarisation et la difficulté croissante de l'activité pastorale dans un environnement en pleine mutation a mis à mal la préservation des ressources naturelles par un ensemble de croyances et de pratiques partagées. Le lien avec la forêt n'est plus surnaturel, il est devenu économique et stratégique (DESBUREAUX Sébastien et RICHARD Damania, 2018 ; MOIZO Bernard, 1997 ; RAZANAKA Samuel, GROUZIS Michel, MILLEVILLE Pierre, MOIZO Bernard et AUBRY C., 2001).

Une véritable réflexion aurait besoin d'être menée sur la question des migrants, de l'accès au foncier et de l'usage du sol et des ressources. Une meilleure harmonie entre droit moderne et droit coutumier semble nécessaire, notamment par un recours potentiel à un zonage du territoire national selon les conceptions locales du foncier. Les réflexions ne doivent pas tant être sur le foncier que sur l'usage des ressources puisqu'il est constaté que c'est ce qui est véritablement en jeu, et non pas l'accès au foncier en lui-même (RAZANAKA Samuel, GROUZIS Michel, MILLEVILLE Pierre, MOIZO Bernard et AUBRY C., 2001).

Déforestation

La dégradation des forêts est en relation directe avec l'expansion des activités humaines. En pays Bara, le lien entre les populations et la gestion des ressources forestières a profondément changé, avec le passage d'une gestion collective et raisonnée des ressources naturelles à une gestion individualiste et intensive de ces ressources (MOIZO Bernard, 2003).

Cependant, la déforestation reste aussi largement une stratégie adoptée par les agriculteurs pour répondre aux impacts négatifs causés par les sécheresses. A l'échelle du pays, la sécheresse accroît la déforestation de 7.6% comparativement à des années normales. L'impact est plus fort encore dans les régions sèches de l'Ouest et semi-arides du Sud, allant jusqu'à 17%. L'effet de la sécheresse sur la déforestation est trois fois plus élevé pour les forêts proches des communautés que pour les forêts isolées (DESBUREAUX Sébastien et RICHARD Damania, 2018).

Par ailleurs, les pratiques culturelles traditionnelles de la population Tandroy ne sont pas compatibles avec une gestion durable des forêts, notamment en raison de l'agriculture sur brûlis et de la transformation des cactus en fourrage pour le bétail en le faisant brûler. Le travail de ??? cherche à comprendre comment l'utilisation des ressources naturelles de l'Androy peut être soutenable. Selon eux, si les Tandroy veulent conserver leur niveau de vie, ils doivent stabiliser la population et réduire la déforestation nette. S'ils veulent augmenter leur niveau de vie sans changer leur style de vie, ils doivent réduire leur population. Enfin, s'ils veulent augmenter leur niveau de vie sans réduire leur population, ils devront probablement sortir de leur système de production traditionnel (ANDRES-DOMENECH Pablo, SAINT-PIERRE Patrick, FANOKOA Pascaux S. et ZACCOUR Georges, 2014).

Face à l'ampleur de la déforestation, certaines études ont mis en lumière des pistes de réflexion pour freiner voire endiguer le phénomène.

Parmi elles, les politiques de conservation semblent être efficaces face au problème de déforestation. Selon ce constat, les solutions pour l'agriculture doivent être combinées à des politiques de conservation (MOIZO Bernard, 2003). Si contrôler l'usage des forêts est trop coûteux, des programmes publics devraient stimuler le reboisement pour compenser les dommages créés (ANDRES-DOMENECH Pablo, SAINT-PIERRE Patrick, FANOKOA Pascaux S. et ZACCOUR Georges, 2014). Cette conservation est

d'autant plus importante qu'elle permet d'empêcher le phénomène de ruissellement dans une région à la pluviométrie extrêmement faible (Centre de recherches, d'études et d'appui à l'analyse économique à Madagascar (CREAM), 2013).

Une autre étude a démontré que la déforestation s'est principalement effectuée dans les zones où la sécurité foncière est faible. Le défrichement est considéré comme un moyen d'obtenir un droit formel sur une terre. En ce sens, travailler à la garantie de la sécurisation pour le plus grand nombre contribuerait à réduire la déforestation (ELMQVIST Thomas, PYYKÖNEN Markku, TENGO Maria, RAKONTONDRA SOA Fanambinantsoa, RABAKONANDRIANINA Elisabeth et RADIMILAHY Chantal, 2007).

Enfin, le travail de BAYALA Jules, BOUREIMA Zakari, VAN DER HOEK Rein, LAMSELLEK Habiba, SOUROU NOUATIN Guy, RANDRIANARISOA Mina et TORQUEBIAU Emmanuel (2003) sur le plateau de Vineta a montré que les espaces forestiers semblent relativement moins exposés à la déforestation lorsque la forêt présente une utilité pour la population. Privilégier certaines variétés d'arbres dont les fruits ont une valeur économique lors des reboisements pourrait permettre à la population locale de mieux accepter les projets de reboisement et de rendre ces nouvelles forêts pérennes.

2.3.4. Des stratégies d'atténuation encore insuffisantes

Des projets et programmes freinés par un manque de coordination

Le gouvernement malgache s'est doté d'un Plan National d'Adaptation au Changement Climatique en 2019. Il se structure autour de trois axes stratégiques : (i) renforcer la gouvernance et l'intégration de l'adaptation, (ii) mettre en œuvre un programme d'actions sectoriel prioritaire (iii) et enfin financer l'adaptation au changement climatique. La région du Grand Sud est explicitement mentionnée dans le Plan, avec pour ambition de renforcer la résilience des populations et de leurs activités agricoles face au changement climatique (Ministère de l'environnement et du développement durable (MEDD), 2019).

Toutefois, ces projets restent conditionnés à une coordination entre les acteurs de l'urgence et du développement mais également entre les organisations locales, nationales et internationales. Les problèmes de coordination des acteurs contraignent la mise en place de réponses efficaces.

Les mécanismes d'alerte précoce ont pour objectif d'anticiper les catastrophes climatiques, naturelles ou encore sanitaires. Toutefois, le manque de coordination des acteurs et la complexité des processus rendent le dispositif inefficace. François Enten (2022) en analysant l'exemple du Cadre intégré de classification de la sécurité alimentaire (IPC) dans le sud de Madagascar montre les limites de ce type de système d'alerte dans la réponse aux chocs alimentaires. Les problèmes de coordination des acteurs de l'aide contraignent la mise en place rapide de réponses efficaces. Dans cette perspective, il paraît important de développer des mécanismes permettant d'intégrer l'ensemble des acteurs impliqués dans le sud de Madagascar.

Manque d'information et de formations

Pour améliorer la capacité d'adaptation des ménages, il devient nécessaire de développer des systèmes d'informations efficaces. Selon BROUDIC et RAZAFINDRIANILANA, il est impératif de produire et de communiquer l'information autour du changement climatique. Sans prévisions météorologiques

la capacité d'adaptation des collectivités locales comme des populations est largement entravée (BROUDIC Caroline et RAZAFINDRIANILANA Tsiory, 2020).

L'exemple d'une diffusion d'information météorologique et hydrologique par radio et mail dans le cadre du projet PACARC a montré les limites de certains canaux de communication. Cette communication doit donc s'établir selon les normes locales de diffusion de l'information si elle se veut efficace (FARE Yohann, 2019).

Le besoin de production d'informations et de communication sur les conditions climatiques, météorologiques et pluviométriques est rappelé par le Cabinet d'étude Malagasy Raitra Consulting. L'accès à de telles informations renforce l'adhésion des populations à un changement de pratiques, plus résilientes au changement climatique (Cabinet d'étude Malagasy Raitra Consulting (MRC) et INSTAT, 2016). Ce besoin de communication des informations aux agriculteurs et aux populations locales est essentiel pour favoriser les stratégies d'adaptation. L'utilisation de la radio et notamment des radios communautaires peut permettre une telle diffusion.

Il est également déterminant de penser des méthodes permettant la formation des techniciens, décideurs et communautés à collecter et diffuser des informations météorologiques et hydrauliques et à transférer des pratiques résilientes face au changement climatique (FARE Yohann, 2019). Plus généralement, la formation initiale et la formation continue, à l'adresse plus spécifique des adultes, peut permettre de renforcer les capacités d'adaptation des populations, leur capacité à appréhender le changement climatique et à s'y adapter.

2.3.5. De possibles adaptations face au changement climatique

Système d'alerte précoce enrichi par la télédétection

Les systèmes d'alerte précoce peuvent être particulièrement efficaces et sont indispensables à la gestion des risques dans des régions aussi vulnérables que celle du Grand Sud. Comme nous l'avons dit précédemment (voir 2.3.4), les acteurs impliqués dans les systèmes d'alerte précoce doivent renforcer leurs efforts de coordination pour accroître la rapidité de leur réponse et les systèmes en eux-mêmes doivent mieux s'adapter aux spécificités locales et prendre en compte des signaux d'alerte absents du système d'alerte générique (ENTEN François, 2022).

En ce sens, les données satellites et les outils de la télédétection peuvent contribuer à enrichir ces systèmes d'alerte et sont un outil performant pour détecter les signes précoces de sécheresse. A Madagascar, les défrichements et les modifications dans l'utilisation des ressources de la forêt peuvent constituer des signaux d'alerte précoce tant de la situation de vulnérabilité des ménages que de l'état des ressources naturelles forestières (DESBUREAUX Sébastien et RICHARD Damania, 2018).

Protection sociale adaptative

La mise en place de mécanismes de protection sociale adaptative est une solution développée dans la région sahéenne en réponse à l'accroissement des vulnérabilités en lien avec le changement climatique. Ce projet porté par la Banque Mondiale et le *Department for International Development* vise à développer un programme de protection sociale adaptative dans six pays du Sahel : Burkina Faso, Tchad, Mali, Mauritanie, Niger et Sénégal. Dans les faits, ce programme renforce l'accès aux transferts monétaires pour les personnes les plus vulnérables face aux conséquences du changement

climatique (World Bank, 2017). Le développement de ce type de programme dans le sud de Madagascar peut être une solution adaptée.

Cependant, plusieurs difficultés apparaissent centrales dans la réussite de ce type de programme dans la région. Premièrement, comment cibler les populations devant effectivement bénéficier de supports financiers ? Dans le contexte du sud de Madagascar, caractérisé par une pauvreté chronique, le ciblage des bénéficiaires est particulièrement compliqué.

Deuxièmement, comment garantir la pérennité des mécanismes de protection sociale à long terme ? Comme nous l'avons identifié dans cette section, le rythme des catastrophes climatiques tend à s'intensifier, ainsi la mise en place de ces programmes doit être pensée à long terme. Dans cette perspective, le financement de programmes de transferts monétaires paraît être un frein majeur dans la mise en place de transferts monétaires durables. D'autres solutions peuvent être identifiées dans le développement de mécanismes de protection sociale. Pour autant, ces autres programmes doivent également relever les deux défis/difficultés que nous venons de souligner.

Dans cette perspective, il est important de penser des mécanismes permettant le renforcement de collectifs et organisations locales permettant la gestion des risques climatiques. Ainsi, comme le souligne RAMAROSON (2017) dans le programme stratégique de résilience au changement climatique, il est important de renforcer les mécanismes de protection à l'échelle de la communauté. Pour atteindre pleinement les objectifs de protection il est également important de penser des dispositifs permettant l'intégration des catégories de la population les plus vulnérables.

Dans le développement de ces différents programmes, la coordination des acteurs du développement et de l'urgence est une condition centrale de la réussite de ces interventions. Une autre condition importante est la connaissance précise des vulnérabilités des populations locales. Les interventions dans le domaine de la protection sociale doivent ainsi être pensées dans des approches permettant la collecte, l'analyse et la diffusion de données.

Agroécologie

L'agroécologie présente le double avantage d'offrir des alternatives agricoles résilience face aux sécheresses et au changement climatique et d'atténuer les effets de ce changement ainsi que des phénomènes agro climatique. Des blocs agro écologiques ont été testés dans l'Androy et participent à la stabilisation des dunes et à l'atténuation de l'érosion des sols. (voir point 2.2. section thématique : Agriculture).

Ce qu'il faut retenir sur la thématique de l'environnement et du changement climatique

Les principaux enseignements

- 1/ L'intensification des épisodes de sécheresse à de fortes conséquences sur la vulnérabilité des ménages.
- 2/ Les processus de migrations comme solution et renforcement des conséquences du changement climatique.
- 3/ Le manque de coordination des acteurs de l'aide ne permet pas de répondre de manière durable aux conséquences du changement climatique.

4/ La faiblesse des systèmes d'informations limite la capacité adaptative des ménages.

Quelques recommandations

- Mise en place de systèmes d'alerte précoce de surveillance en collaboration avec les différents niveaux d'acteurs (local, régional, national et international).
- Mise en place de services météorologique permettant d'alerter les autorités locales et les ménages ruraux.
- Mise en place de mécanismes de télédétection permettant un suivi précis du couvert végétal et de la déforestation.
- Intégrer les migrations dans la mise en place des projets de développement.
- Soutiens des méthodes agro écologiques pour renforcer l'adaptation et la résilience de l'agriculture face au changement climatique.

2.4. Sécurité alimentaire et nutritionnelle

Ressources-clés sur la sécurité alimentaire et nutritionnelle

ACAPS 2022: MADAGASCAR Food insecurity crisis in the Grand Sud regions

MORLAT Laetitia et CASTELLANET Christian, 2012 : Une région à l'écart du développement, qui fait le point sur urgence/développement

ONN, 2021 : Evaluation intermédiaire du plan national d'action pour la nutrition 2017 – 2021 PNAN III

Ralaingita 2022: the Kere of Madagascar : a qualitative exploration of community experiences and perspectives (onglet article)

Hänke, H. et al. (2017) 'Social-ecological traps hinder rural development in southwestern Madagascar', Ecology and Society, 22(1). Available at: <https://www.jstor.org/stable/26270090>

2.4.1. La répétition des épisodes de crise alimentaire : un aveu d'échec du développement

Dans son ouvrage de référence *Poverty et Famines* (Sen, 1981) montrait que les famines ne sont pas seulement dues à une insuffisante disponibilité de denrées alimentaires mais à la pauvreté et aux dysfonctionnements du système de répartition de ces denrées alimentaires⁵. Dans cette perspective, la répétition des épisodes de crise alimentaire dans le Sud de Madagascar souligne que les fondamentaux du développement ne sont pas en place et ne permettent pas à la population, largement dépendante de sa production agricole, de garantir ses droits d'accès à l'alimentation.

⁵ L'approche développée par Sen repose sur le concept *d'entitlements*. C'est une approche microéconomique mais qui ouvre largement la place à l'environnement social et institutionnel dans l'organisation des droits d'accès à l'alimentation (*food entitlements*). L'individu utilise ses dotations (endowments) qu'elles soient tangibles (ressources foncières, monétaires, capital physique et financier, etc.) ou intangibles (compétences, capital social, etc.) pour accéder à différentes combinaisons possibles de biens et services (*commodities*). L'ensemble des combinaisons de biens et services auxquelles l'individu a accès sur la base de ses ressources forment ses droits d'accès (*entitlements*). Sen définit ensuite la carte des droits de l'individu (*entitlement mapping*) qui établit la relation reliant les dotations d'un individu à ses droits d'accès. Le processus de conversion des dotations en droits d'accès aux biens et services s'opère par trois moyens: (i) la production (échange avec la nature) ; (ii) l'échange (salaire ou vente d'actifs pour acquérir de la nourriture sur le marché) ; (iii) les transferts ou héritages. Ainsi, pour une personne donnée, l'insuffisant accès à l'alimentation peut être relié à l'insuffisance des possibilités de production (par exemple superficie foncière insuffisante, accès à l'eau et à l'irrigation insuffisant), à l'insuffisance des revenus ou à l'insuffisance des transferts reçus. Les dotations et le processus de conversion d'un individu sont socialement et économiquement déterminées par un ensemble d'éléments-clés au cœur du processus de développement et qui agissent directement ou indirectement sur les droits d'accès à l'alimentation. On peut citer, entre autres, la répartition foncière et les systèmes de droits fonciers, les niveaux de salaires et de revenus, la qualité des infrastructures routières, le taux de marge des collecteurs et des distributeurs, la qualité et le prix des services de distribution de l'eau et d'irrigation.

Un problème global et historique

L'insécurité alimentaire est l'une des principales difficultés dans le grand Sud Malgache. Selon le rapport spécial du PAM et de l'OMS 2018, 74% des ménages sont en situation d'insécurité alimentaire aiguë ou modérée et l'indicateur de diversité du régime alimentaire est moyen. La malnutrition aiguë ou émaciation y est très fluctuante, périodique et particulièrement élevée en période de soudure (entre octobre et avril) conduisant ainsi en des situations de « kéré » ou d'insécurité alimentaire aiguë (PNAN III, 2021). A partir des années 1980, les épisodes de Kéré (littéralement Famine en Antandroy) se multiplient. Le tableau 3 illustre bien cette dynamique, on constate une nette différence avant et après les années 1980 dans la fréquence du phénomène. Ralaingita et al. (2022) font remonter la genèse du problème dans les années 1920 suite à l'introduction de coléoptères cochenilles qui ont contribué à la destruction d'une partie du couvert végétal. Cette destruction a contribué à l'augmentation des vents, l'érosion des sols et une baisse de la pluviométrie.

Tableau 8. Recensement des épisodes de Kéré dans le Sud de Madagascar

The Kere Storyline							
Number	Kere Name	Year of Occurrence		Scope	Notes	Duration	Range
		From	To				
1	<i>Marotaolagne</i> or <i>Tsimivositse</i> (Uncircumcised)	1930	1934	Deep South	Approx. ½ million dead; Trigger: Death of Cactus Forest; (Decary 1947)	4	9
2	<i>Marotaolagne</i>	1943	1946	Deep South	Approx. 1 million dead; Trigger: El Niño, Vichy war (Fenies 1957)	3	9
3	<i>Beantane</i> (Many-downed)	1955	1958	Deep South	No detailed record found	3	12
4	<i>Menaleogne</i> (Red-pounder)	1970	1972	Deep South	Engendered proclamation of Androy secession; Trigger: El Niño	2	8
5	<i>Santira-Vy</i> (Iron-belt)	1980	1982	Deep South	No detailed record found	2	0
6	<i>Malalak'akanjo</i> (Loose-shirt)	1982	1983	Deep South	No detailed record found	1	3
7	<i>Bekalapake</i> (Dried-cassavas)	1986	1987	Deep South	No detailed record found	1	1
8	<i>Tsimitolike</i> (Don't turn)	1988	1989	Deep South	No detailed record found	1	3
9	SOS Sud	1992	1994	Deep South	Trigger: Political Crisis; El Niño	2	1
10	<i>Arikatoke</i> (Surrounded)	1995	1996	Manambovo	No detailed record found	1	1
11	<i>Baramino</i> (Digging-bar)	1997	1998	Bekily, Beloha	No detailed record found	1	6
12	No name assigned	2004	2005	Deep South	Trigger: Political Crisis; El Niño; Insecurity	1	4
13	<i>Tiomena</i> (Red dusty wind)	2009	2013	Androy, Ampanihy	Trigger: Political Crisis, Insecurity, El Niño	4	1
14	<i>Taviovio</i> (Wobbly-walking)	2014	2017	Tsihombe, Anjapaly, Ampinihy	Unkown Death; Trigger: El Niño, Insecurity	3	3
15	No name assigned	2020	2021	Deep South	Trigger: El Niño, Insecurity, Covid 19	1	0
Total						30	61
Mean						2	4.067

Source : Ralaingita, 2022

A cela on peut également ajouter divers facteurs qui renforcent l'insécurité alimentaire des ménages. On peut ainsi souligner les conditions agro-climatiques défavorables à l'agriculture (sécheresse, phénomène d'El Nino criquet, appauvrissement des sols, salinisation des sols) (Bidou et al, 2007) ou encore l'enclavement de la zone renforcé par le délabrement des infrastructures routières.

Ces différents facteurs renforcent la part des importations de denrées alimentaires (Canevasio, 2015). Les ménages sont ainsi vulnérables face aux variations de prix des denrées alimentaires (Bidou et al 2007) ce qui limite considérablement leurs accès à des ressources nutritionnelles.

Des conséquences sanitaires alarmantes

L'insécurité alimentaire présente un impact direct et préjudiciable à long terme sur la santé de la population, en particulier chez les enfants. Dans le Sud de Madagascar, les ménages consomment principalement du manioc, des patates douces et du maïs. Ces aliments ne permettent pas de satisfaire l'ensemble des apports nutritionnels nécessaires à la bonne santé des enfants. [Bahya-Batinda et al, \(2018\)](#) soulignent ainsi le besoin pour les populations d'accéder à des aliments riches en micronutriments notamment en garantissant les apports de fer nécessaires.

Ce problème est particulièrement alarmant chez les jeunes enfants qui adoptent vers douze mois le régime alimentaire des adultes. Les carences liées à l'absence de certains apports nutritionnels peuvent alors représenter un problème grave dans la croissance des enfants ([GARBA Issa Mahamat, 2017](#)). Dans cette perspective, au-delà d'améliorer l'accès des familles aux apports nutritionnels de base, il est également important de renforcer les connaissances des familles dans la manière de détecter les formes de malnutrition et dans les conséquences que peuvent avoir des carences nutritionnelles. Des efforts ont été réalisés dans cette direction mais les différences de perception entre les agents de santé et l'entourage de l'enfants persistent ([Rakotomalala, 2015](#) ; [MRC, 2016](#) ; [GRET, 2015](#)).

On peut toutefois noter, du point de vue de la diversité alimentaire, une situation moins alarmante dans l'Androy que dans d'autres régions de Madagascar. Ainsi, comme le montre le tableau 4, la malnutrition chronique (retard de croissance) est plus élevée sur les Hautes Terres en raison d'une faible diversité alimentaire notamment des jeunes enfants (alimentation essentiellement basée sur le riz). Dans l'Androy l'alimentation est plus diversifiée, les légumineuses sont valorisées. Dans cette région, le problème se situe plus au niveau de la longueur des périodes de soudure et de la récurrence des épisodes de sécheresse, ce qui pèse sur la malnutrition aiguë (émaciation).

Tableau 9. Données régionales sur le retard de croissance, l'obésité et l'émaciation

	Retard de croissance (ODD 2.2.1)	Insuffisance pondérale	Surpoids: (ODD 2.2.2)	Emaciation	
	% retard de croissance (modéré et sévère)	% insuffisance pondérale (modéré et sévère)	% obésité (modéré et sévère)	% émaciés (modéré et sévère)	% émaciés (sévére)
National	42	26	1	6	1
Vakinankaratra	60	40	1	6	1
Amoron'i Mania	55	35	2	6	0
Haute Matsiatra	54	26	1	5	1
Bongolava	52	31	3	7	1
Analamanga	48	26	3	5	1
Alaotra Mangoro	47	28	2	6	1
Atsinanana	46	26	2	5	1
Itasy	45	28	1	6	1
Vatovavy Fitovinany	44	35	1	13	2
Androy	39	24	0	7	1
Sava	39	21	0	5	1
Atsimo Andrefana	38	26	1	6	1
Anosy	38	25	1	8	1
Boeny	34	29	1	9	1
Menabe	34	24	1	11	2
Betsiboka	34	29	0	11	1
Analanjirifo	31	20	2	7	2
Ihorombe	31	16	2	7	1
Diana	30	18	3	5	1
Sofia	29	20	1	5	1
Melaky	26	19	2	6	2
Atsimo Atsinanana	20	15	2	3	1

Source: INSTAT, MICS-2018 (2019: 66)

Les pratiques des ménages pour faire face aux crises alimentaires grèvent leurs opportunités futures

Lorsque la production agricole est fortement réduite du fait du Kéré, les droits d'accès à l'alimentation reposent sur des stratégies marchandes (utiliser ses revenus, migrer pour travailler dans une région plus propice ou vendre ses biens pour acquérir des denrées alimentaires sur le marché) ou des transferts. Lorsque ces droits sont insuffisants, les ménages n'ont d'autre choix que de modifier ou réduire leur consommation alimentaire.

Le revenu courant étant très faible et vite épuisé, les individus optent pour la migration ou la décapitalisation afin d'obtenir les ressources garantissant leurs droits d'accès à l'alimentation. La migration des hommes en période de sécheresse est une pratique historique des populations du Sud, tout particulièrement des populations Antandroy (ce point est développé dans la partie 2.3. sur le changement climatique et l'environnement). Ces pratiques migratoires deviennent souvent définitives et contribuent à expliquer le taux élevé de femmes chef de ménage. Le transfert de responsabilité du chef de ménage vers la femme, restée dans la région d'origine ([IOM Madagascar, Evidencing the impacts, 2017](#)), alors que les femmes ont des droits sociaux et économiques limités, impliquent la vulnérabilité particulièrement marquée de ces ménages ([ONN, Ministère de la Santé Publique, UNICEF, 2016](#)). La déscolarisation est une des réponses pour répondre à ce transfert de responsabilité et aux contraintes économiques et sociales auxquelles doivent faire face les femmes chef de ménage.

La décapitalisation permet de disposer des ressources nécessaires pour acquérir des aliments (SAMS, 2013; HANKE et al, 2017), mais elle contribue à renforcer la vulnérabilité des ménages à long terme puisqu'elle réduit leurs possibilités de réponse au prochain choc. L'effet sur la vulnérabilité est d'autant plus fort que la décapitalisation touche les capacités productives (vente des bœufs de traits, outils, du foncier, consommation de semences) et de reproduction sociale des ménages (vente des marmites)⁶.

Les stratégies marchandes atteignent d'autant plus vite leurs limites que les ménages sont pauvres et ont de faibles dotations. Les ménages peuvent également solliciter le soutien de leurs réseaux personnels (Gondard-Delcroix, 2021). Ces derniers peuvent ainsi mobiliser leurs relations sociales afin d'accéder à des ressources nutritionnelles. Dans cette perspective, les ménages peuvent s'appuyer sur le soutien d'un individu, d'un groupe de personnes (famille, communauté, groupe professionnel) ou bien d'une organisation (Voamamy, groupe religieux, ONG, etc.). Toutefois, lors d'un choc covariant (tous les membres du réseau sont touchés en même temps, comme dans le cas du *Kéré*), seules les relations sociales distantes (géographiquement, économiquement ou socialement) sont en mesure de fournir un appui effectif. Ces pratiques peuvent toutefois être coûteuses sur le long terme (relation de dépendance vis-à-vis des *mpanarivo*). Les transferts formels, monétaires ou en nature, sont alors vitaux mais de nombreux travaux soulignent le risque de développer une culture de la dépendance lorsque les réponses n'interviennent que dans une logique urgentiste. Des dispositifs de protection sociale qui renforcent véritablement les droits et les capacités des ménages sont à privilégier.

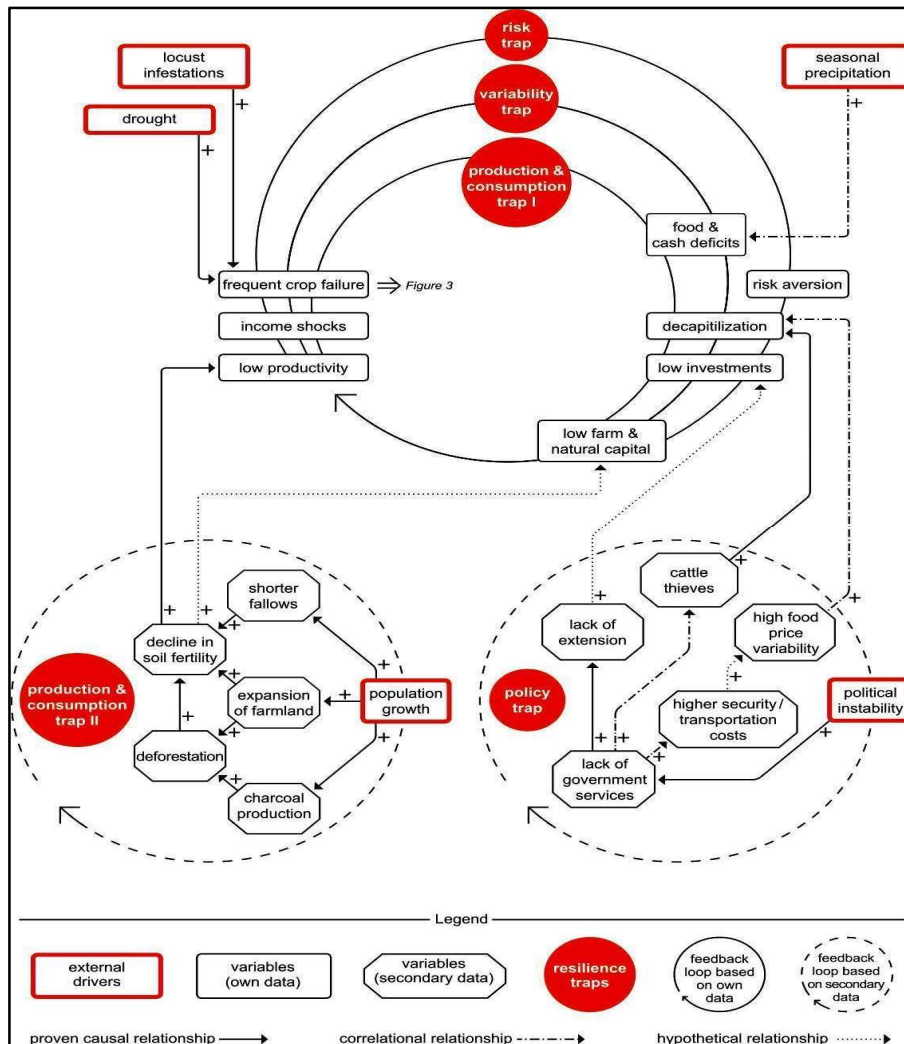
Ainsi, en raison des niveaux de pauvreté élevés, de la fréquence des chocs subis par les ménages, et de la fragilité des systèmes de transfert informels en cas de choc covariant, les pratiques mises en œuvre pour faire face au *kéré* compromettent directement la sécurité alimentaire des ménages. Tant que cela est possible, les ménages consomment des aliments de substitution. Ainsi, de nombreux ménages consomment des cactus, initialement destinés au zébu, afin de substituer d'autres aliments. La consommation de ce type d'aliments pose d'importants problèmes de santé. On observe également qu'une importante part des ménages réduisent leurs consommations afin de dépasser le manque de ressources alimentaires (IOM Madagascar, 2017 ; HOLAZAE,2016). Ces pratiques, mises en place chaque année durant les périodes de soudure, s'installent sur de longues périodes en cas de *kéré*. De telles pratiques de privation nutritionnelle et de substitution sont particulièrement inquiétantes et renforcent la vulnérabilité des ménages (IOM, 2017).

L'insécurité alimentaire : cercle vicieux et logique systémique

Hanke et al. (2017) suggèrent qu'au vu des pièges de mal-développement qui existent dans le Sud, l'agriculture et l'élevage seuls, sans prise en compte de la dimension systémique de la question, ne pourront constituer des solutions pérennes pour améliorer les conditions de vie des populations. En effet, les catastrophes naturelles, l'insécurité régionale ou encore la faiblesse des infrastructures engendrent d'importantes pertes agricoles. Ces difficultés font naître un cercle vicieux qui engendre des processus de décapitalisation pour faire face aux pertes agricoles. Par la suite ces processus engendrent une baisse de la productivité et une nouvelle réduction des récoltes (voir figure 8).

⁶ Les processus de décapitalisation suivent une logique qui permet de caractériser la vulnérabilité des ménages (HOLAZAE,2016). L'échelle de vulnérabilité des enquêtes Fewnsnet (2017) suit cette logique (voir la présentation de Fewnsnet dans la section suivante). Pour les sociétés agropastorales du Sud de Madagascar, les zébus remplissent une fonction symbolique essentielle qui pousse à les préserver le plus longtemps possibles, la vente des zébus engendrant d'importantes conséquences dans l'équilibre des pouvoirs locaux (FIELOUX et LOMBARD, 2008).

Figure 8. Diagramme de boucle causale montrant différents pièges socio-écologiques

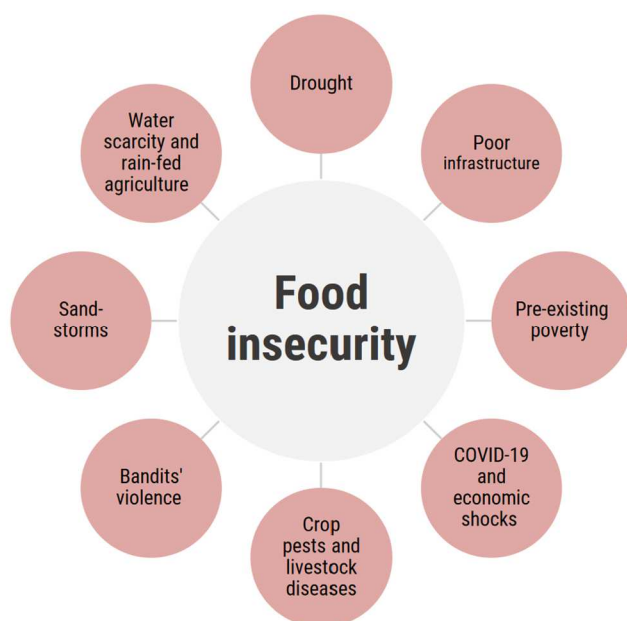


Source: Hanke et al. (2017: 45)

Diagramme de boucle causale illustrant la manière dont les facteurs externes interagissent avec les variables clés du système par le biais de processus de rétroaction basés sur des relations (i) causales, (ii) corrélationnelles ou (iii) hypothétiques. Les flèches de polarité positive et négative caractérisent les relations entre les différentes variables. La polarité + signifie que les valeurs des deux variables changent dans le même sens. La polarité - indique que si la valeur d'une variable change, l'autre évolue dans la direction opposée. À l'intérieur d'une boucle de rétroaction, une variable peut changer en raison d'un impact extérieur (par exemple, un moteur externe) ou en raison des changements d'une autre variable à l'intérieur de la boucle (Sendzimir et al. 2011). Les auteurs abordent l'interaction socio-écologique entre les facteurs environnementaux tels que les précipitations faibles et variables, l'absence d'intensification durable dans l'agriculture, qui se traduit par une insécurité alimentaire soutenue, et plusieurs tendances à la dégradation de l'environnement.

Le rapport ACAPS (2022), insiste tout particulièrement sur la multidimensionnalité des facteurs de la crise alimentaire (voir figure 9) : si quatre des facteurs identifiés relèvent de chocs (sécheresses, tempêtes de sable, les conséquences économiques de la pandémie de covid-19 et les invasions acridiennes), les autres relèvent de composantes socio-économiques telles que la faiblesse des infrastructures, la pauvreté, les violences et l'insécurité, la faiblesse de l'agriculture irriguée.

Figure 9. Les canaux de la crise alimentaire



Source : ACAPS (2022 : 2)

En lien avec cette vision systémique de la sécurité alimentaire et nutritionnelle, on peut insister également sur le lien étroit entre accès à l'eau et nutrition à travers les deux canaux de l'agriculture et de l'alimentation. Ainsi, l'accès à une eau de qualité en quantité suffisante s'avère décisif pour assurer une bonne sécurité alimentaire et nutritionnelle (UNICEF, 2016 ; CAETIC développement 2018). Concernant tout particulièrement l'hygiène alimentaire, les pratiques de recueil, de stockage et de consommation de l'eau de boisson font l'objet d'actions spécifiques visant à protéger l'eau consommée des différentes sources de pollution auxquelles elle est exposée. En effet, à nutriments consommés égaux, les maladies diarrhéiques en limitent l'absorption par l'organisme et contribuent ainsi à la malnutrition. L'accès à des dispositifs d'Eau Hygiène et Assainissement de qualité est ainsi étroitement relié à la question de la sécurité alimentaire et nutritionnelle.

Dans un système où les droits d'accès à l'alimentation sont essentiellement basés sur la production agricole (via l'autoconsommation ou le revenu agricole), l'analyse de Hanke et al. (2017) souligne l'imbrication des problèmes d'accès à l'alimentation dans un ensemble de mécanismes de pièges de pauvreté. Plus largement, les travaux soulignent la multidimensionnalité des crises alimentaires suggérant ainsi la nécessité de prendre en compte cette dimension systémique pour renforcer les droits d'accès à l'alimentation par une action multi-sectorielle.

2.4.2. Renforcer les droits d'accès à l'alimentation par une action multi-sectorielle

Plusieurs solutions complémentaires doivent être mises en œuvre pour faire face aux problèmes nutritionnels et alimentaires. Premièrement, il est déterminant de renforcer les droits d'accès à l'alimentation en renforçant les moyens d'existence et en développant l'environnement propice. Ce premier volet de l'action, dans une optique développementaliste, permettra la réduction des épisodes

de crise. Deuxièmement, compte-tenu des contraintes agroécologiques fortes, le renforcement des systèmes d'information, des dispositifs d'alerte et de réponse rapide méritent toutefois d'être également renforcés.

Renforcer les moyens d'existences pour renforcer les droits d'accès à l'alimentation

Le développement de programmes visant à renforcer les moyens d'existence des ménages implique une compréhension précise des dynamiques de vulnérabilité. En lien avec les travaux d'Armatya Sen il est déterminant de proposer des approches permettant à la fois de renforcer les capacités financières des ménages mais également de garantir l'accès des ménages à un certain nombre de services, de choix, d'aspirations.

Dans cette perspective, les droits d'accès adossés à l'auto-production sont déterminants dans des régions où l'agriculture est la principale activité génératrice de revenu. En tenant compte du climat spécifique du grand sud malgache (climat de type sahélien) l'association de l'agriculture et de l'élevage est déterminante pour favoriser la résilience des ménages face aux conditions climatiques (Hanke et al., 2017). La complémentarité des activités d'élevage et d'agriculture doit être pensée à plusieurs échelles. Au niveau des ménages, la complémentarité des deux activités permet une meilleure résilience des ménages. A l'échelle de la communauté, l'association des deux activités offre un ensemble d'opportunités socio-économiques intéressantes (fourrage pour nourrir le bétail, enrichissement des sols avec fumier, etc.). Dans cette perspective, il est important de penser des systèmes intégrés : systèmes agro-pastoraux, systèmes agroécologiques, filières (voir partie Agriculture, pêche, élevage) mais en insistant sur l'accompagnement d'une agriculture sensible à la nutrition.

Selon Marggraf (2017), la diversification des sources de revenus est essentielle. Ce dernier souligne l'importance de favoriser des activités comme l'aviculture, la culture d'igname, ou encore la production d'huile de graines d'opuntia. Il est également important de renforcer les infrastructures permettant le développement des activités agricoles. Dans cette perspective, la mise en place d'infrastructures de stockage collectives est particulièrement efficace dans les zones agricoles notamment pour les agriculteurs qui souhaitent vendre leurs surplus de production (Thouillot et Maharetse, 2010). HÄNKE et al (2017) proposent des recommandations similaires en soulignant l'intérêt de développer des activités non agricoles. Ces mêmes auteurs rappellent également la nécessité de construire des routes permettant le désenclavement de la région, la coordination des investissements multi-sectoriels, et le renforcement de l'accès des populations à des services de crédit et d'assurance. A ce titre, le rapport du MICS (2018) souligne l'une des forces des systèmes agricoles et alimentaires du Sud de Madagascar où l'alimentation est bien diversifiée et les légumineuses bien valorisées. Cette caractéristique doit être renforcée par les projets de développement.

Par ailleurs, il est à noter que tous les ménages du Sud ne sont pas agriculteurs exploitants. Notamment dans les zones salières et minières, une part conséquente des ménages vit du salariat agricole ou minier et ne dispose que d'un accès réduit au foncier. La part marginale de l'autoconsommation pour fonder les droits d'accès à l'alimentation confère à leur structure de droits d'accès une structure particulière qui nécessite le design de projets spécifiques. Gondard et al. (2019) montrent d'ailleurs la vulnérabilité spécifique de la population des salariés du sisal. Ainsi, dans le domaine de l'alimentation comme dans les autres thématiques explorées dans le cadre de ce rapport, les projets et programmes de développement ne doivent pas occulter la diversité des situations des territoires et populations du

Sud malgache, rappelant le besoin de plans de réponses spécifiquement adaptés aux ressources et besoins locaux.

Les problématiques alimentaires prennent en outre étroitement en compte les questions de genre. La santé et la nutrition maternelle sont en effet des facteurs essentiels de la nutrition infantile. D'une façon générale, de nombreux travaux montrent que les femmes jouent un rôle-clé dans la reproduction sociale et nutritionnelle alors même qu'elles souffrent d'inégalités multiples. Le rapport de projet Maharo, mené par [USAID et CRS \(2021\)](#) insiste tout particulièrement sur les normes culturelles fortement genrées au détriment des femmes. Par ailleurs le manque de poids de la femme au sein du ménage est nuisible à la sécurité alimentaire et nutritionnelle car les femmes sont davantage sensibilisées à la nécessité de diversifier les aliments. Ainsi, une attention particulière doit être portée aux femmes et à la problématique du genre (voir la partie 3.3, dédiée au genre dans ce document).

Enfin, au-delà de l'action centrée sur les exploitations agricoles et les ménages, il s'avère nécessaire de développer les infrastructures et les services ([ACAPS, 2022](#)) dans une région qui reste à "l'écart du développement" ([Morlat et Castellonet, 2012](#)). Une telle vision fait écho à l'approche de Sen (1981) qui rappelle que le processus de conversion des ressources en droits d'accès à l'alimentation dépend fortement de l'environnement socio-économique et de l'organisation sociales dans lesquels évoluent les individus.

Toutefois, quels que soient les efforts réalisés pour renforcer les droits d'accès à l'alimentation dans une perspective de développement, compte-tenu du temps nécessaire à la transformation des systèmes, les crises alimentaires pourraient persister dans une période de transition. Les contraintes agroécologiques et les risques accrus en raison du changement climatique impliquent donc d'assurer un suivi grâce à des systèmes d'information performants.

Le rôle des systèmes d'information et de leur étroite connexion avec les acteurs qui peuvent mettre en place une réponse efficace et durables

Le Sud de Madagascar est le lieu de mise en œuvre de plusieurs systèmes d'information.

- **Les systèmes d'alerte précoce (SAP)**

Développé dans les années 1980 le système d'alerte précoce vise à alerter et prévenir l'émergence d'une crise alimentaire. Ce dispositif a été élaboré en réponse à la multiplication des périodes de sécheresse dans les années 1980 et 1990 et à l'inefficacité des systèmes d'information alors en place ([Droy & Rasolofo, 2004](#) ; [Enten , 2022](#)). Le SAP s'appuie sur un ensemble d'indicateurs quantitatifs (pluviométrie, relevés de prix sur les marchés, mesure du périmètre brachial des enfants) et qualitatifs (décapitalisation des actifs des ménages ou mouvements de population, perceptions des responsables, enquêtes auprès des ménages).

La région du grand Sud a connu des crises alimentaires sévères durant les années 1990. Les systèmes d'information statistique classique se sont révélés peu aptes à prendre en compte l'évolution de la situation alimentaire, ce qui a entraîné des retards dans la mise en œuvre de programmes d'assistance et des erreurs de ciblage de cette aide. La difficulté d'appréhension de ces problèmes alimentaires récurrents ont conduit à la mise en place du SAP.

Dans les faits, encore aujourd'hui le SAP ne parvient pas à atteindre son principal objectif : coordonner les interventions des acteurs afin de protéger les ménages face aux conditions climatiques. Selon [Enten \(2022\)](#), la complexité des processus d'alerte freine considérablement les réponses et solutions

développées. Ce dernier souligne que le système d'alerte n'est pas adapté aux contextes du Sud de Madagascar. On retrouve une critique régulièrement faite aux programmes dans les zones d'urgence : l'absence de contextualisation des interventions. En effet, ce programme a été développé dans de nombreux pays d'ASS notamment dans la région du Sahel. La reproduction de ce programme n'a pas su tenir compte des spécificités du grand sud malgache. Cette logique suit ce qu'Olivier de Sardan qualifie de modèle voyageur (Olivier de Sardan, 2021), c'est à dire des programmes implémentés sans tenir compte du contexte et répliqués dans des géographiques variables.

En tenant compte de ces limites, il paraît déterminant de réformer un système d'alerte précoce adapté aux contextes institutionnels du grand sud ainsi qu'aux spécificités agro écologiques régionales. La relance du dispositif d'alerte précoce, initiée en 2018 (OCHA, BNGRC and PAM, 2018) pourra tenir compte de ce besoin de contextualisation. Au-delà de cette meilleure prise en considération du contexte régional, le système d'alerte précoce peut également s'appuyer sur l'amélioration des systèmes de télédétection.

- **Famine Early Warning Systems Network (FEWS NET)** lance en 2013 un exercice national de zonage des moyens d'existence. Le rapport produit (FEWSNET, 2017) permet de visualiser les diversités de moyens d'existence selon la région et les stratégies mises en œuvre pour faire face aux chocs. Le type de stratégie mis en œuvre permet de mesurer l'état d'urgence alimentaire. Les stratégies sont classées sur une échelle de 1 à 15 selon la gravité des problématiques de nutrition associées à l'occurrence d'une telle stratégie. Par exemple au niveau 15 on trouve la consommation des stocks de semences alors qu'au niveau 1, on trouve la "dépendance accrue à l'égard de la main d'œuvre agricole et occasionnelle". Ces 15 niveaux sont regroupés en 3 trois catégories : (i) stress (de 1 à 6); (ii) crise (de 7 à 11); (iii) urgence (de 12 à 15) .
- **Télédétection, usages de sondes sur les nappes phréatiques et bulletins climatologiques (UNICEF, 2022)**

Le bulletin produit une analyse des données produites par le Système de Monitoring de la Sécheresse (SMS) mis en place par l'UNICEF avec la collaboration du ministère des énergies et des hydrocarbures et de l'Union Européenne. Le SMS s'appuie sur le traitement d'images satellites, le suivi du cumul de pluies et des données sur les eaux souterraines. Le SMS compare tout au long de l'année les moyennes de long terme avec les données conjoncturelles (notamment concernant le couvert végétal, le niveau des nappes phréatiques et la salinité de l'eau). L'ampleur des écarts entre les données attendues et les données observées permet de définir des niveaux de sécheresse (normal, vigilance, alarme, urgence). Le niveau d'urgence correspond à un niveau d'alerte. Le système a pour but de détecter précocement la sécheresse pour organiser une réponse rapide.

- **Système d'information sur les conditions de vie et la résilience**

Dans une perspective d'information pluridimensionnelle sur les conditions de vie des ménages ruraux de Madagascar, Le réseau des observatoires ruraux (ROR) a produit pendant plusieurs années des données précises sur la base d'enquêtes-ménages sur des sites illustratifs de Madagascar. Plusieurs sites ont été actifs dans le Sud (Tuléar, Bekily et Ambovombe). Ils ont permis de produire des travaux de recherche sur la sécurité alimentaire dans le sud en prenant compte les dimensions multiples du phénomène (Rasolofo and Joseph, 2000; Bidou, Droy and Rasolofo, 2006; Bidou and Droy, 2007).

- **Les différentes enquêtes SMART**

Les régions du grand -SUD (8 districts en tout) bénéficient régulièrement d'enquêtes de surveillance nutritionnelle, et d'analyse de la situation de sécurité alimentaire (PNAN III, 2021) particulièrement celle des personnes vulnérables (femmes enceintes, enfants de moins de 5ans, femmes chefs de ménages, etc)⁷. Ces enquêtes permettent aux différents acteurs de faire des projections et de mettre en œuvre des activités de lutte contre la malnutrition chronique : transferts d'argent, détection passive ou active de la malnutrition modérée et aigüe, prise en charge des cas de malnutrition aigüe, etc. Ces résultats d'enquêtes servent souvent à la planification d'activités d'urgences humanitaires, parfois prolongées mais peuvent conduire également sur la recherche de solutions à long termes comme des réflexions sur l'agriculture climato-intelligente, la diversification du régime nutritionnelle, la fortification des aliments de base, etc.).

Cette section a décrit certains systèmes d'information du Grand sud. La plupart sont développés dans une logique de prévention ou du moins d'identification précoce des potentielles crises alimentaires. D'autres contribuent à comprendre les conditions de vie des ménages. Il manque toutefois un outil de capitalisation, d'observation et d'analyse qui permette de comprendre la diversité des dynamiques du changement socio-économique à l'œuvre dans le Grand Sud. En effet, même si l'appellation laisse penser que cette vaste région forme un tout homogène, force est de constater qu'elle est traversée de dynamiques plurielles qu'il convient de prendre en compte.

Il existe (ou il a existé) plusieurs systèmes d'information en activité dans le Grand sud. On peut citer le SAP, le bulletin sécheresse de l'UNICEF, le réseau des observatoires ruraux. Ceux qui sont actifs à l'heure actuelle sont développés dans une logique de prévention ou du moins d'identification précoce des potentielles crises alimentaires. Ou bien il s'agit d'enquêtes ciblées sur une problématique particulière (santé mère-enfant, enquêtes nutritionnelles, etc.). Pour aller plus loin, il serait pertinent de développer un outil de capitalisation, d'observation et d'analyse qui permette de comprendre la diversité des dynamiques du changement socio-économique à l'œuvre dans le Grand Sud. En effet, même si l'appellation laisse penser que cette vaste région forme un tout homogène, force est de constater qu'elle est traversée de dynamiques plurielles qu'il convient d'analyser pour guider l'action des projets et programmes de développement.

⁷ On peut se référer à Garba (2018), à l'ONN (2018) pour l'Enquête de santé nutritionnelle ou à l'UNICEF, (2021) : *Enquête de suivi de la santé mère enfant*

Ce qu'il faut retenir sur la thématique de la sécurité alimentaire et nutritionnelle

Les principaux enseignements

La répétition des épisodes de crise alimentaire dans le Sud de Madagascar souligne que les fondamentaux du développement ne sont pas en place et ne permettent pas à la population, largement dépendante de sa production agricole, de garantir ses droits d'accès à l'alimentation.

- L'insécurité alimentaire est l'une des principales difficultés dans le grand Sud Malgache. A partir des années 1980, les épisodes de kéré (littéralement Famine en Antandroy) se multiplient. Dans cette région, le problème se situe au niveau de la longueur des périodes de soudure et de la récurrence des épisodes de sécheresse, ce qui pèse sur la malnutrition aiguë (émaciation). La malnutrition chronique (retard de croissance) y est moins élevée que sur les Hautes Terres en raison d'une alimentation plus diversifiée.
- En raison des forts taux de pauvreté et de la régularité des chocs, les niveaux de décapitalisation déjà élevés des ménages, les contraignent à des pratiques de contractions alimentaires régulières lors des périodes de soudure et qui s'installent en période de kéré. Les pratiques alternatives des ménages pour garantir leurs droits d'accès à l'alimentation ont des effets limités et grèvent leur capacité future à faire face (migration, décapitalisation). Les transferts informels ont un effet limité (tout particulièrement en cas de choc covariant) et potentiellement négatif (relations de dépendance) et les transferts formels urgentistes contribuent à développer une culture d'assistance
- La question du genre est centrale. Les femmes jouent un rôle-clé dans la reproduction sociale et nutritionnelle alors même qu'elles souffrent d'inégalités multiples, dans la mesure où les normes culturelles fortement genrées pénalisent les femmes. Les femmes chef de ménage, dont le taux est particulièrement élevé du fait notamment des migrations masculines, sont particulièrement vulnérables.
- Les problèmes d'accès à l'alimentation sont systémiques et imbriqués dans un ensemble de mécanismes de pièges de pauvreté et les crises alimentaires ont une origine multidimensionnelle.
- Il existe (ou il a existé) plusieurs systèmes d'information en activité dans le Grand sud. On peut citer le SAP, le bulletin sécheresse de l'UNICEF, le réseau des observatoires ruraux. Ceux qui sont actifs à l'heure actuelle sont développés dans une logique de prévention ou du moins d'identification précoce des potentielles crises alimentaires. Ou bien il s'agit d'enquêtes ciblées sur une problématique particulière (santé mère-enfant, enquêtes nutritionnelles, etc.).

Quelques recommandations

- Premièrement, il est déterminant de renforcer les droits d'accès à l'alimentation en renforçant les moyens d'existence et en développant l'environnement propice. Ce premier volet de l'action, dans une optique développementaliste, permettra la réduction des épisodes de crise.

- Renforcer les moyens d'existence, par la mise en œuvre des actions coordonnées et multisectorielles dans les stratégies de diversification agricole et la culture à haute valeur nutritionnelle, la fortification des aliments de base de la communauté, l'agroécologie et les nouvelles dynamiques agricoles (voir partie agriculture).
 - Encourager l'éducation nutritionnelle à travers les informations et éducation communautaires (IEC) de manière à changer les habitudes alimentaires et à améliorer les comportements alimentaires.
 - Prendre en compte la dimension spécifique du genre (voir la section 3.3 dédiée à la question du genre).
 - Développer des dispositifs de protection sociale qui renforcent véritablement les droits et les capacités des ménages méritent d'être développés.
 - Réaliser des investissements collectifs et des services publics pertinents et adaptés doivent être pensés pour accompagner le développement agricole et rural : accès à l'eau (voir la section 2.1 dans ce document) renforcement des services collectifs, (stockage par exemple), le désenclavement des villages et de la région par la construction et l'entretien de routes et pistes carrossables, le renforcement des services éducatifs et sanitaires).
- Renforcer et coordonner les systèmes d'information
 - Renforcer des systèmes d'information étroitement connectés avec les acteurs qui peuvent mettre en place une réponse efficace et durable devraient être développés. Il s'agit ici de coordonner le système d'information permettant de produire une alerte précoce avec un circuit de décision rapide qui permet le déblocage de l'aide d'urgence dans les plus brefs délais
 - Développer un outil de capitalisation, d'observation et d'analyse qui permette de comprendre la diversité des dynamiques du changement socio-économique à l'œuvre dans le Grand Sud. En effet, même si l'appellation laisse penser que cette vaste région forme un tout homogène, force est de constater qu'elle est traversée de dynamiques plurielles qu'il convient d'analyser pour guider l'action des projets et programmes de développement.

3. Analyse transversale : Regards sur la gouvernance de l'aide

Le Sud de Madagascar a connu dans son histoire de nombreux épisodes d'insécurité alimentaire, conduisant à de multiples interventions des institutions de l'urgence et du développement. Entre 2020 et 2022, la région a subi une période d'insécurité alimentaire particulièrement marquée. Comme celles qui l'ont précédées, cette période peut être analysée comme l'un des symptômes d'une trajectoire de mal développement reposant sur l'interaction négative d'éléments environnementaux et socio-institutionnels. Il est donc nécessaire de se pencher sur la gouvernance de l'aide, telle qu'elle ressort des documents étudiés. Deux dimensions émergent particulièrement dans la littérature : d'une part les travers de la "logique projet" (3.1), d'autre part l'impératif d'une compréhension fine des dynamiques sociales au sein des populations bénéficiaires de l'aide (3.2). Parmi les dynamiques sociales, celles liées au genre sont particulièrement sensibles dans le Sud malgache (3.3).

3.1. Faire face aux travers de la logique projet

Ressources-clés sur les logiques des projets

BROUDIC Caroline et RAZAFINDRIANILANA Tsiory, Adaptation aux changements climatiques des populations rurales au sud-ouest de Madagascar, 2020.

Carimentrand, A. (2010). La vulnérabilité dans le grand sud de Madagascar : Bilan des systèmes d'information et d'intervention & enjeux de la coordination (p. 140).

Healy, T.M. (2018) *The deep south*. The World Bank.

Violas, D. et al. (2018) *Document de capitalisation sur l'expérience des blocs agro écologiques*.

Les documents étudiés nous permettent de mettre en évidence deux écueils majeurs, issus de la logique même des projets mis en œuvre dans le Sud Malgache. Ces écueils, dont de nombreux acteurs de l'aide se montrent d'ailleurs conscients, relèvent des temporalités de ces projets, des difficultés de coordination entre les acteurs du développement.

3.1.1. Les temporalités des projets en contradiction avec les temporalités du développement

Les projets de développement introduisent des innovations techniques qui, pour être véritablement appropriées et socialement acceptées, induisent une évolution des pratiques, des normes et des valeurs. Ces processus prennent du temps, le temps du développement, qui ne peut pas toujours se déployer dans le temps des projets de développement. Inscrite dans une logique de résultat, les projets de développement doivent atteindre les objectifs fixés dans un temps court. Par ailleurs, la gestion de

projet préconise des taux de décaissement continus sur la durée du projet alors que cela ne se justifie par toujours et peut même aller à l'encontre de la réussite du projet.

Le temps de l'ancrage local

Violas *et al.* (2018) insistent sur l'importance de l'ancrage local et des compétences culturelles dans la réussite d'un projet (voir la partie pour plus d'éléments sur l'intérêt d'une approche socio-anthropologique). Ils soulignent l'importance de prendre le temps du dialogue pour développer des projets apprenants inscrits dans la durée, reposant sur une logique participative effective et donnant sa place à l'anthropologie (voir section 3.2. dédiée à cette question).

Le temps du dialogue

De nombreux rapports et articles insistent sur l'importance du dialogue avec les différentes figures de l'autorité. Seeling (2006) notamment souligne l'importance de prendre le temps du dialogue avec les autorités locales. Ce point est également au cœur de l'approche en termes de normes sociales utilisée par l'UNICEF (2015) dans le cadre de la lutte contre la défécation à l'air libre.

Le temps de l'adaptation et du changement

Broudic et Razafindrianilana (2020) soulignent que les capacités de résilience des populations face au changement climatique sont compromises par des projets de trop courts termes (3-4 ans). Le premier pilier de leurs recommandations concernant l'adaptation aux changements climatiques implique un engagement sur le long terme pour accompagner les changements de pratiques dans les activités économiques ou même dans la répartition des rôles et responsabilités au sein du foyer ou de la communauté. Ils rappellent en outre que l'adoption d'une démarche agroécologique nécessite à elle seule plusieurs années pour ne pas risquer de se limiter à la simple transmission de quelques techniques abandonnées aussitôt le projet terminé. Il est donc selon eux essentiel de surmonter la contrainte inhérente à la plupart des bailleurs dont les financements n'excèdent généralement pas 3-4 ans.

Négocier les temporalités avec le bailleur le plus en amont possible

Dans cette perspective, Morlat and Castellanet (2012) indiquent que ces impératifs d'une action qui s'inscrit dans le temps long doit être négociée avec le bailleur en amont du projet « pour résister à la culture de la réalisation et promouvoir des approches "plus humbles, tâtonnantes et novatrices" afin de limiter les effets négatifs des échéances imposées par la logique-projet, de la difficulté à prendre du recul, de la mise en place de routines et des contraintes logistiques ». L'enchaînement dans le temps des actions d'un même acteur dans le cadre d'un projet qui a fait ses preuves est aussi une garantie de construire sur l'existant et de capitaliser les temporalités des projets précédents (Violas *et al.*, 2018).

3.1.2. Les défauts de coordination

Les dynamiques concurrentielles entre acteurs de l'aide et les divergences de vue et de méthodes entre interventions d'urgence et de développement induisent un défaut de coordination qui nuit aux dynamiques de développement. Ce défaut de coordination tient en grande partie à l'absence de l'Etat. Ce dernier ne remplit pas son rôle d'arbitre ce qui entrave la possibilité de mener des opérations cohérentes dans le temps puisque les financements et les opérateurs se succèdent ou se juxtaposent.

Si ce constat peut se généraliser pour l'ensemble de Madagascar, il prend une acuité particulière dans le Grand Sud.

Une dynamique concurrentielle

([Carimentrand, 2010](#)) met en évidence que le manque de coordination des acteurs impliqués dans la mise en place de projets et de politiques publiques a d'importantes conséquences sur le mal développement dans le Sud de Madagascar. L'auteure propose plusieurs solutions pour remédier à ce problème comme la mise en place d'un forum de coordination dans le domaine de la sécurité alimentaire. Le Nexus Humanitaire-Développement-Paix se positionne justement dans cet objectif de coordination entre les acteurs.

Entre urgence et développement

La concurrence se fait particulièrement sensible entre urgence et développement. [Morlat et Castellanet \(2012\)](#) préconisent ainsi de prendre en compte le caractère permanent du système d'urgence et de l'intégrer aux dynamiques locales de développement pérennes. Cela passe par : (i) l'anticipation des crises périodiques au sein des programmes de long terme, (ii) la minimisation de l'impact négatif des aides d'urgence par un meilleur ciblage et la canalisation de l'aide par les entreprises de services plutôt que les ONG et autorités locales, (iii) l'accord entre opérateurs d'urgence et opérateurs du développement pour intégrer les besoins et ressources du système d'urgence au système de développement.

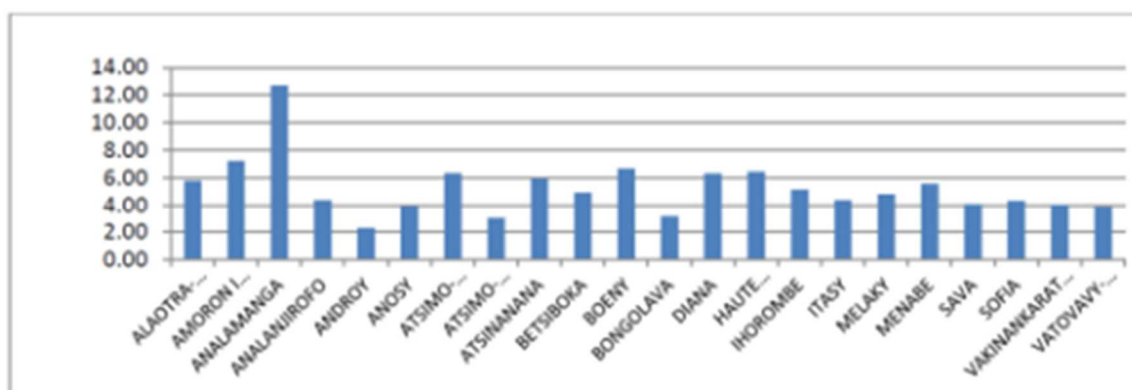
L'Etat, le grand absent

L'un des constats récurrents des rapports d'analyse d'ensemble de la situation du grand Sud malgache est l'absence et les défaillances de l'Etat (sur ce point on peut citer notamment [Carimentrand, 2010](#); [Morlat and Castellanet, 2012](#); [Healy, 2018](#); [ACAPS, 2022](#)). Plusieurs articles et rapports associent la trajectoire de développement contrariée de Madagascar à des facteurs socio-institutionnels. Dès 2005, cette trajectoire particulière est analysée par [Hugon \(2005\)](#) comme le produit de facteurs institutionnels et sociopolitiques spécifiques. Une telle ligne d'analyse est approfondie par [Razafindrakoto et al. \(2017\)](#) : facteurs économiques et sociopolitiques font système pour produire une dynamique de mal développement caractérisée par une forte instabilité politique, un niveau élevé de corruption, une élite étroite qui se partage le pouvoir, la faiblesse des corps intermédiaires et des contre-pouvoirs, un PIB par tête et un niveau de développement humain faibles et orientés à la baisse en longue période. De tels arguments trouvent écho au sein d'analyses historiques ([Galibert, 2011](#)) et de sciences politiques ([Darbon et al., 2018](#) ; [World Bank, 2018](#)). En synthèse, Madagascar est un exemple type d'Etat néo-patrimonial ([Médard et Fauré, 1982](#)) caractérisé par l'étroite imbrication entre leviers politiques et économiques et qui se traduit en termes de gouvernance par une façade administrative de bonne qualité et des pratiques de sous-administration (voir figure 10).

Ainsi, si la qualité des processus législatifs est certaine, les moyens mis au service de l'application des politiques publiques sont insuffisants. Ce point est tout particulièrement avéré concernant les moyens mis au service des échelons déconcentrés et décentralisés de l'Etat. [Rakotondrainibe \(2022\)](#) insiste tout particulièrement sur ce point dans le cadre de la politique de l'eau. Il montre que les textes appropriés existent de 2003 mais que l'insuffisance des moyens humains et matériels ne permet pas leur application effective (voir la partie thématique Eau pour plus de détails).

Figure 10 : Taux d'administration par région pour 1000 habitants, 2009

Figure A1: Taux d'administration par région pour 1000 habitants – année 2009



Source : Ministère de la Fonction Publique, du Travail et des lois Sociales, INSTAT

Commentaire : La sous-administration est la norme sur l'ensemble du territoire malgache, mais elle est particulièrement criante dans le grand Sud. L'Androy a le taux d'administration le plus faible du pays et les régions Antsimo Andrefana et Anosy n'ont un taux supérieur que par la présence d'une grande capitale régionale, ceci étant particulièrement vrai pour Tuléar.

Le Sud politiquement marginalisé

Cet état de fait est la conséquence de la marginalisation systématique du Sud par tous les régimes politiques qui se sont succédés depuis la colonisation jusqu'à la période contemporaine (Healy, 2017) et dont l'origine s'enracine dans facteurs socio-politiques liés au fonctionnement de l'Etat central malgache. La marginalisation du Sud entrave le potentiel de développement humain et économique et explique également la recrudescence de l'insécurité dans la zone. Certes, l'enclavement, la faible présence de l'Etat sous toutes ses formes, en particulier celle des forces de l'ordre, encouragent les mouvements des *Dahalo* et des *Malaso*⁸, groupes de banditisme organisé, lesquels entravent à leur tour les opportunités de développement de la région. On ne peut toutefois négliger que les interventions pourtant musclées du colonel Faneva n'ont que partiellement réussi à désamorcer les dynamiques des *Malaso*. On peut ainsi voir dans ces mouvements de *Malaso*, une réponse sociale locale aux dynamiques de mal-développement du Sud malgache.

⁸ Les Dahalo sont les voleurs de bœufs. Initialement liés à des traditions locales, les mouvements ont évolué vers des groupes de banditisme armés. Les Malaso sont des groupes de banditisme qui s'en prennent non seulement aux bœufs mais à toute autre forme de richesse.

Ce qu'il faut retenir des travers de la logique projet

Les principaux enseignements

Les documents étudiés nous permettent de mettre en évidence deux écueils majeurs, issus de la logique même des projets mis en œuvre dans le Sud Malgache.

1/ Les projets de développement introduisent des innovations techniques qui, pour être véritablement appropriées et socialement acceptées, induisent une évolution des pratiques, des normes et des valeurs. Ces processus prennent du temps, le temps du développement, qui ne peut pas toujours se déployer dans le temps des projets de développement.

2/ Les dynamiques concurrentielles entre acteurs de l'aide et les divergences de vue et de méthodes entre interventions d'urgence et de développement induisent un défaut de coordination qui nuit aux dynamiques de développement. Ce défaut de coordination tient en grande partie à l'absence de l'Etat. Ce dernier ne remplit pas son rôle d'arbitre ce qui entrave la possibilité de mener des opérations cohérentes dans le temps puisque les financements et les opérateurs se succèdent ou se juxtaposent. Si ce constat peut se généraliser pour l'ensemble de Madagascar, il prend une acuité particulière dans le Grand Sud.

Quelques recommandations

De nombreux acteurs de l'aide se montrent conscients de ces écueils. La formation du Nexus Humanité-Développement-Paix vise d'ailleurs à favoriser la coordination des acteurs.

- Donner le temps aux projets (temps de l'ancrage local, temps du dialogue, temps de l'adaptation et du changement)
 - Négocier les temporalités avec le bailleur le plus en amont possible (Pour les acteurs mettant en oeuvre les projets)
 - Accepter des temporalités plus larges (pour les bailleurs)
- Renforcer les efforts de coordination entre les acteurs. La constitution du fonds documentaire réalisé dans le cadre de cette étude va dans ce sens. Sa pérennisation contribuerait au partage des pratiques, à la capitalisation et à l'action en connaissance de cause. Des recommandations précises sont données sur ce point en conclusion générale.

3.2. Comprendre les “bénéficiaires” : les apports de la socio-anthropologie

Ressources-clés sur les apports de la socio-anthropologie

LAVIGNE DELVILLE Philippe, *L’anthropologie a-t-elle été utile à l’institution de microfinance Mahavotse ?* « Coopérer aujourd’hui », GRET, 2012.

DELIGNE Antoine et MAHARETSE Jérémie, *Méfiance, rivalités et enjeux de pouvoir autour d’un projet de développement. Le cas du projet « Objectif Sud » en pays tandroy (Madagascar)*, « Coopérer aujourd’hui », GRET 2009.

THOUILLOT Floriane et MAHARETSE Jérémie, *L’appui au stockage des récoltes : Une solution pour la sécurité alimentaire dans les zones agricoles difficiles ? L’exemple du Grand Sud de Madagascar*, 2010, GRET

GONDARD-DELCROIX Claire & al. *Comprendre les systèmes locaux de protection sociale. Éléments d’analyse dans trois fokontany du Grand Sud Malgache*. Document de travail, Projet de recherche Protect, 2021

Une abondante littérature intègre les questions « culturelles » dans l’analyse des problèmes du Sud malgache. Au risque toutefois de faire de « la culture » l’un des problèmes majeurs du Sud, l’une des causes principales du mal développement de la région. Au contraire, les apports de la socio-anthropologie permettent d’avoir une vision nuancée, moins simplificatrice, de ces questions complexes.

3.2.1. Appréhender les dynamiques sociales locales : une insuffisante perspective socio-anthropologique

Une faible mobilisation des sciences sociales

Les documents socio-anthropologiques consultés montrent combien les structures sociales et les rapports de pouvoir constituent des éléments majeurs de compréhension de la dynamique des projets. Les « effets inattendus » des projets, au sens d’Olivier de Sardan, en modifient les impacts, de manière complexe. Il est toutefois à noter que peu de projets proposent, dans leurs évaluations, une véritable analyse socio-anthropologique, se limitant parfois à une évocation très générale des freins culturels du Sud (cf infra).

Citons toutefois les études réalisées par le GRET dans le cadre du programme Objectif Sud durant les années 2000. [Pierre Lavigne-Delvigne \(2012\)](#), analysant un projet de micro-finance, met ainsi en évidence l’intérêt de mobiliser les sciences sociales dans la réalité du déroulement d’un projet. Cette mobilisation doit faire l’objet d’un compromis, permettant de concilier les deux logiques, celle du projet et de son cadre logique, et celle des sciences sociales et de leur volonté de complexité. Selon l’auteur, pour que les sciences sociales servent les projets de développement, la collaboration doit

figurer dans le contrat avec les bailleurs, avec une ligne budgétaire dédiée, et se dérouler au long du cycle du projet. En outre, les sciences sociales doivent être faciles d'accès : ne pas viser l'érudition ou l'exhaustivité, mais l'opérationnalisation et l'accessibilité.

Outre cette publication sur la microfinance, les autres études socio-anthropologiques liées à Objectif Sud permettent de mettre en avant les dynamiques locales du pouvoir et leur poids sur les impacts des projets. [Floriane Thouillot et Jérémie Maharetse \(2010\)](#), analysent ainsi les difficultés rencontrées par un projet de stockage collectif des récoltes, du fait de conflits entre lignages, dans un contexte de changement social induit par la prégnance des migrations. Second exemple, [Antoine Deligne et Jérémie Maharetse \(2009\)](#) proposent quatre récits de situations où une équipe technique d'un projet de développement en pays tandroy se trouve confrontée aux logiques des acteurs locaux. Ces derniers ne perçoivent pas la présence d'étrangers sur leur territoire comme innocente et l'observent avec méfiance. L'activité du projet interfère dans le jeu des rivalités locales et les techniciens font face à des conflits, des désaccords qui peuvent remettre en cause le résultat des interventions. Cela pose la question fondamentale du mode d'insertion d'un projet de développement dans une société qui ne partage pas les mêmes représentations et valeurs, et de la manière dont il peut gérer au mieux les contradictions, voire les conflits, qui ne manquent pas d'apparaître entre logique « projet » et logiques « locales ».

Le recours à la notion de « participation », courante dans la rhétorique des projets, peut aussi être interrogé par des analyses socio-anthropologiques. Le texte de référence est ici celui de [Chantal Blanc-Pamard et Emmanuel Fauroux \(2004\)](#) : *L'illusion participative : Exemples ouest-malgaches*. L'article présente les limites des approches participatives dans un contexte marqué par des logiques lignagères locales. Les approches participatives sont décrites comme des illusions : les populations jouent le jeu des réunions participatives car elles comprennent que l'aide est conditionnée à leur participation. En réalité, l'autorité locale domine et si le projet porté (même validé lors de l'assemblée participative) n'est pas en accord avec les intérêts ou les avis des notables, alors il n'y aura aucune mise en place pratique. Près de 20 ans plus tard, l'étude de [RINDRA CONSULTING \(2021\)](#), réalisée en appui au projet MAHARO sur le volet gouvernance, en arrive sensiblement aux mêmes conclusions, certes en adoptant les éléments de langage actuels des bailleurs, se penchant ainsi sur "la participation communautaire inclusive et équitable".

Nuancer des « réussites » postulées : le cas du *cash transfer*

De nombreux programmes de transfert monétaire (le « fiavota ») ont été initiés dans le Sud malgache. Les quatre documents d'évaluation de ces programmes que nous avons consultés datent de la fin des années 2010 ([RAKOTOMANANA Faly, RANDRIANATOANDRO Zo Tahiana et RAVELOSOA Julia Rachel, 2018](#) ; [MOREY Mitchell et SEIDENFEL David, 2018](#) ; [A2DM et CONFORME, 2018](#) ; [MOREY Mitchell et SEIDENFELD David, 2019](#)). Ces documents tendent tous à montrer l'efficacité des dispositifs de « cash transfer » déployés, mais ils sont en réalité assez peu à même d'en saisir la portée effective. D'une part car ils captent peu les biais de ciblage, d'autre part car même en comparant un groupe cible et un groupe témoin, on peine à isoler l'effet propre des transferts, du fait des détournements, redistributions, etc.

C'est ce que montre en particulier le document de travail de [Claire GONDARD-DELCROIX et & \(2021\)](#). En étudiant les mécanismes de protection sociale dans l'Androy, grâce à une méthodologie mixte (combinant approches systémique, qualitative et quantitative), cette étude révèle les biais de ciblage, les problèmes de communication, les arrangements internes, etc. Des effets « inattendus » qui ne le sont sans doute pas tant que cela, mais que personne ne semble vouloir mettre en avant. On retrouve

là la force de ce que les socio-anthropologues appellent un « modèle voyageur » (déjà évoqué en 2.4, à propos des SAP), qui s'impose à tous, et profite à beaucoup d'acteurs du monde de l'aide.

3.2.2. La culture, obstacle aux projets ?

De la lecture de nombreux documents de projets, il pourrait être déduit que le principal obstacle au projet est d'abord d'ordre culturel. Ici encore, les travaux socio-anthropologiques permettent d'éviter toute conception simpliste et essentialisante de cette question de la culture.

La question des *fady* (tabous)

De nombreuses ressources décrivent des *Fady* et représentations socio-culturelles qui peuvent influencer négativement les projets de développement, tant pour certaines pratiques que sur certains espaces (telles les forêts sacrées). En termes de pratiques, citons par exemple les difficultés rencontrées par projet *Community lead total sanitation* de l'UNICEF (UNICEF, 2015), visant à réduire la défécation à l'air libre (Gaya, Balfour, Thomas, 2015). De manière générale, tous les projets liés à l'eau sont confrontés à des tabous locaux. L'eau ayant un rôle purificateur, elle est entourée de nombreux interdits, ce qu'analyse l'étude menée par Lazzarini (2012) pour ACF. Cela oblige les opérateurs de l'aide à s'appuyer sur les autorités lignagères, pour le cas échéant permettre la levée de certains tabous. La littérature académique a elle aussi largement abordée la question des tabous (voir Asturi, 2007 ; Tengö, M., & Heland, J. V., 2011 ; ou encore Poirier, Randriamarana, D., Razaramparany, D., 1978).

Deux problèmes semblent se poser dans l'intégration des tabous dans la mise en place de projets : d'une part le coût et la durée des études permettant de bien étudier les tabous, leur place dans les régulations sociales et les structures locales de pouvoir ; d'autre part le risque d'avoir l'image d'une région sans évolution possible, ancrée dans des logiques ancestrales.

Des sociétés qui se transforment

Les écrits socio-anthropologiques analysés pour cette étude mettent au contraire en avant les transformations vécues par les sociétés du Sud malgache. Certains projets parviennent à « négocier » le dépassement de certains tabous par des *dina*, (tel le *cajanus* dans les projets agroécologiques du GRET). De nouvelles normes culturelles se développent, sous l'influence par exemple de la christianisation d'une partie de la population.

Emmanuel Fauroux soulignait déjà, en 1987, de grandes évolutions en cours depuis les années 1960. En particulier (1) Une évolution des pratiques agricoles, passant par une baisse de l'élevage et une augmentation de la riziculture irriguée, (2) D'importants processus de migration, qui contribuent à redéfinir les équilibres socio-économiques et (3) Un creusement des différences individuelles au niveau micro local et des structures de pouvoirs qui évoluent avec les vols de zébus. Sur les migrations et leur portée transformatrice, on se référera aussi à Bernard Moizo et Samisoa (2001), qui dans leur chapitre « Migrations définitives et appropriation symbolique du milieu : l'exemple des Tandroy du plateau de Vineta », étudient les migrations et la sédentarisation d'Antandroy vers une autre zone du sud-ouest de Madagascar, et les transformations foncières et sociales induites.

Plus récemment Antoine Deligne et Jérémie Maharetse du GRET, dans le document déjà cité "Méfiance, rivalités et enjeux de pouvoir autour d'un projet de développement. Le cas du projet

‘Objectif Sud’ en pays tandro (Madagascar)”, mettent en évidence le fait que si la tradition lignagère constitue une référence importante, elle est mobilisée au gré des contextes locaux et des circonstances de projets (Deligne, Maharetse, Juillet 2009). Le projet doit être assumé comme perturbation du système local, et comme révélateur des conflits, des tensions préexistantes. Il semble donc nécessaire de prendre en compte les dynamiques locales, de bien les comprendre, sans toutefois s’y soumettre (ce qui conduirait à renoncer à toute intervention). Cela plaide de nouveau pour une intégration des socio-anthropologues dans tout le cycle d’un programme.

Et cette perspective semble tout aussi valable pour les programmes de conservation de la nature, ce que montre la thèse de Benjamin PASCAL (2008). Cette thèse de géographie s’intitule “De la terre des ancêtres aux territoires des vivants : Les enjeux locaux de la gouvernance sur le littoral sud-ouest de Madagascar”. Elle met en évidence la nécessité d’analyser processus dynamiques d’élaboration et d’interaction qui s’établissent entre plusieurs types d’acteurs et d’institutions impliqués dans la gestion et l’utilisation d’un même espace, à savoir le littoral d’Ambohibola. L’auteur parle alors de “l’espace social” des différents groupes impliqués, et de “l’espace vécu” par les acteurs.

Au-delà de la culture et de la tradition, les structures sociales, en transformation permanente, intègrent les projets, les recyclent et leur survivront. L’analyse de la façon dont les projets interagissent avec les sociétés est une entrée opératoire pour comprendre les facteurs de blocage ou d’appropriation des projets de développement ou des innovations qu’ils promeuvent. Cette transformation est particulièrement bien illustrée par la question du genre (3.3.).

Ce qu’il faut retenir des analyses socio-anthropologiques

Les principaux enseignements

Les analyses socio-anthropologiques présentent deux grands intérêts.

1/ Elles permettent de tenir compte des spécificités des contextes locaux. Ce que les projets ont usuellement tendance à obérer, du fait de leur propension à dupliquer tels quels des actions considérées comme efficaces (exemple : les programmes de *cash transfer*). En particulier, elles conduisent à se pencher sur les structures locales du pouvoir, souvent déterminantes dans la réussite ou l'échec d'un projet.

2/ Elles permettent de comprendre le poids des interdits et des pesanteurs issues des traditions, tout en évitant le piège d'une approche "essentialisante" tendant à considérer des populations du Sud dans une culture figée, incapable de transformations. Or, nous avons affaire à des sociétés en transformation permanente.

Quelques recommandations

- L'importance de l'influence des structures et dynamiques sociales locales sur la réussite ou l'échec des projets conduit à plaider pour une systématisation des études socio-anthropologiques, en amont, et tout au long du cycle du projet. Cela peut certes être considéré comme coûteux, mais cela peut éviter de nombreux échecs.
- La démarche socio-anthropologique doit toutefois demeurer accessible aux non spécialistes. Il ne s'agit pas de réaliser une monographie dans chaque village, mais de penser des dispositifs de production de données socio-anthropologiques accessibles aux bailleurs et opérateurs de l'aide.
- Comme dit dans la conclusion du point 2.2., une démarche de « socio-anthropologie de l'innovation » pourrait être initiée, grâce à des financements dédiés. Le programme DeSIRA, déjà évoqué, pourrait être mobilisé. La nécessaire transformation agroécologique des systèmes agricoles du Sud devrait systématiquement bénéficier de ce type de démarche, afin d'accroître l'acceptabilité de ces propositions socio-techniques.

3.3. Prendre en compte les questions de genre

Ressources-clés sur le genre

- ANDRIANAONITSOA V., 2015, Appui pour l'intégration de la dimension Genre. Projet ASARA
- CANAVESIO R., 2013, Les fronts pionniers des pierres précieuses de Madagascar : des espaces d'émancipation pour les femmes ? Géocarrefour, Vol. 88/2.
- FIELOUX M., 1990, Femmes terres et boeufs, Aombe n°1, MRSTD-ORSTOM, 145-162
- LAZZARANI A., 2012, Gestion communautaire des infrastructures d'eau potable en pays Mahafaly. Memo anthro Wash, ACF, 29 p.
- MATTERN C., RAVELOMANDEHA F., 2012. Etude anthropologique exploratoire : l'organisation sociale et les structures politiques sur le plateau Mahafaly , 59 p.
- MORLAT L., 2009 La gestion des impluviums en Androy (Madagascar) Un levier pour le changement social ? Coll. Études et travaux en ligne n°24, Gret, 93 p.
- SHAPIRO B., WOLDEYS A. RAMILISON H. RAKOTONDRATSIMA A. et al., 2007, Nourishing the Land, Nourishing the People (chap. 9, Acknowledging the role of women in the development), IFAD

Un des éléments fondamentaux de l'organisation économique et sociale des sociétés rurales repose sur une différenciation des droits, des activités et des responsabilités entre femmes et hommes. Ceci se combine et s'articule aux autres stratifications sociales, comme les hiérarchies entre lignages ou l'appartenance à un groupe socio-économique dominant.

Pourtant, la Constitution de Madagascar, traduite en partie dans l'appareil législatif malgache, consacre l'égalité entre les hommes et les femmes. L'ensemble des textes est résumé dans un document de l'OIF (2019) intitulé "Tableau de l'égalité homme-femme à Madagascar". Malgré les progrès récents (sur l'héritage et l'accès au foncier notamment), il reste cependant des dispositions discriminatoires comme dans le code de la Famille, où la femme n'a pas des droits égaux à ceux des hommes sur des décisions engageant le foyer. Les violences domestiques, très fréquentes, sont encore mal appréhendées malgré l'adoption en 2019, d'une loi visant à lutter contre les violences basées sur le genre (VBG).

Mais il existe un décalage entre l'application des textes de lois dans des contextes où les règles coutumières restent souvent plus discriminantes vis à vis des femmes.

C'est une des raisons de la difficulté de mise en œuvre de démarches de réduction des inégalités entre hommes et femmes, alors que les institutions nationales et internationales ont placé le genre comme une des priorités de leur coopération au développement. Ceci est particulièrement marqué dans la région du Grand Sud où le retard s'explique par le poids d'une certaine vision de la place des femmes, mais aussi parce que les connaissances sur cette question restent éparses sur la région, et peu de recherches académiques y ont été conduites permettant de décrypter les fondements de ces inégalités entre hommes et femmes. Des études de contexte de projet, des mémoires ou des rapports y ont été menées, mais ces documents restent sous une forme assez peu diffusée.

3.3.1 Les relations de genre sont encadrées dans les sociétés lignagères et patriarcales

Le genre: une construction sociale

Le cadre général d'analyse des questions de genre a permis d'évoluer grâce à nombreuses études qui ont été conduites dans différents contextes sur les relations entre le genre et le développement depuis les années 1970 en anthropologie et en sociologie. D'une façon large, le concept de genre décrit la **construction sociale de la masculinité et de la féminité**. Cette approche rejette une vision essentialiste des rôles des femmes et des hommes, vision qui est encore très souvent avancée dans le Grand Sud, aussi bien par les populations que par de nombreux intervenants dans les projets : l'essentialisme justifie les assignations des femmes à certains rôles (espace domestique, absence dans les structures de décision) par les différences biologiques entre hommes et femmes. On peut résumer ainsi l'approche : alors que la notion de « sexe » se réfère aux différences biologiques entre les femmes et les hommes, le concept de « genre » renvoie à la **manière dont la société attribue aux hommes et aux femmes des rôles et des statuts différenciés et hiérarchisés**, les plus valorisés revenant aux hommes. Ces rôles sont définis par des normes sociales, religieuses, historiques, culturelles et politiques.

Les travaux des anthropologues ont montré que la construction des relations de genre relève d'un processus multidimensionnel avec des composantes symboliques qui sont traduites dans des cadres politique, matériel et social de chaque société. Cela veut dire que chez les Antandroy, les Masikoro, les Mahafaly ou les Bara, ces relations peuvent présenter des différences : sur l'accès au foncier, sur les règles d'héritage, sur les droits d'accès aux responsabilités et au pouvoir. Ayant des droits d'accès minorés par rapport aux hommes, l'éventail de possibilités des femmes pour faire face aux chocs est plus étroit. Etant relativement marginalisées ou invisibles dans la vie publique et les organisations, elles ont un réseau de sécurisation des conditions de vie plus réduit que celui des hommes.

Autre point commun aux sociétés du Sud, la structure lignagère est fondée aussi sur la circulation des femmes entre deux ou plusieurs lignages, selon les règles du mariage propres, privilégiant souvent l'exogamie clanique. Certes, l'affaiblissement voire l'éclatement des lignages modifie profondément les modes de régulation de la société (Fiéroux, 1990), mais les mariages précoces des filles restent très fréquents et leur fréquence a augmenté pendant la crise sanitaire; on voit ainsi très concrètement les conséquences actuelles sur le développement humain des filles de ces règles sociales : déscolarisation, problème de santé et mortalité maternelle des femmes en raison des grossesses précoces. C'est pourquoi les connaissances socio-anthropologiques sont nécessaires pour comprendre ces phénomènes sociaux et doivent être actualisées, car la dynamique des relations de genre évoluent rapidement (pour une compréhension plus fine, voir Morlat, 2009, p.20 et 21).

Un corpus assez restreint de documents centré sur le genre

Un certain nombre de documents recensés dans cette étude de capitalisation ont reçu un **marqueur genre** lorsqu'ils prenaient en compte de façon significative les questions de genre, quelle que soit la thématique considérée (eau, santé, agriculture). Cet ensemble présente les caractéristiques suivantes :

Le corpus collecté est assez peu fourni (20 documents) et peu représentatif de la diversité des situations dans le Grand Sud : en effet, beaucoup de documents concernent l'Androy, mais plus rarement d'autres régions ou d'autres groupes culturels.

* Le nombre de publications scientifiques, comprenant des articles dans des revues ou des chapitres d'ouvrage, est assez réduit. M. Fiéroux en 1990 est une des rares anthropologues à s'être intéressée

à la question de la transformation des rapports de genre dans le foncier et l'élevage dans le Sud Ouest, chez les Masikoro, dans le couloir d'Antseva. Plus récemment, R. Canavesio (2013) a travaillé sur les aspects de la migration féminine sur les fronts pionniers d'exploitation minière.

* Cependant, des rapports et études menés par des projets reflètent un intérêt continu de certains opérateurs depuis plus d'une décennie sur cette question. On peut citer le Gret, qui en a produit plusieurs à partir de ses différentes interventions sur le Sud (Objectif Sud, Asara, Aina etc.) ou encore ACF ou CRS. Des travaux de grande qualité y ont été faits avec une approche socio-anthropologique. Ils ont pour objectifs :

- de répondre à question de développement à partir d'une activité du projet comme la gestion des infrastructures liées à l'eau (Morlat, 2009 ; Lazzarini 2012);
- de réfléchir sur l'approche genre développée par les projets (Andrianaonitsoa, 2015, pour le projet ASARA, Shapiro 2010 pour le projet PHBM, projet du Haut Bassin du Mandrare);
- d'améliorer la connaissance sur l'organisation sociale de la population en prenant en compte les femmes, souvent invisibilisées dans ce type d'étude (Mattern et Ravelomandeha, 2012) pour les Mahafaly);

* De fait, ces documents sont centrés sur le contexte de l'aire d'intervention des projets qui se sont intéressés à la prise en compte du genre, , mais de nombreuses parties du Grand Sud n'ont ainsi pas été couvertes, parce que les questions de genre n'ont pas été une préoccupation pour les intervenants et que les recherches socio-anthropologiques n'ont pas été poursuivies d'une façon continue. Par exemple sur le Sud-Ouest, après les travaux de l'équipe de l'équipe Orstom-Université de Tuléar, la production s'est tarie.

* Cependant, on trouve aussi des informations sur le genre en élargissant la recherche aux documents marqués "**sécurité alimentaire et nutritionnelle**", sans que cette question soit traitée de façon centrale : de nombreux programmes d'aide alimentaire ou d'éducation nutritionnelle s'adressent de fait aux mères et aux jeunes enfants dont elles sont les principales responsables. Les facteurs sociaux expliquant la malnutrition par exemple, sont souvent évoqués mais rarement traités en profondeur.

3.3.2. Analyser le contexte et adopter des outils et des indicateurs sensibles au genre

Du fait de l'enracinement des relations de genre dans les structures sociales, on comprend qu'il est nécessaire de mieux documenter le contexte des projets sous cet angle, ce qui est rarement fait en amont des interventions. Les activités économiques des femmes, qu'elles soient dans la production agricole, l'élevage ou l'artisanat, sont souvent mal connues : nature des activités, revenus et contrôle de ces revenus, pouvoir de décision sur celles-ci, accès aux ressources (foncières, crédit, matériel etc.). Il est aussi important d'améliorer les systèmes d'information pour être en mesure de suivre les engagements pris par les projets sur l'intégration de l'approche genre dans leurs activités, qui est devenue une condition de l'accès aux financements, puis pris en compte dans les évaluations ex-post.

La prise en compte du "travail invisible " des femmes : utiliser des horloges temporelles

Comme dans beaucoup de régions du monde, les femmes habitant dans le Grand Sud se voient attribuer le travail domestique (eau, bois, préparation des repas, entretien de la maison), mais aussi de *care* (soin et d'éducation des enfants et des autres personnes de la famille) : c'est ce que l'on appelle le travail "reproductif" ; les hommes sont plutôt orientés vers les activités marchandes et le travail dit "productif". La séparation entre travail féminin et masculin n'est donc pas égalitaire : le travail "productif" attribué aux hommes génère des ressources qui leur permettent d'exercer le

pouvoir sous des formes variées d'autant que leur rôle dans les affaires publiques favorise leur participation à des choix collectifs et donc leur autonomisation politique. A l'inverse, le travail non rémunéré des femmes limite leur capacité de choix par l'absence de revenu et par le moindre temps dont elles disposent pour d'autres activités. Dans cette région, les tâches domestiques sont particulièrement consommatrices de temps et d'énergie en raison des difficultés des conditions de vie (éloignement des puits d'eau, difficultés d'approvisionnement en bois-énergie).

Pour mieux comprendre les inégalités de genre et analyser les possibilités de participation des femmes aux activités économiques et politiques de leur territoire, notamment celles soutenues par les projets, les programmes de développement ont donc besoin de quantifier, même approximativement, les tâches et le temps consacré aux activités non rémunérées de travail domestique et de *care*. Cela permet de comprendre certains obstacles à la participation des femmes aux activités initiées par le projet et d'envisager aussi des moyens pour les alléger. **Un outil essentiel pour ce faire est l'enquête budget-temps.** Cet outil permet de visualiser la répartition des tâches et des charges de travail sur une base journalière, hebdomadaire, mensuelle ou encore sur une base saisonnière et ainsi de cibler les moments propices pour mener des activités avec elles et eux, ensemble ou séparément, afin d'éviter ainsi l'exclusion de fait de l'une ou l'autre catégorie. C'est aussi un outil qui permet de visualiser les inégalités de genre dans la répartition des heures de travail rémunérées et non rémunérées.

Les enquêtes-budget temps réalisées à l'échelle nationale et selon une procédure de relevés sur 24 h sont assez lourdes et coûteuses et la seule réalisée à Madagascar a été faite en 2003. Toutefois, l'outil des horloges temporelles permet d'approcher cette question : on relève l'emploi du temps habituel des femmes et des hommes dans un milieu donné et selon les saisons. Cela a été fait par le projet ASARA et reflète bien les différences entre la saison sèche et la saison des pluies.

Exemple des horloges temporelles développées dans le projet Asara (ANDRIANAONITSOA, 2015) : exemple de la saison sèche

FEMMES				HOMMES			
Horaires	Tâches	Durée tâches reproductives	Durées tâches productives	Horaires	Tâches	Durée tâches reproductives	Durées tâches productives
6h	Chercher de l'eau Allumer le feu Préparer le petit déjeuner	1h		6h/7h	Sortir les zébus de l'enclos		30 min
7h/8h	S'occuper des volailles		30 min	7h/11h30	Travailler au champ		3h
8h/11h	Apporter au champ le petit déjeuner Travailler au champ	30 min					
11h/12h	Chercher l'eau et le bois de chauffage Préparer le déjeuner	1h		11h30/12h	Rapporter le bois de chauffe et le casser	30 min	
12h/13h	Déjeuner à la maison			12h/13h	Déjeuner à la maison		
13h/14h	Repos Et/ou s'occuper des enfants Et/ou faire la lessive	1h		13h/14h	Repos		
14h/16h	Travail au champ ou potager		2h	14h/17h	Travailler au champ		3h
16h/17h	Chercher l'eau et le bois de chauffage	30 min					
17h/19h	Piler le maïs ou couper le manioc Préparer le dîner	2h		17h/17h30	Rapporter du bois de chauffe et le casser	30 min	
				17h30/18h	S'occuper des zébus		30 min
				18h/19h	Repos		
19h/20h	Dîner Echange en famille			19h/20h	Dîner Echange en famille		
20h/21h	Travaux artisanaux			20h/6h	Repos		
21h/6h	Repos						
TOTAL	ACTIVITES DANS LA JOURNEE : 12h30	6h	6h30	TOTAL	ACTIVITES DANS LA JOURNEE : 8h	1h	7h

Répartition du travail productif et reproductif selon le genre

« Les hommes et les femmes ont un volume horaire quasiment identique pour les travaux agricoles en saison des pluies. Ils y travaillent côte à côte pour des activités communes comme la préparation du sol et le semis pour la culture de maïs ou le sarclage pour la culture de manioc et la riziculture; ils peuvent aussi mener des activités spécifiques mais l'une à la suite de l'autre, telles que la préparation des rizières pour l'homme, et le repiquage des

plants de riz pour la femme; ou encore la récolte du manioc par l'homme et la préparation pour la conservation par la femme. La journée de travail est très longue pour les deux, allant jusqu'à 11 heures par jour.

La disparité de genre apparaît quand l'homme et la femme rentrent à la maison, après avoir travaillé dans les champs. Pour les quatre ethnies, les activités reproductives, appelées communément travaux ménagers sont assurées exclusivement par la femme avec l'aide de ses filles (...). Ces activités reproductives qui leur prennent en moyenne 4 heures à 6 heures par jour, ajoutées aux 11 heures de travaux agricoles, ont pour conséquence d'alourdir fortement la charge de travail journalier des femmes

En période de basse saison pour l'agriculture (Asotry), les travaux agricoles sont moins intenses. Néanmoins, la charge de travail des femmes ne diminue pas, car il leur reste les autres activités qu'elles doivent en fait assurer tout au long de l'année. Il s'agit des cultures maraîchères, de l'élevage de volailles, des travaux de vannerie, de couture ou de broderie. Ces activités dites d'appoint sont spécifiquement féminines, car elles sont réservées à la femme et lui apportent des revenus propres ».

Une autre disparité de genre est ainsi constatée, car en plus des travaux agricoles menés avec son mari, et des activités reproductives exclusivement féminines, la femme prend en charge seule ces activités d'appoint. Il en est ainsi de la vannerie chez les femmes Antesaka, de la couture ou de la broderie chez certaines femmes Bara. Ces femmes travaillent jusqu'à très tard dans la nuit pour les réaliser, après que toutes les autres activités de la journée aient été expédiées.

(Andrianaonitsoa, 2015, p.14-15)

Les contraintes fortes qui pèsent sur l'allocation du temps, aussi bien sur le volume total horaire que sur la périodicité des obligations (comme les activités de soin aux personnes) peuvent restreindre l'éventail des opportunités des femmes, leur mobilité et leur participation aux projets ou aux organisations. La charge des activités non rémunérées, reposant presque exclusivement sur les femmes et les filles, limite aussi les possibilités pour les femmes de développer leurs activités productives, souvent indispensables pour assurer des dépenses liées à leur entretien et à celui des enfants.

La multiplicité des tâches incombant aux femmes

"En résumé, une lourde charge de travail pèse sur les femmes à cause de ces activités multiples, mais en plus, une bonne partie de ce travail féminin est "invisible", d'une part parce que plusieurs de ces activités sont menées de front et se chevauchent : par exemple, la femme travaille au champ aux côtés de son mari, tout en gardant un œil sur son enfant en bas âge qu'elle a amené avec elle, et en préparant le déjeuner qui sera pris sur place; et d'autre part, le stéréotype de genre de considérer cette situation des femmes comme "naturelle et banale" est encore fortement ancré dans les esprits, aussi bien des hommes que des femmes, mais également au niveau des responsables des projets". ((Andrianaonitsoa, 2015, p.20)

Le contrôle des ressources : foncier et élevage

Dans l'analyse genre d'ASARA (Andrianaonitsoa, 2015), portant sur 4 ethnies (Antandroy, Antanosy,, Antesaka, Bara) , "la règle générale en matière de succession est que l'enfant de sexe féminin n'hérite pas de la terre. Seuls les fils héritent des parcelles de terrain laissées par leur père, et si dans de rares cas, la fille en reçoit une part, cette part sera toujours minime par rapport à celle de son frère". (p.16). Les femmes ont un accès à la terre par le biais du mariage, sur des parcelles que leur mari leur prête. Il en est de même pour les zébus, pour lesquels elles ont un accès limité : pas d'héritage mais parfois quelques têtes lors de leur mariage, qui sont alors gérées par leur mari. Pour les zébus utilisés en agriculture (piétinage des rizières, traction attelée), elles ne sont jamais prioritaires pour leur usage dans le ménage, même si ce sont des bêtes dont elles sont propriétaires. Les normes de partage des biens en cas de divorce sont très défavorables aux femmes alors même que par leur travail, elles ont contribué à l'augmentation du troupeau ou l'achat de biens.

Cependant, on constate les évolutions suivantes :

- les transformations provoquées par certaines opérations de développement ont permis un meilleur accès aux ressources productives pour les femmes : parcelles irriguées permettant la

riziculture ou le maraîchage (comme le PHBM), accès au micro-crédit grâce à des systèmes de caution solidaire (Vola Mahasoa, CECAM) etc.

- l'élevage de petits ruminants (caprins) ou le petit élevage (poules etc.) est une ressource accessible aux femmes, dont elles ont le contrôle et qui leur permet une certaine accumulation pour faire face à certains chocs.

Le travail sur les champs familiaux : une illustration du contrôle des ressources

On ne peut pas vraiment parler de rémunération pour la femme, puisque les revenus tirés du travail effectué dans le champ de l'homme sont remis en totalité entre les mains de celui-ci, à charge pour lui de donner à sa femme l'argent qu'il veut bien lui céder pour satisfaire les besoins de la famille (alimentation, vêtements), et éventuellement ses besoins propres. Généralement, en raison de la modique somme qu'elle reçoit, la femme limite ses achats à des ustensiles de cuisine, des vêtements, du linge de maison, et des meubles (Andrianaonitsoa, 2015, p.21)

Comprendre l'organisation intrafamiliale

Outre la relative méconnaissance du travail des femmes, de leur accès aux ressources, des règles d'héritage (foncier et troupeau), un autre champ est à mieux comprendre, celui de l'organisation interne des familles : prise de décision, nombre de ménages monoparentaux dirigés par des femmes, transferts de ressources etc.

Les ménages monoparentaux ou unipersonnels sont des ménages composés d'un seul adulte sans conjoint. Cet adulte peut être célibataire, veuf, séparé, divorcé ou « abandonné » (terme utilisé par de nombreuses femmes et introduit dans les modalités de réponse dans certaines enquêtes par questionnaire). On parle de ménage monoparental quand il y a des enfants ou d'autres personnes à charge dans ce ménage et de ménage unipersonnel pour personnes vivant seules.

La proportion de femme chefs de ménage est particulièrement importante dans le Grand Sud. D'après le dernier recensement de population (RGPH 2018), la part des ménages dirigés par des femmes atteint presque 40% dans le district d'Ambovombe-Androy, et est aussi très élevée dans d'autres districts et communes. La taille moyenne des ménages dirigés par des femmes est de 4 personnes contre 5,2 pour les ménages dirigés par des hommes.

Sachant que les femmes ont des accès réduits aux ressources (foncières, décisionnelles), leur vulnérabilité est accrue. Cependant, ce chiffre recouvre des situations assez différentes. En raison de la polygamie non résidentielle (les épouses n'habitent pas la même concession, les hommes ont des épouses dans plusieurs villages), il y a une difficulté de ciblage des ménages monoparentaux dirigés par des femmes : certaines femmes sont réellement seules et sans aide extérieure, certaines sont déclarées chefs de ménage alors qu'elles sont épouses d'hommes polygames. Les services de statistique n'ont pas mis au point d'outils efficaces pour détecter ces situations, en raison notamment de difficultés de représentation; la polygamie étant spécifique à certaines sociétés du Sud.

Les mariages précoces : un obstacle au développement

La pression sociale et familiale contraint les jeunes filles et les femmes à accepter des coutumes, comme des mariages arrangés lorsqu'elles sont encore enfants. Selon le FNUAP, c'est dans la région de Tuléar qu'on trouve le taux le plus élevé de mariages précoces : 69% des filles de 20 à 25 ans ont été mariées avant l'âge de 18 ans. Dans l'Androy, ce sont souvent des adolescentes de moins de 15 ans qui sont ainsi mariées. Les grossesses précoces qui s'ensuivent ont de graves conséquences sur la santé des femmes (complications invalidantes ou risque de décès élevé). L'Androy est ainsi la région

où le nombre de naissances chez les adolescentes (15-19 ans) est le plus élevé du pays (245 pour 1000 femmes de 15 à 19 ans, enquête MICS 2018 sur les 3 ans précédant l'enquête, la moyenne nationale étant à 150). L'ISF (indice synthétique de fécondité) est élevé (8 enfants par femme), associé à une prévalence contraceptive faible. Cette situation est observée sur tous les sites, avec un taux particulièrement préoccupant à Mahatalaka, zone humide de l'Anosy, où les mariages sont arrangés durant l'enfance avec paiement d'une dot en zébus et argent aux parents. Les petites filles sont même parfois élevées chez leur future belle-famille jusqu'à la puberté où elles sont alors mariées. Cependant, nombre de ces unions sont instables, les jeunes femmes délaissées par leur mari sont alors seules avec leurs enfants pour des périodes plus ou moins longues, puisque les remariages sont aussi assez fréquents. Cela a pour conséquence de limiter les opportunités d'autonomisation des filles par la formation en raison d'un arrêt prématuré de l'école, dont elles sont retirées ou exclues lorsqu'elles sont enceintes. Ces conditions pèsent lourdement sur les capacités et opportunités de participation des femmes à des activités de développement ou à des organisations collectives.

Par ailleurs, le taux de mortalité maternelle chez les femmes de 15 à 49 ans reste élevé au niveau national et n'a que peu diminué ces dernières décennies. Ce taux présente de fortes disparités selon le milieu (rural/urbain), selon la disponibilité des services de santé et selon l'âge moyen à la première naissance. Par ailleurs, une des principales causes de décès maternel est liée aux avortements clandestins, le pays ayant maintenu l'interdiction de l'avortement dans toutes les situations (y compris en cas de risque vital pour la mère).

Ces quelques thématiques illustrent les inégalités entre femmes et hommes dans un milieu qui reste très marqué par le patriarcat et des pratiques liées à un contexte socioculturel spécifique, éloigné des engagements réalisés par le pays en faveur d'une réduction des inégalités de genre. Cependant, on constate que dans les zones où interviennent des projets de développement attentifs à ces questions, des évolutions sont sensibles. La présence et la prise de parole des femmes aux réunions, ainsi que leur prise de responsabilité augmentent, reflétant une amélioration de leur *empowerment*.

3.3.3. Focus sur quelques thématiques

Bien que les questions de genre soient présentes dans toutes les thématiques du développement, elles sont de fait souvent "invisibilisées" dans les documents analysés (partie 2). Sans être exhaustif, on présentera ci-dessous quelques thématiques où la question du genre est particulièrement problématique.

Migrations : bouleversements des milieux et des relations de genre

Dans le Grand Sud, les mouvements migratoires les plus importants concernent les migrations de l'Androy vers d'autres régions de Madagascar : celles-ci sont anciennes et se sont amplifiées ces dernières décennies en raison des crises successives et d'une trajectoire de mal-développement, qui pousse les populations à chercher de nouvelles opportunités. Ces migrations entraînent de profonds bouleversements dans les structures familiales et des rapports de genre.

On peut distinguer plusieurs types de migration :

(i) Vers les villes : une partie des migrations vers les villes sont des migrations de survie lors des crises alimentaires. Les installations sont temporaires ou pérennes. La recherche de nouvelles ressources bouscule la situation des femmes : parfois, elles y gagnent plus d'autonomie par le développement d'activités marchandes, mais aussi souvent sont exposées à une vulnérabilité accrue, ayant à charge de jeunes enfants et étant sans ressources (IOM 2017 Evidencing the impacts of the humanitarian crisis

in the southern Madagascar on migration, and the multisectorial linkages that drought-induced migration has on other sectors of concern).

(ii) Vers des front de colonisation agricole, vers le sud-ouest jusqu'au Menabe où parfois, les familles entières partent s'installer, mais souvent, les hommes partent seuls et les femmes avec leurs enfants restent dans le *tanindrazana* (terre des ancêtres) auprès des parents âgés (voir Rakotoariseheno et al., 2022 Autonomie des femmes de l'Androy et du Menabe dans le contexte de la migration et de la gestion de conflits)

(iii) L'exploitation minière avec les mines de pierres précieuses qui peuvent devenir des espaces d'émancipation pour les femmes (Canavesio R. 2013), mais ce sont des lieux où elles sont aussi très exposées aux violences basées sur le genre, comme la prostitution.ézh

Nutrition et santé maternelle et infantile: actions privilégiées en direction des femmes

Les actions humanitaires sont souvent orientées vers les femmes et les enfants, considérés comme les plus vulnérables. Les programmes de nutrition en direction des enfants impliquent leurs mères, en raison de leur implication dans les soins des enfants. Ils s'adressent aussi aux femmes enceintes, qui souffrent souvent d'anémie et de malnutrition, ce qui conduit à un mauvais développement de l'enfant, qui perdure après la naissance.

Région	Mortalité néonatale	Mortalité Infanto-juvénile
Atsimo Andrefana	15	76
Androy	24	56
Anosy	17	74
**		

Dans l'enquête MICS 2018, on relève que les taux de mortalité néonatale et infanto-juvénile dans le Grand Sud sont parmi les plus élevés du pays (moyenne sur 10 ans).

Pour mieux accompagner les programmes mis en oeuvre, des actions visant à réduire les causes profondes de ces situations sont nécessaires : travailler avec les communautés pour lutter contre le mariage précoce, associer les hommes à l'éducation nutritionnelle des enfants pour qu'ils en comprennent les enjeux, renforcer les programmes de santé reproductive en associant aussi les communautés. (MICS, 2018 Résumé de l'enquête 2018, Unicef, 2018 Socio-Cultural Insights for Social and Behaviour Change Campaigns on Exclusive Breastfeeding, Infant Vaccination, Handwashing and Drinking Clean Water in Madagascar).

Eau et assainissement : des difficultés à associer les femmes à la gestion des infrastructures

En raison de la division des tâches, le rôle des femmes dans l'approvisionnement en eau est central. Leur participation à la gestion des équipements semble donc nécessaire et justifié. Même si leur rôle est aujourd'hui largement reconnu en tant qu'usagères, elles sont encore insuffisamment associées aux processus de décision et de gestion des ouvrages, au détriment de l'efficacité et de la durabilité des infrastructures. Dans l'ensemble, les associations créées autour de celles-ci n'ont pas fait preuve de dynamisme, certaines semblent inexistantes, d'autres « dormantes », les hommes dominent souvent et les femmes s'y sentent évincées. (Raharinjanahary et. al 2006).

“Les conceptions locales du statut de la femme et de l'espace public ne vont pas dans ce sens. Les positions de décision en ce qui concerne la vie collective sont monopolisées par les hommes et il existe peu d'ouverture vers le partage de ce pouvoir avec l'autre sexe. Cette répartition des rôles est profondément intégrée si bien que les femmes ne cherchent pas, voire ne souhaitent pas, remettre en

cause la place qui leur est donnée. On connaît de nombreux cas où les modalités de gestion proposées par une équipe projet font l'objet d'une concession apparente de la part de la population et non d'un réel consentement à l'évolution des rôles sociaux" (Morlat, 2009, p.8).

Trois études sur "genre et eau" sont particulièrement pertinentes :

- sur l' "Evaluation des actions mises en œuvres sur la thématique « genre et eau" par le volet Développement local du Projet Objectif Sud" (Raharinjanahary et. al 2006)
- sur la "Gestion des impluviums" (Morlat, 2009)
- Sur la "Gestion communautaire des infrastructures d'eau potable en pays Mahafaly" (Lazzarini, 2012)

Agriculture et activités productives : une prise en compte plus laborieuse

Les profondes transformations des systèmes ruraux ces dernières décennies ont fortement impacté les relations de genre. Ces dynamiques ont déjà été observées lors du boom du coton en dans les années 1980 (Fiéloux, 1990) : les nouvelles activités économiques menées par les femmes vont avoir des répercussions à tous les niveaux: la place des hommes et des femmes au sein du lignage, les relations de genre dans le couple, le mode de dévolution des biens, etc. Ces transformations se manifestent d'une part, par de nouvelles activités agricoles et non agricoles menées par les femmes : organisation du travail et mode d'accès aux différents moyens de production (terre, main-d'oeuvre, etc...), d'autre part, par l'utilisation des revenus propres aux femmes qui vivent dans ce monde où ce qu'on appelle la "richesse", les "biens" (*ihanaia*) se confond, pour les femmes comme pour les hommes, avec la possession de boeufs.

"En 1985-86, dans la zone d'Ankililoaka le tiers des titulaires des parcelles de coton de moins de 10 hectares ("paysannat") sont des femmes. Ce chiffre, même légèrement surestimé, est révélateur d'un mouvement engageant des femmes de tout âge, de toute condition, décidées à se constituer un capital personnel, quitte à travailler sans relâche, passant d'une activité à l'autre, travail domestique, agriculture, commerce des produits vivriers, artisanat (vannerie, alcool) ..(Fiéloux, 1990).

Mais, contrairement aux questions liées à la santé et à la nutrition, la prise en compte du genre dans les programmes orientés sur le développement de l'agriculture et de l'élevage est plus rare. L'agroécologie qui est une voie de développement qui semble particulièrement pertinente pour le développement du sud (voir 3.1) pourrait infléchir cette tendance. L'agroécologie est une approche qui s'appuie sur les possibilités offertes par les écosystèmes mais s'appuie aussi sur plusieurs dimensions, sociales, techniques, économiques et politiques. La mise en oeuvre d'un système alimentaire juste et équitable nécessite donc de passer de la question "quelles sont les contributions des femmes dans l'agriculture ?" à la question "comment les systèmes alimentaires et agricoles peuvent-ils se transformer de manière équitable et en renforçant la place des femmes ?" L'une des réponses est la promotion d'un modèle agroécologique sensible au genre : participation des femmes aux formations, rôles dans les groupements et les structures de décision. Les activités menées par le Gret dans l'Androy essaient depuis plusieurs années d'intégrer cette dimension.

Les structures collectives : organisations et groupements

Bien que la loi malgache ait consacré l'égalité entre les femmes et les hommes, le droit coutumier, généralement inégalitaire vis à vis des femmes, prévaut généralement et surtout en milieu rural. Si les femmes peuvent discuter au sein du cercle familial privé, elles ne peuvent souvent pas le faire en public.

Le problème du fort taux d'analphabétisme chez les femmes doit être soulevé car il renforce chez elles le manque de confiance en elles-mêmes du fait de leur statut socioculturel, et crée même de la peur pour tout ce qui est écrit, et pour tout ce qui est lié aux procédures administratives. Asarap.26

C'est pourquoi les changements ne peuvent avoir lieu qu'en négociant avec les hommes aux différents niveaux : tout d'abord à l'intérieur des familles (pères et époux) mais aussi au sein des communautés et notamment avec les "anciens".

Les femmes malgaches ont des marges de manœuvres comme le droit de misintaka, droit coutumier qui a été institutionnalisé dans la loi du pays : l'abandon temporaire du domicile conjugal en cas de dispute, d'adultère du mari, pour rentrer chez ses parents auquel cas, le mari a l'obligation de venir implorer son pardon et de faire amende honorable auprès des beaux-parents en offrant un bœuf. Si le régime républicain a donné l'égalité citoyenne pour tous hommes et femmes, à Madagascar, chacun a un rôle bien spécifique au sein de chaque groupe social et différent d'une région à une autre et l'égalité de droit prévue dans la loi n'est pas respectée. Ainsi il nous faut l'aide et l'entremise des anciens et de leur pouvoir traditionnel pour faire changer les mentalités et parvenir à des résultats. Ils sont à la fois des interfaces et des relais fondamentaux entre tradition et modernité." (Rakotoariseheno et al., 2022)

Ce qu'il faut retenir sur le genre

Les principaux enseignements

De plus en plus, les projets et programmes de développement cherchent à intégrer une approche genre et à contribuer à des transformations sociétales vers plus d'égalité des femmes et des hommes. Or, les évolutions des rapports femmes-hommes dans la région du Grand Sud restent très en-deçà de ce que visent les engagements nationaux et internationaux, et notamment l'ODD 5.

1/ Les constats partagés : les inégalités de genre restent très importantes et tendent à s'aggraver avec la dégradation des conditions sociales et environnementales

2/ Les projets et interventions peinent à intégrer concrètement les dimensions genre dans leurs activités malgré les incitations et engagements nationaux et internationaux

- Les projets ont peu de femmes en responsabilité dans les équipes en raison des difficultés du travail et des conditions de vie dans le Sud, mais de la faiblesse des RH disponibles originaires du Sud et qualifiées.
- Les formations genre sont trop superficielles et mal intégrées. Un processus de recherche-action participative menée avec l'équipe de projet comme celui en cours à Afafi-Sud présente une voie intéressante (projet Arpege).

3/ Les activités orientées spécifiquement à l'intention des femmes sont encore souvent limitées à la nutrition et à la santé maternelle et infantile. Les activités productives sont souvent assez peu sensibles au genre

Quelques recommandations

- Renforcer et approfondir les analyses de "contexte genre" sur les interventions de développement avant la mise en œuvre des projets (et non a posteriori).

- Analyser et mieux documenter la catégorie “femmes chefs de ménage” afin d’avoir un ciblage plus efficace des opérations d’aide et d’appui.
- S’appropriier des outils simples comme les “horloges temporelles” pour comprendre la répartition des activités entre femmes et hommes et les éventuels points de blocage.
- Agir au niveau des institutions : collectivités décentralisées ou déconcentrées, école, structures de santé pour faire évoluer le regard sur les femmes et leur place dans la société.
- Renforcer les actions permettant aux femmes d’avoir un meilleur accès aux ressources et un meilleur contrôle des décisions
- Appuyer le travail organisationnel avec les femmes : groupements, associations etc. qui contribue à une prise de confiance en soi et à une amélioration de l’empowerment des femmes
- Engager un travail de formation et de suivi avec les équipes de projet sur les questions de genre, en adaptant les outils disponibles parfois trop éloignés du contexte.
- Associer les hommes et les autorités traditionnelles pour faire accepter des évolutions de statut des femmes.

Conclusion : Poursuivre et approfondir la dynamique de capitalisation pour informer la stratégie commune du Nexus Humanitaire-Développement-Paix

Au fil du rapport, chaque section se conclut par des recommandations spécifiques, relatives à la thématique traitée : eau, agriculture-élevage-pêche, environnement et changement climatique, sécurité alimentaire et nutritionnelle, approche projet, dimensions socio-anthropologie, genre. Les recommandations produites dans cette partie de conclusion générale du rapport sont relatives à la poursuite et à l'approfondissement de la démarche de capitalisation initiée dans le cadre de l'étude CapSud, dans le but d'informer la stratégie de coordination des acteurs et des actions au coeur des objectifs du Nexus Humanitaire-Développement-Paix.

1. Les recommandations relatives à la pérennisation de l'outil d'archivage et de mise à disposition de la bibliographie produite sur le Grand Sud

Présentation du système

Dans le cadre de l'étude CapSud, nous avons identifié, référencé, classé et archivé 227 ressources bibliographiques portant sur le Sud de Madagascar. L'outil retenu pour l'archivage de la bibliothèque de références est l'outil **Zotero**, un outil gratuit, open source, de prise en main facile, collaboratif et participatif. En raison de ces caractéristiques, il semble correspondre en tous points aux besoins identifiés par le Nexus. L'ensemble des membres du Nexus pourront facilement avoir accès aux références archivées. Toutefois, l'équipe d'expertise recommande de ne pas ouvrir les droits de modification de la base de données à l'ensemble des usagers ce qui mettrait en difficulté sa bonne gestion l'exposant à des risques variés tels que la suppression malencontreuse de références ou la modification inopportune des fiches.

Pérennisation du système d'archivage

Afin de garantir la pérennisation du système, l'équipe d'expertise préconise d'en confier la gestion sous contrat de prestation annualisé à l'IISS (Institut international des sciences sociales), ONG malgache qui a contribué à l'étude CapSud. Dans le cadre de sa mission d'appui à ses partenaires du Sud, l'IRD a formé les membres de l'IISS à l'utilisation de Zotero et, après le maniement de l'outil dans le cadre de l'expertise, l'équipe fait preuves de compétences avérées dans ce domaine.

L'équipe d'expertise préconise également la mobilisation ponctuelle d'un documentaliste professionnel pour parfaire le système de référencement. La documentaliste du laboratoire Bordeaux Science économique, partenaire de l'étude, pourrait intervenir dans ce cadre.

La pérennisation du système implique que les membres du Nexus partagent tout nouveau rapport pour faciliter son archivage et son référencement. Il nécessite également une recherche documentaire régulière pour bien archiver tous les documents académiques et scientifiques publiés sur le Sud de Madagascar.

L'équipe d'expertise attire l'attention du Nexus sur la gestion des droits de propriété intellectuelle. Certains articles scientifiques ou ouvrages ne sont pas en open acces. Leur diffusion dans le cadre de la base de références bibliographiques nécessite de régler cette question juridique.

Usage au service de projets ayant une mémoire de ce qui les a précédés (règles de bonnes conduite)

Le système d'archivage a pour objectif de favoriser le partage d'information et la capitalisation par la mise à disponibilité de la littérature existante. L'équipe d'expertise recommande que cette diffusion soit la plus large possible pour permettre aux différents acteurs intervenant dans le Sud mais aussi aux étudiants et universitaires souhaitant contribuer par leurs travaux à la production de connaissances sur le Sud d'avoir accès à ces sources d'information. La question des droits de propriété soulevée au point précédent aura d'autant plus d'importance que le public autorisé à la consultation sera large mais de l'avis de l'équipe d'expertise, l'accès gratuit à l'information est une condition essentielle pour libérer le potentiel intellectuel sur le Sud que ce soit dans le cadre d'une démarche académique, scientifique ou opérationnelle.

Du point de vue des acteurs du développement, le recours à la base bibliographique avant le lancement de tout projet, programme ou politique de développement est nécessaire pour avoir une mémoire claire du passé et s'appuyer, dans la conception des projets, sur les éléments de connaissance et de capitalisation disponibles.

2. Les recommandations relatives à l'approfondissement de la démarche de capitalisation : observatoire et suivi-évaluation

L'étude bibliographique CapSud, principaux enseignement

Multidimensionnalité et caractère systémique du développement

L'analyse de la bibliographie existante sur le Sud de Madagascar montre les éléments de consensus qui se dégagent sur la multidimensionnalité des contraintes dans le Sud malgache et les besoins de prendre en compte la dimension socio-institutionnelle et d'économie politique réussie à mener des opérations de développement solides et durables. Un tel constat renvoie au caractère systémique des équilibres de développement qui nécessite la prise en considération des différentes dimensions du phénomène, de leurs interactions et de leurs dynamiques à plusieurs échelles.

Un double constat de surexposition et de sous-exposition thématique

Si le corpus existant est extrêmement riche, on peut s'étonner d'un double phénomène de surexposition et de sous-exposition d'entrées régionales, thématiques ou analytiques. Ainsi, dans de nombreux travaux, le Sud reste assimilé à la région Androy qui ne constitue pourtant qu'une petite partie du grand Sud malgache. On trouve ainsi une vaste littérature consacrée à cette région spécifique, certainement parce qu'elle est l'un des lieux privilégiés d'intervention des acteurs de l'aide. Pourtant la diversité du Sud n'est plus à démontrer que ce soit du point de vue des caractéristiques agro-environnementales ou de ses caractéristiques socio-culturelles (voir la carte du Sud présentée dans la figure 1 de l'introduction). Percevoir les dynamiques de l'ensemble régional du grand Sud sur les différentes thématiques-clés du développement semble ainsi nécessaire.

Certaines thématiques sont en revanche largement sous-exposées voire quasi-absentes. On peut citer par exemple, la culture intensive du coton et son rôle dans la dégradation environnementale du Sud malgache, la question de l'élevage et de son articulation étroite avec l'agriculture dans le cadre des sociétés pastorales du Sud. Enfin, d'autres thématiques sont souvent mentionnées sans qu'il y ait de traitement vraiment approfondi et convaincant du sujet. On peut penser tout particulièrement à la question du genre qui est une question particulièrement critique dans le Sud malgache sans que des études de suffisamment grande ampleur et finesse aient effectivement été menées.

L'étude bibliographique CapSud, principales recommandations

En lien avec le double constat de surexposition et de sous-exposition thématique, régionale et analytique au gré des projets menés, une des principales recommandations est la nécessité de *développer une capacité d'analyse de l'ensemble du Sud dans sa diversité régionale et thématique*. Cette connaissance globale est un préalable nécessaire pour guider une action de développement concertée et harmonieuse dans le Grand Sud malgache. La connaissance fine des différents territoires et des différentes thématiques-clés constitue également un préalable nécessaire à la mise en œuvre locale des projets de développement pour adapter l'action aux caractéristiques particulières de la zone d'intervention. Il ne peut y avoir de généralisation des plans d'action qui doivent savoir se décliner à l'échelon pertinent (bassin versant pour la gestion de l'eau par exemple). Ainsi, bien que plusieurs systèmes d'information et de nombreuses enquêtes indépendantes existent, la mise en place d'un observatoire de diagnostic et de suivi évaluation des actions de développement dans le Sud constitue un point important.

Dans cette perspective, les recommandations de l'équipe d'expertise sont de trois ordres : il s'agit premièrement de mettre en œuvre des actions coordonnées et modulaires tant dans le temps que dans l'espace, d'entretenir à cette fin des liens étroits avec une recherche transversale et indépendante des projets, de prendre en compte les équilibres de pouvoir locaux, d'analyser les relations entre les acteurs de l'aide dans le Grand Sud et de .

Coordination, modularité temporelle et spatiale des actions

Comme dans tout contexte caractérisé par l'interaction négative des différents éléments d'un piège de mal-développement, les actions intégrées, coordonnées et s'inscrivant dans la longue durée sont à privilégier pour le Grand Sud de Madagascar. Par ailleurs, la diversité des systèmes socio-écologiques et la diversité des formes de négociations locales et des systèmes micro-locaux du pouvoir appellent à la modularité des projets selon les zones d'intervention. La modularité des projets dans le temps est aussi un élément à recommander pour contrer les « effets inattendus » des projets, potentiellement invalidants. Cette modularité spatiale et temporelle nécessite un pilotage fin, appuyé par un système d'évaluation-action permanent sous la forme d'un système de suivi et de recherche transversal et indépendant des projets.

Mener des opérations de recherche transversales et indépendantes des projets

Les projets mis en œuvre intègrent généralement une dimension de suivi évaluation. Toutefois, ces dernières sont focalisées sur la réalisation des objectifs de projet dans une optique d'évaluation du projet et/ou de l'impact du projet. Si de telles évaluations sont nécessaires pour capitaliser, comparer les projets, évaluer la reproductibilité des projets, réfléchir à leur réorientation ou leur adaptation, elles ne permettent pas de traiter globalement des enjeux du développement dans le Sud malgache. L'étude bibliographique menée souligne d'ailleurs le manque d'études transversales des enjeux du

développement dans le Grand Sud. L'étude CapSud montre bien la multi-dimensionnalité de l'équilibre de mal développement et comment les défis agro-climatiques interagissent avec les composantes socio-institutionnelles du développement. Ainsi, elle souligne l'intérêt de développer des opérations de recherche indépendantes et transversales afin de saisir, au-delà des focus mis par les projets, la diversité des problématiques du Sud et de leurs dynamiques temporelles.

Une méthodologie d'observatoire, appliquée à la question des crises et de la résilience dans le Sud permettrait de remplir un tel objectif. Un tel observatoire permettrait d'articuler des **observations à différentes échelles** :

- A l'échelle nationale et internationale, pour comprendre les interactions entre les acteurs du développement dans le Sud de Madagascar
- à l'échelle de l'ensemble régional du Grand Sud pour capter les dynamiques en cours (population, commerce, évolution du couvert végétal, migrations, etc.)
- à l'échelle de sites, choisis pour être illustratifs des problématiques diversifiées du sud malgache, afin d'analyser les dynamiques méso socio-économique sur les thématiques économiques, politiques, sociales, et historiques et comprendre le contexte dans lequel les projets s'insèrent.
- à l'échelle des ménages pour analyser finement les conditions de vie, les pratiques de protection de ces conditions de vie, les stratégies de moyens d'existence, les logiques d'adhésion, de non adhésion et d'hybridation des actions proposées par les projets.

L'objectif de l'observatoire serait de produire des systèmes d'information s'inscrivant dans la durée afin de **suivre les évolutions** à ces différentes échelles.

Sur la base des données produites pourront être menées des **méthodes mixtes d'évaluation transversale des politiques publiques et des projets et programmes de développement**. Une telle méthode d'évaluation combine de façon cohérente et intégrée des méthodes qualitatives et quantitatives afin de capter la dimension systémique des problématiques de développement dont on a vu, dans le cadre de ce rapport, qu'elles concourent à expliquer l'équilibre de mal développement du Sud malgache.

Prendre en compte les équilibres locaux du pouvoir

Lors de l'implantation d'un projet, lors de l'apport de ressources nouvelles au niveau local, les risques sont grands que les effets produits diffèrent des effets escomptés en raison des interactions avec le jeu social local. Les structures micro-locales du pouvoir (Fauroux, 2002) génèrent des effets inattendus qui peuvent limiter les effets du projet à un seul groupe social, contrecarrer les effets du projet, voire rendre impossible son déploiement. La connaissance des structures de pouvoir locales et du climat social local permet de mieux comprendre les enjeux de pouvoir et de ne pas laisser les organisations locales accaparées par un groupe au détriment des autres.

La connaissance des structures de pouvoir et du climat social locaux permet de mieux comprendre les enjeux de pouvoir et de ne pas laisser les projets de développement accaparés par un groupe au détriment des autres.

Une fois le projet en place, il s'avère nécessaire d'identifier les « effets inattendus » et d'en analyser la portée. Sont-ils en adéquation avec le sens du projet ? Favorisent-ils au contraire son ineffectivité voire son sabotage ? Selon les résultats de l'analyse, des mesures d'adaptation pourront être mises en œuvre pour favoriser la pérennité du projet et renforcer ses effets attendus. S'il peut s'avérer

intéressant que le diagnostic comporte une dimension participative, il conviendra d'être conscient des biais possibles de l'exercice, en lien avec les stratégies de captation de l'aide au profit d'un sous-groupe (voir point spécifique ci-dessous), et de ne pas se contenter de cette forme de diagnostic. Il convient au contraire de l'intégrer dans un système de diagnostic plus large intégrant également une méta-analyse des structures locales de pouvoir, la production de données objectives et subjectives et la triangulation des résultats.

Analyser les relations entre les acteurs de l'aide dans le Grand Sud

Le sud de Madagascar est caractérisé par la présence de nombreux acteurs du développement et de l'urgence qui entraînent une multiplication des programmes et interventions dans la grande région. Une telle situation pose d'importants problèmes de coordination et d'efficacité dans la mise en place des projets de développement. Les problèmes de coordination sont ainsi en partie responsables du mal régional ([Carimentrand, 2010](#); [UNICEF, 2011](#)). Face à ce constat, il paraît important d'observer et analyser comment se coordonnent les organisations qui interviennent dans le sud de Madagascar.

Pour cela, l'équipe d'expertise recommande d'observer et étudier le réseau des organisations qui œuvrent à la mise en place de programmes et politiques dans le sud de Madagascar. Cette démarche a pour ambition de visualiser le réseau de coordination des organisations qui interviennent dans le sud de Madagascar. Cet outil au-delà d'une description précise du réseau des acteurs permettra également une mise en discussion des problèmes de coordination par les organisations concernées.

Plusieurs méthodes peuvent être envisagées dans la construction du réseau de coordination des organisations du grand sud Malgache soit dans le cadre d'une approche participative soit dans le cas d'une approche classique en analyse des réseaux sociaux.

Listes des références bibliographiques incluses dans l'étude Capsud

A2DM (2018) *Evaluation finale du projet « Emergency response to support vulnerable person affected by El Nino in great South of Madagascar »*. CARE & UE.

Abdou, S.A. (2016) *Vulnérabilité et renforcement de la résilience communautaire face aux défis environnementaux : Cas de la Région Androy Sud de Madagascar*.

Abdou, T.Y. (2018) *Evolution de la secheresse dans la region d'antsimo andrefana des 1980-2016*.

Abdouramane, C. (2005) *Contribution a L'etude De La Secheresse Et De L'aridite Dans Le Sud De Madagascar*.

ACAPS (2022) *Madagascar food insecurity crisis in the grand sud regions*. ACAPS.

Ahmed, A., Lainé, M. and Samisoa (2017) *Etude anthropologique pour l'identification d'une strategie d'intervention pour la stabilisation dans le sud de madagascar*, p. 101.

Alphonse, R.N. (no date) « *L'intégration de la Gestion des Risques et des Catastrophes dans le Plan Communal de Développement* », p. 124.

Amnesty International (2021) *Il sera trop tard pour nous aider quand nous serons morts*.

Andrés-Domenech, P. *et al.* (2014) 'Sustainability of the Dry Forest in Androy: A Viability Analysis', *Ecological Economics*, 104, pp. 33–49. Available at: <https://doi.org/10.1016/j.ecolecon.2014.04.016>.

Andriamalala, G. and Gardner, C.J. (2010) 'L'utilisation du dina comme outil de gouvernance des ressources naturelles : leçons tirés de Velondriake, sud-ouest de Madagascar', *Tropical Conservation Science*, 3(4), pp. 447–472. Available at: <https://doi.org/10.1177/194008291000300409>.

ANDRIAMASINORO, J.O. (2018) *Adaptation aux changements climatiques.à madagascar: structuration et probléma tisa tl on de l'action publique nationale*. UNIVERSITÉ DU QUÉBEC À MONTRÉAL.

ANDRIANANTENAINA, F.L.N. (2019) *Prevision de la secheresse au nord ouest de madagasacar*. Mémoire.

ANDRIANAONITSOA, V. (2015) *Appui pour l'intégration de la dimension Genre Rapport des analyses de Genre réalisées dans les communautés d'intervention et au sein des opérateurs du projet ASARA*, p. 86.

ANDRIANIRINA, N. (2013) *L'agriculture pour le développement : pertinence et limites à l'échelle des ménages ruraux. Une approche dynamique comparative pour trois régions de Madagascar*. Supagro Montpellier.

ANDRIANTSALAMA, R.E. (2005) *Projet de développement agricole de la commune de beraketa, district de bekily région de l'androy*. Mémoire.

Andrimampionona, R.S. (2011) *Evaluation de l'efficacité d'une stratégie d'amélioration de l'alimentation des jeunes enfants dans deux régions vulnérables et contrastées de Madagascar*.

Appui aux filières artisanales et agroalimentaires en zone rurale : enseignements du projet Idea à Madagascar (2009). GRET.

AQUATERRE (2018) *Qualitative research to inform koica health/education programme in anosy*.

Astuti, R. (2007) 'La moralité des conventions : tabous ancestraux à Madagascar', *Terrain*, (48), pp. 101–112. Available at: <https://doi.org/10.4000/terrain.5041>.

Augustins, G. (2000) 'Paul Ottino, Les champs de l'ancestralité à Madagascar. Parenté, alliance et patrimoine: Paris, Karthala/Orstom, 1998, 685 p., bibl., index.', *L'Homme*, (154–155), pp. 774–778. Available at: <https://doi.org/10.4000/lhomme.2738>.

BAHYA-BATINDA, D. et al. (2018) *Résultats de l'enquête quantitative baseline: évaluation de processus du programme « communes de résilience » mis en oeuvre par le programme alimentaire mondial dans la région de l'androy - madagascar*.

Balaya, J. and a compléter (2003) 'L'arbre dans l'espace agricole du plateau de Vineta (Madagascar) -', *Cahiers de l'Agriculture*, 12, pp. 15–21.

Banque Mondiale (2011) *Madagascar Étude économique et sectorielle (Marchés agricoles à Madagascar : contraintes et opportunités)*. Banque mondiale.

Bidou, J.-É. and Droy, I. (2007) 'Pauvreté et vulnérabilité alimentaire dans le Sud de Madagascar : les apports d'une approche diachronique sur un panel de ménages:', *Mondes en développement*, n° 140(4), pp. 45–64. Available at: <https://doi.org/10.3917/med.140.0045>.

Bidou, J.-E., Droy, I. and Rasolofo, P. (2006) 'Risque climatique et vulnérabilité alimentaire dans le Sud de Madagascar : question d'échelle, questions de méthode', p. 6.

Bidou Jean-Etienne and Droy Isabelle (2009) 'Décrire la construction temporelle des vulnérabilités : observatoires ruraux et analyse historique des moyens d'existence dans le sud malgache', in *Risques et environnement : recherches interdisciplinaires sur la vulnérabilité des sociétés*. Paris: L'Harmattan, pp. 155–170. Available at: https://www.researchgate.net/publication/47540689_Decrire_la_construction_temporelle_des_vulnerabilites_observatoires_ruraux_et_analyse_historique_des_moyens_d'existence_dans_le_Sud_malgache.

Blanc-Pamard, C. and Fauroux, E. (2004) 'L'illusion participative: Exemples ouest-malgaches', *Autrepart*, 31(3), p. 3. Available at: <https://doi.org/10.3917/autr.031.0003>.

BNGRC and PNUD (2016) *Plan de relèvement et de résilience pour les districts les plus affectés par la sécheresse déclenchée par El Nino dans le Grand Sud de Madagascar*.

BROUDIC, C. and RAZAFINDRIANILANA, T. (2020) *Adaptation aux changements climatiques des populations rurales du sud-ouest de madagascar*, p. 56.

Brunet, F., Lothe, P. and Ramarokoto, J. (2011) *Evaluation finale du volet communal et evaluation a mi-parcours du volet intercommunal du programme accords*, p. 62.

Cabot, J. and Hoerner, J.-M. (1981) 'Les sociétés rurales du Sud-Ouest malgache face à l'aménagement', *Cahiers d'outre-mer*, 34(136), pp. 305–320. Available at: <https://doi.org/10.3406/caoum.1981.2997>.

CAETIC Développement (2018) *Etude sur les causes de la malnutrition aigüe dans huit communes dans le sud de madagascar*.

Canavesio, R. (2013) 'Les fronts pionniers des pierres précieuses de Madagascar : des espaces d'émancipation pour les femmes ?', *Géocarrefour*, 88(Vol. 88/2), pp. 119–129. Available at: <https://doi.org/10.4000/geocarrefour.9046>.

Canavesio, R. (2015) 'Les migrations dans le sud de Madagascar : entre sécheresses occasionnelles et crise économique structurelle', *Autrepart*, 7475(2), pp. 259–278.

CARE International (2009) *Unites d'appui pour le developpement local (uadel) anosy*.

Carimentrand, A. (2010) *La vulnérabilité dans le grand sud de madagascar: bilan des systèmes d'information et d'intervention & enjeux de la coordination*, p. 140.

Charmoille, A. (2018) *Acces a l'eau dans le 'grand sud' de madagascar evaluation du potentiel hydrogeologique au niveau des zones d'intervention de l'ong avsf projets: zoloke, sohavelo et fanantenana*, p. 88.

Consortium AINA. (2017) *Amélioration de la sécurité alimentaire dans le Sud et le Sud-est de Madagascar*.

CREAM (2013) *Monographie région androy*.

CRIPPS, A. et al. (2020) *Etude socio-anthropologique sur les représentations sociales du handicap en régions Atsimo-Andrefana et Androy à Madagascar*.

CRS (2021a) *Enquête de base du projet TABIRY*.

CRS (2021b) *Firangà II Baseline Survey*.

Decary, R. (1932) 'Nouvelles cultures entreprises dans l'Extrême Sud de Madagascar.', *Revue de botanique appliquée et d'agriculture coloniale*, 12(127), pp. 195–197. Available at: <https://doi.org/10.3406/jatba.1932.5115>.

Deleigne, M.-C. (2009) 'Vers l'institutionnalisation de l'école dans l'Androy (Madagascar) ?'

Deligne, A. and Maharetse, J. (2009) *Méfiance, rivalités et enjeux de pouvoir autour d'un projet de développement*. GRET.

Delille, H. (2011) *Perceptions et stratégies d'adaptation paysannes face aux changements*

climatiques à Madagascar, p. 108.

Desbureaux, S. and Damania, R. (2018) 'Rain, forests and farmers: Evidence of drought induced deforestation in Madagascar and its consequences for biodiversity conservation', *Biological Conservation*, 221, pp. 357–364. Available at: <https://doi.org/10.1016/j.biocon.2018.03.005>.

Dostie, B., Haggblade, S. and Randriamamonjy, J. (2002) 'Seasonal poverty in Madagascar: magnitude and solutions', *Food Policy*, 27(5–6), pp. 493–518. Available at: [https://doi.org/10.1016/S0306-9192\(02\)00063-5](https://doi.org/10.1016/S0306-9192(02)00063-5).

Droy, I. (1992) 'Les périmètres irrigués du Sud de Madagascar : le contexte socio- économique du transfert de gérance', p. 48.

Droy, I. *et al.* (2010) 'Une pauvreté rurale étendue et multiforme', in B. Gastineau et al. (eds) *Madagascar face au défi des Objectifs du millénaire pour le développement*. IRD Éditions, pp. 53–85. Available at: <https://doi.org/10.4000/books.irdeditions.1877>.

Elmqvist, T. *et al.* (2007) 'Patterns of Loss and Regeneration of Tropical Dry Forest in Madagascar: The Social Institutional Context', *PLOS ONE*, 2(5), p. e402. Available at: <https://doi.org/10.1371/journal.pone.0000402>.

Enten, F. (2022) 'L'IPC à l'épreuve du kéré :Des pérégrinations d'un modèle voyageur en pays malgache', *Revue internationale des études du développement*, (248), pp. 31–58. Available at: <https://doi.org/10.4000/ried.445>.

Esoavelomandroso, M. (1987) 'La dimension culturelle du développement de l'élevage dans le sud-ouest de Madagascar', p. 4.

Evaluation du Projet de mise en valeur du Haut Bassin du Mandraré - Phase II-Evaluation terminale (2009). Rapport No. 2062-MG. FIDA.

FANOKOA, P.S. (2007) *Dynamique des pratiques paysannes face à la déforestation de l'extrême sud de Madagascar*. Versailles St Quentin en Yvelines.

FAO (2016) *Analyses des risques et plan de résiliences*.

FAO (2020) *Pro-Acting*.

FAO (no date) *Evaluation des impacts du cyclone haruna sur les moyens de subsistance, et sur la sécurité alimentaire et la vulnérabilité des populations affectées*.

FARE, Y. (2019) *Examen à mi-parcours projet pnud fem: pacarc“ amélioration des capacités d'adaptation et de résilience au changement climatique dans les communautés rurales à analamanga, atsinanana, androy, anosy et atsimo andrefana à Madagascar*.

Fauroux, E. (1987) 'L'approche anthropologique des macro-dynamiques sociales: pour une application à l'ouest Malgache', pp. 27–42.

Fauroux, E. (1989) 'Une étude pluridisciplinaire des sociétés pastorales de l'ensemble

méridional de Madagascar’, *Cah. Sci. Hum.*, p. 9.

Fauroux, E. (2001) ‘Dynamiques migratoires, tensions foncières et déforestation dans l’ouest malgache’, p. 15.

Fauroux, E. (2002a) *Comprendre une société rurale: une méthode d’enquête anthropologique appliquée à l’Ouest malgache*. Paris: Ed. Gret (Études et Travaux).

Fauroux, E. (2002b) ‘Les sociétés rurales de l’Ouest malgache : des transformations profondes et complexes’, *Afrique Contemporaine*, (202–203), pp. 111–132.

Fauroux, E. (no date) ‘Pour des Unités d’observation permanente dans l’ensemble méridional de Madagascar’.

FEWS NET (2017) *Madagascar grand south livelihood zones revision*. USAID.

FEWS NET (2018) *Madagascar Enhanced Market Analysis*. Washington,: USAID.

FLAVOTA (2017) *Interventions dans le cadre du fonds additionnel du fss nutrition et filets sociaux de securite dans le sud de madagascar*.

‘Fiches techniques FAO ONN’ (no date).

Fiéloux, M. (1990) ‘Femmes terre et boeufs’, in *Aombe Elevage et société: l’exemple du couloir d’Antseva*. MRSTD ORSTOM. (Aombe, 1), pp. 145–162.

Fieloux, M. and Lombard, J. (2008) ‘Le riche beugle’. Available at: <https://doi.org/10.4000/africanistes.2234>.

Fisher, M. (2009) *L’adoption de Bracharia par les Éleveurs Mahafaly : Un Étude du Projet de AVSF Dans la Commune de Betioky*.

Freudenberger, K. (2010) *Paradise lost? Lessons from 25 years of usaid environment programs in madagascar*. IRG.

Funk, C. (no date) *How climate change contributed to Madagascar’s food crisis, The Conversation*. Available at: <http://theconversation.com/how-climate-change-contributed-to-madagascars-food-crisis-167370> (Accessed: 3 May 2022).

Garba, I.M. (2018) *Enquetes sur la situation nutritionnelle et la mortalite retrospective dans 3 districts de madagascar: tsihombe et beloha dans la region d’androy ampanihy dans la region d’atsimo andrefana*.

Garba, M.I. (no date) *4 enquetes nutritionnelles et de mortalite smart 2017 dans le grand sud de madagascar: enquetes des districts de ambovombe et bekily dans la region d’androy ; ampanihy et betioky dans la region d’atsimo andrefana*, p. 64.

GNEGNE, S., ANDRIANTSARAFARA, L. and ALI, F. (no date) *Rapport final: 4 enquêtes nutritionnelles et de mortalité smart 2017 dans le grand sud de madagascar : enquêtes des districts de beloha, tsihombe, amboasary et taolagnaro*.

Gondard, C. *et al.* (2021) *Comprendre les systèmes locaux de protection sociale. Éléments d'analyse dans trois Fokontany du Grand Sud Malgache*, p. 61.

GOUDET, S. (2005) *Diagnostic de l'état nutritionnel et des pratiques alimentaires des jeunes enfants en relation avec la vulnérabilité alimentaire territoriale dans la région de l'Androy*. UNIVERSITE DE MONTPELLIER II.

Graeber, D. (2004) 'Catastrophe: Magic and History in Rural Madagascar', p. 22.

Hänke, H. *et al.* (2017) 'Social-ecological traps hinder rural development in southwestern Madagascar', *Ecology and Society*, 22(1). Available at: <https://www.jstor.org/stable/26270090> (Accessed: 15 January 2022).

Hänke, H. and Barkmann, J. (2017) 'Insurance function of livestock, Farmers coping capacity with crop failure in southwestern Madagascar', *World Development*, 96, pp. 264–275. Available at: <https://doi.org/10.1016/j.worlddev.2017.03.011>.

Harrington, L.J. *et al.* (2021) 'Attribution of severe low rainfall in southern Madagascar, 2019-2', p. 38.

Healy, T.M. (2018) *The deep south*. The World Bank.

von Heland, J. and Folke, C. (2014) 'A social contract with the ancestors—Culture and ecosystem services in southern Madagascar', *Global Environmental Change*, 24, pp. 251–264. Available at: <https://doi.org/10.1016/j.gloenvcha.2013.11.003>.

Hervé, D. *et al.* (2015) 'Transitions post-forestières en forêt sèche caducifoliée et fourré xérophile (sud-ouest de Madagascar)', in *Transitions agraires au sud de Madagascar. Résilience et viabilité, deux facettes de la conservation*. IRD, pp. 179–192.

HOLAZAE, N. (2015) *Analyse sociologique de la realite du « kere » dans la region androy (cas de la commune urbaine d'ambovombe androy)*. UNIVERSITE D'ANTANANARIVO.

Humanité Inclusion (no date) *Aide alimentaire auprès des personnes handicapées et réduction du handicap chez les enfants en situation de malnutrition ou sous-nutrition*.

Ibrahima, H. and Rakotonirainy, M. (2016) *Mission fao/pam d'évaluation des récoltes et de la sécurité alimentaire à madagascar*. FAO/PAM, p. 92.

ICCO and SAF/FJKM (2006) *Programme Sécurité Alimentaire Sud-est de Madagascar*.

INSTAT (2019) 'Madagascar MICS 2018 Enquête par grappes à indicateurs multiples'.

International Organization for Migration (2017) *Evidencing the impacts of the humanitarian crisis in the southern Madagascar on migration, and the multisectorial linkages that drought-induced migration has on other sectors of concern*.

Isnard, H. (1951) 'La colonisation agricole à Madagascar', *Revue de géographie alpine*, 39(1), pp. 97–125. Available at: <https://doi.org/10.3406/rga.1951.4134>.

- Janicot, S., Reinert, M. and Institut de recherche pour le développement (France) (eds) (2015) *Changement climatique: quels défis pour le Sud? Conference of the Parties (United Nations Framework Convention on Climate Change)*, Marseille: IRD éditions.
- Kaufmann, J. and Tsirahamba, S. (2006) 'Forests and Thorns: Conditions of Change Affecting Mahafale Pastoralists in Southwestern Madagascar', *Conservation and Society*, 4(2), pp. 231–261.
- Kaufmann, J.C. (2001) 'La Question des Raketa: Colonial Struggles with Prickly Pear Cactus in Southern Madagascar, 1900-1923', *Ethnohistory*, 48(1–2), pp. 87–121. Available at: <https://doi.org/10.1215/00141801-48-1-2-87>.
- Kibler, J.-F. and Perroud, C. (2005) *Concevoir une démarche de développement local*. GRET.
- Lavigne Delville, P. (2012a) *L'anthropologie a-t-elle été utile à l'institution de microfinance Mahavotse ?* GRET.
- Lavigne Delville, P. (2012b) 'Microfinance et mobilisation de l'anthropologie : une expérience dans le sud malgache', *Bulletin de l'APAD* [Preprint], (34–36). Available at: <https://doi.org/10.4000/apad.4122>.
- LAZZARINI, A. (2012) *Memo anthro wash gestion communautaire des infrastructures d'eau potable en pays mahafaly*.
- LEBIGRE (dir.), J.-M. et al. (1997) *Milieux et Sociétés dans le sud-ouest de Madagascar*. (Îles et Archipels, 23).
- Lhëriteau, F. and Violas, D. (2015) *Rapport final d'activité du projet SOA (volet Gret) Janvier 2012-Janvier 2015*, p. 84.
- Lombard, J. (1995) 'Le territoire, image portée de l'imaginaire social', p. 6.
- Lombard, J. and Fieloux, M. (1989) 'La fête de l'argent ou le bilo du coton', 4(25), pp. 499–509.
- Mandrindra, M.A. (2016) *Evolution de la secheresse dans la region d'androy depuis 1983 jusqu'a 2014*.
- Marcus, R.R. (2007) 'Where Community-Based Water Resource Management has Gone Too Far', p. 31.
- Marcus, R.R. (2012) 'Macropolitics and Microperceptions: Is There a Possible Market Answer to Water Woes in Ambovombe-Androy, Madagascar?', *Natural Resources*, 03(04), pp. 329–339. Available at: <https://doi.org/10.4236/nr.2012.34030>.
- Mattern, C. and Ravelomandeha, F.M.P. (2012) *Etude Anthropologique Exploratoire: L'organisation Sociale Et Les Structures Politiques Sur Le Plateau Mahafaly Madagascar, Région Atsimo Andrefana*, p. 59.
- Ministère de l'eau de l'assainissement et de l'hygiene (2021) *Reponses contre la famine ou kere*

dans le sud par le gouvernement.

Ministère de l'Environnement et du Développement Durable (2019) *Plan National d'Adaptation au Changement Climatique (PNA) Madagascar.*

MINISTERE DE L'INTERIEUR, BUREAU NATIONAL DE GESTION, and DES RISQUES ET DES CATASTROPHES (2015) *Plan de contingence pour le grand sud insecurite alimentaire et nutritionnelle.*

Ministère de l'Intérieur et de la Décentralisation (2019a) *Localisation des Objectifs de Développement Durable Rapport de consultation locale - Juillet 2019.*

Ministère de l'Intérieur et de la Décentralisation (2019b) *Localisation des Objectifs de Développement Durable Rapport de consultation locale - Juin 2019 Région Atsimo Andrefana.*

Ministère de l'Intérieur et de la Décentralisation and PNUD (2019) *Localisation des Objectifs de Développement Durable Rapport de consultation locale - Juillet 2019 Région Anôsy.*

Ministère de l'Intérieur et de la Décentralisation and PNUD (2019) *Localisation des Objectifs de Développement Durable Rapport de consultation locale - Juillet 2019 Région Androy.*

MITAHASOA, A.M. (2007) *Kere dans le sud: analyse et perspectives (cas du district d'ambovombe androy).*

MOIZO, B. (1997) 'Des esprits, des tombeaux, du miel et des boeufs : perceptions et utilisation de la forêt en pays Bara Imamono', in.

Moizo, B. (2001) 'Contrôle de l'espace et enjeux fonciers en pays bara: les relations autochtones-migrants', p. 15.

MOIZO, B. (2003) 'Perceptions et usages de la forêt en pays bara (Madagascar)', *Bois et Forêts des Tropiques* [Preprint].

Moizo, B. and Samisoa (2001) 'Migrations définitives et appropriation symbolique du milieu : l'exemple des Tandroy du plateau de Vineta', in *Sociétés paysannes, transitions agraires et dynamiques écologiques dans le sud-ouest de Madagascar*. CNRE/ORSTOM. (Acte de colloque), pp. 64–73.

Morey, M. and Seidenfeld, D. (2018) *Fiavota Phase 1 Emergency and Recovery Cash Transfer in Madagascar.*

Morey, M. and Seidenfeld, D. (no date) *Impact Evaluation of UNICEF's Let Us Learn Cash Transfer Supplement Programme in Madagascar.*

Morlat, L. (2009) *La gestion des impluviums en Androy (Madagascar) Un levier pour le changement social ?*

Morlat, L. and Castellanet, C. (2012) *Intervenir dans une région «à l'écart du développement»*. GRET.

MRC (2016) *Programme européen de sécurité alimentaire et nutritionnelle dans les régions sud et sud-est de Madagascar asara / aina.*

Murray, M.R. (2015) *Les activités économiques rurales non agricoles: une des solutions du phénomène de l'exode rural.*

Neudert, R. *et al.* (2015) 'Income diversification, wealth, education and well-being in rural south-western Madagascar: Results from the Mahafaly region', *Development Southern Africa*, 32(6), pp. 758–784. Available at: <https://doi.org/10.1080/0376835X.2015.1063982>.

Nirina, H. and Osé, M. (2018) *Les enjeux de la Migration « liée à la sécheresse » dans la Région ANDROY, Sud de MADAGASCAR.* Université Catholique de Louvain.

NOMENJANAHARY, M.A. (2012) *Contribution à l'étude du changement climatique : « Etude de la sécheresse dans le sud de Madagascar et l'utilisation du modèle climatique régionale RegCM4 ».* UNIVERSITÉ D'ANTANANARIVO.

Noromiarilanto, F. *et al.* (2016) 'Assessment of food self-sufficiency in smallholder farming systems of south-western Madagascar using survey and remote sensing data', *Agricultural Systems*, 149, pp. 139–149. Available at: <https://doi.org/10.1016/j.agsy.2016.09.005>.

OCHA, BNGRC and PAM (2018) *Collecte de données et analyse cartographie pour la relance du système d'alerte précoce SAP/EWS.*

OIM (2018) *Migration, environnement et changement climatique : données à l'usage des politiques publiques en Afrique et dans l'Océan Indien*, p. 15.

OMD Madagascar (no date).

ONN (2017) *Plan National d'Action pour la Nutrition-III 2017-2021.*

ONN & UNICEF (no date) *Evaluation de l'activité de dépistage de la malnutrition aigüe par les mères dans les régions d'Androy et d'Anosy.*

PAM (2014) *Etude du fonctionnement des marchés des biens alimentaires du Sud de Madagascar.*

Pascal, B. (2008) *De la " terre des ancêtres " aux territoires des vivants: les enjeux locaux de la gouvernance sur le littoral sud-ouest de Madagascar.*

Perrier de la Bathie, H. (1934) 'Les Famines du Sud-Ouest de Madagascar. Causes et Remèdes.', *Revue de botanique appliquée et d'agriculture coloniale*, 14(151), pp. 173–186. Available at: <https://doi.org/10.3406/jatba.1934.5345>.

Petit, G. (1934) 'La disparition des Opuntia et les famines périodiques dans le Sud de Madagascar', *Bulletin de l'Association de géographes français*, 11(77), pp. 37–39. Available at: <https://doi.org/10.3406/bagf.1934.6841>.

Poirier, J., Randriamarana, D. and Razaramparany, D. (1978) 'Les fady dans la société malgache', p. 18.

PRIMATURE, MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR ET DE LA DÉCENTRALISATION and BUREAU NATIONAL DE GESTION DES RISQUES ET DES CATASTROPHES (2017) *Commission urgence grand sud de madagascar plan de réponse stratégique à la sécheresse prolongée (2016 - 2017)*.

Profil des moyens d'existence hea (household economy analysis) (2021), p. 35.

Rabenitany, H. and Ranaivoarisoa, L. (2016) *RAPPORT DE L'ÉVALUATION FINALE DE L'APPROCHE ASSISTANT TECHNIQUE DES DISTRICTS SANITAIRES DU PROJET PASSOBA*.

RADSE (no date) *Évaluation finale de la « Promotion des pratiques familiales clés à travers des stratégies régionales de communication intégrée pour la survie, le développement, la scolarisation et la protection des enfants » dans les Régions Analanjirofo, Anosy et Atsimo Andrefana de Madagascar*.

Raharinjanahary, L., Hofmann, E. and Randriamahaleo, T. (2006) *Évaluation des actions mises en oeuvre sur la thématique 'genre et eau' du volet développement local du projet Objectif Sud*, p. 69.

Raharison, T., Belieres, J.-F. and Randriamiarana, V. (2018) *L'Union Européenne et Madagascar : une coopération qui compte.*, p. 115.

RAJAOBERISON, A. (2015) *Analyse de la résilience des ménages aux alentours d'une forêt de l'Ecorégion Sud de Madagascar face aux perturbations climatiques et socio-économiques : Cas de la zone périphérique de la Réserve Spéciale Bezà Mahafaly*. UNIVERSITÉ D'ANTANANARIVO.

RAJOELISON, S.A. (2015) *Rapport de diagnostic de conflits: région androy*. PNUD Madagascar.

Rakotoarisheno, R. and Samisoa (2022) *Autonomie des femmes de l'Androy et du Menabe dans le contexte de la migration et de la gestion de conflits*, p. 189.

Rakotomalala, C. (2015) *Perceptions et dynamiques sociales et culturelles du retard de croissance chez l'enfant de moins de deux ans dans le district d'Ampanihy*. GRET.

RAKOTOMANANA, F., RANDRIANATOANDRO, Z.T. and RAVELOSOA, J.R. (2018) 'Résultats de l'évaluation à mi-parcours du programme fiavota'.

Rakotondrainibe, H. (2020) 'Proposition d'actions concrètes pour améliorer l'approvisionnement en eau potable dans l'extrême sud'.

Rakotondrainibe, H. (2022) 'Partage d'expériences sur la maîtrise totale de l'eau avec les communautés de base'.

Ralaingita, M.I. *et al.* (2022) 'The Kere of Madagascar: a qualitative exploration of community experiences and perspectives', *Ecology and Society*, 27(1), p. art42. Available at: <https://doi.org/10.5751/ES-12975-270142>.

Ralison, C. *et al.* (2003) 'Amélioration de l'alimentation infantile en zones rurales: l'expérience du programme Nutrimad à Madagascar', in. *2ème Atelier international / 2nd International Workshop Voies alimentaires d'amélioration des situations nutritionnelles*, Ouagadougou.

RAMAHANDRY, H. (2019) *Contribution à l'étude de la sécheresse passée et future dans le grand sud de Madagascar avec le logiciel Climate Data Tools (C.D.T.)*. UNIVERSITE D'ANTANANARIVO.

Ramaroson, M.N. (2017) *Madagascar's Strategic Programme for Climate Resilience*, p. 37.

Ranaivoson, S. *et al.* (2018) *Défis, enjeux et politiques: migration, environnement et changements climatiques à Madagascar*. Research Report. OIM, p. 172 p. Available at: <https://hal.archives-ouvertes.fr/hal-02321669> (Accessed: 6 March 2022).

Randriamalala, J.R. *et al.* (2016) 'Effects of goat grazing and woody charcoal production on xerophytic thickets of southwestern Madagascar', *Journal of Arid Environments*, 128, pp. 65–72. Available at: <https://doi.org/10.1016/j.jaridenv.2016.01.002>.

Randriambanona, H.A. *et al.* (2015) 'Etude des successions végétales entre deux dates 1997 et 2012 dans la forêt de Mikea (sud-ouest de Madagascar)', in, p. 23.

Randriamiandrisoa, J. and Ballet, J. (2014) 'Vulnérabilité des ménages à l'insécurité alimentaire et facteurs de résistance : Le cas du district de Farafangana à Madagascar', p. 20.

Randriamiarana, Z. (2017) *Analyse comparative de la situation socio-économique dans le Sud de Madagascar*. Banque Mondiale.

RANDRIAMPARANY, T.S. (2015) *Perspectives d'amélioration des conditions de vie des femmes Antandroy face à la sécheresse: cas de la commune d'Ambovombe*. UNIVERSITÉ D'ANTANANARIVO.

RANDRIANAIVONAVOLONA, M. (2009) *Malnutrition des enfants a madagascar, analyse approfondie des causes*.

RANDRIANANDRASANA, J.P. (2018) *Étude d'intégration de l'énergie solaire pour l'électrification à madagascar: « cas de la region androy » conception et realisation d'une pompe à eau solaire*. UNIVERSITÉ D'ANTANANARIVO.

Randrianomanana, M., Ranaivoson, R.E. and Hervé, D. (2015) 'Pluriactivité et gestion de la trésorerie : les capacités d'adaptation face à la protection de la forêt de Mikea sont entre les mains des plus riches', p. 18.

Rarivos, V. (no date) 'Office National de Nutrition', p. 74.

Rasamimanana, N., Ramahatratra, E. and Richard, A. (2016) 'Variabilité et changement du climat à Bezà Mahafaly', p. 10.

Rasolofo, P. and Joseph, A. (no date) 'Cellule securite alimentaire de l'union europeenne a madagascar', p. 23.

RASOLOFO, P., RASOLOFOSON-RAJAONAH, L. and RABEMALANTO, N. (2014) *Diagnostic agraire et commercialisation des semences dans la zone du projet SOA (Structuration des Orientations Agricoles) Sud de Madagascar*.

Rasolofoniaina (2021) 'Secheresse dans le grand sud : éléments d'analyse de la crise'.

Ratiarson, V., Rafamantanantsoa, F. and Hervé, D. (no date) 'Elaboration d'un modèle de décision pour la création de nouvelles stations d'observation acridienne : cas du sud-ouest de Madagascar', p. 13.

Ravonjimalala, H.R. *et al.* (no date) 'Evolution de la déforestation pour la culture de maïs sur défriche-brûlis dans la forêt de Mikea, avant et après sa mise sous statut d'aire protégée', p. 16.

Razanaka, S. *et al.* (2001) 'Sociétés paysannes, transitions agraires et dynamiques écologiques dans le sud-ouest de Madagascar'. Available at: <https://hal.inrae.fr/hal-02829667>.

RAZANAKOTO, G.F.T. (2017) *Analyse de la vulnérabilité à la sécheresse des familles paysannes tandroy*. UNIVERSITÉ D'ANTANANARIVO.

RELAHARA, H.R. (2006) *Analyse socio-economique du probleme d'eau dans l'androy (cas du district d'ambovombe androy)*. UNIVERSITE DE TOAMASINA.

Republic of Madagascar Primary Education in Times of Crisis (2013), p. 84.

République Madagascar (2018) *Plan regional de developpement de la region androy (prd)*. UE & PNUD & FAO & AROPA.

République Madagascar (2021) *Colloque régional régions plan emergence sud madagascar: anosy et androy*.

République Madagascar and AUTORITE NATIONALE DE L'EAU ET DE L'ASSAINISSEMENT (2003) *Schema directeur de mise en valeur des ressources en eau du grand sud de madagascar*, p. 224.

Rijalalaina, M.R. (2020) *Impacts de la secheresse dans le sud de Madagascar, cas de la région androy*.

RINDRA CONSULTING (2021) *L'analyse institutionnelle dans les districts d'ampanihy(atsimo andrefana), beloha et tsihombe (androy)*.

RUKEZAMIHETO, A. and PELISSET, A. (2021) *Rapport Final Diagnostic du degré d'inclusivité du consortium MAHARO*.

Ryan, P. and Carter, R. (2016) *La prestation des services eah dans le monde rural a madagascar: deuxieme vérification de la perennisation*.

de Saint Sauveur, A. (1996) 'Le vol de bétail, facteur clef de l'organisation foncière et pastorale dans le pays bara (Sud-Ouest malgache)', *Journal d'agriculture traditionnelle et de botanique appliquée*, 38(2), pp. 253–267. Available at: <https://doi.org/10.3406/jatba.1996.3748>.

Saint Sauveur de , Armelle (2007) 'Le zébu dans le sud-ouest malgache, gardien des espèces pastorales et des territoires ancestraux = The zebu in south-western Madagascar, guardian of wild areas and ancestral territories', in In : *Dounias Edmond (ed.), Motte Florac E. (ed.), Dunham M. (ed.). Le symbolisme des animaux : l'animal, clef de voûte de la relation entre l'homme et la nature ? = Animal symbolism : animals, keystone in the relationship between man and nature.* IRD Éditions (Colloques et Séminaires), pp. 1047–1066.

Salame, A. (no date) 'L'offre d'éducation scolaire dans la région androy', p. 8.

SAMBO, M. (2016) *Analyse du « kere » dans la région androy.*

SAMISOA (2016) *Disparités régionales et dégradation de l'environnement à Madagascar : le cas de la population Tandroy du sud.* UNIVERSITE D'ANTANANARIVO.

Seeling, A. (2006) 'Rapport d'activité Objectif Sud 2005 Volet développement local'.

Shapiro, B. *et al.* (2007) *Nourishing the Land, Nourishing the People*, p. 243.

SOJA TSIMANDILATSE, L. (2007) *Les obstacles au développement dans le sud: cas de l'androy.* UNIVERRSITE FIANARANTSOA.

Tengö, M. and Heland, J.V. (2011) 'Adaptive capacity of local indigenous institutions: the case of the taboo forests of southern Madagascar', in E. Boyd and C. Folke (eds) *Adapting Institutions.* Cambridge: Cambridge University Press, pp. 37–74. Available at: <https://doi.org/10.1017/CBO9781139017237.006>.

Thierry, B. and Leguevel, S. (2007) *L'irrigation dans le Haut Bassin du Mandrare 12 années d'intervention au PHBM (1996-2008).*

Thouillot, F. and Maharetse, J. (2010) 'L'appui au stockage des récoltes Une solution pour la sécurité alimentaire dans les zones agricoles difficiles? L'exemple du Grand Sud de Madagascar', *Éditions du Gret* [Preprint].

Trousselle, A., Dijoux, M.J. and Cortes, G. (2021) *Migrations, mobilités circulaires et gouvernance des ressources marines et côtières dans la région Menabe (Madagascar)*, p. 99.

Tucker, B. *et al.* (2011) 'When the Wealthy Are Poor: Poverty Explanations and Local Perspectives in Southwestern Madagascar', *American Anthropologist*, 113(2), pp. 291–305. Available at: <https://doi.org/10.1111/j.1548-1433.2011.01331.x>.

UE (2017) *Document relatif à l'action pour le programme d'appui au financement de l'agriculture et aux filières inclusives dans le sud de Madagascar (AFAFI-Sud).*

UE (no date) *Programme AINA Actions Intégrées en Nutrition et Alimentation.*

UNICEF (2011) *Le sud cimetière de projets ?*, p. 47.

UNICEF (2015) *Using Social Norms Theory to Strengthen CLTS in Southern Madagascar.*

UNICEF (2016) *Evaluation des profils des enfants malnutris dans la région androy anosy.*

UNICEF (2018) *Socio-Cultural Insights for Social and Behaviour Change Campaigns on Exclusive Breastfeeding, Infant Vaccination, Handwashing and Drinking Clean Water in Madagascar*.

UNICEF (2020) *Étude sur les Abus et Exploitation Sexuels des Enfants en Ligne (AESEL) menée dans les 6 villes de Madagascar : Antananarivo, Nosy Be, Mahajanga, Toamasina, Toliara, Taolagnaro*.

UNICEF (2021) *Collecte de données quantitatives et qualitatives dans le cadre du renforcement de la santé familiale*.

UNICEF (2022a) 'Bulletin alerte sécheresse 26-36'.

UNICEF (2022b) 'Bulletin d'alerte sécheresse n°37'.

UNICEF and CLEAR-AA (2021) *Synthèse des évaluations à Madagascar : une ressource pour l'Examen national volontaire de Madagascar*. UNICEF.

USAID and CRS (2018a) *Flourishing gardeners: simple pump changes families' lives*.

USAID and CRS (2018b) *Sand dune stabilization protects homes, farmland, and natural resources*.

USAID CRS (2021) *Restitution of Maharo project gender analysis*. USAID CRS.

USAID and CRS (no date) *Réservoir d'Eau Enterré Plein de Sable (REEPS) Technology*:

Violas, D. et al. (2018) *Document de capitalisation sur l'expérience des blocs agroécologiques*.

Violas, D. and Lhérieau, F. (2021) *Stratégie de développement de l'agroécologie dans le Grand sud malgache: retour d'expériences autour des blocs agroécologiques*. Nogent sur Marne Cedex: GRET (Cahier projet).

van der Wal, S. (2019) *Child labour in Madagascar's mica sector Impacts of the mica supply chain on children's rights from Malagasy mine to international product line*. UNICEF & terres des hommes.

WHH (2009) *Uadel atsimo atsinanana. Rapport technique final*.

World Bank Group (2015) *Madagascar: Systematic Country Diagnostic*. World Bank. Available at: <https://doi.org/10.1596/23113>.

WWF (2010) *Temoignages de Madagascar Changement climatique et modes de vie ruraux*.

WWF (2011) *Première phase de l'étude stratégique du développement du secteur agrocarburant à Madagascar*.

Table des matières

Les contributions à l'étude CapSud	4
Introduction : Le développement contrarié du Sud malgache	5
1. Identifier, référencer, classer, synthétiser la littérature	10
1.1. Identifier la littérature existante sur les politiques et projets de développement dans la Grand Sud de Madagascar	10
1.1.1. Recherche de documents.....	10
1.1.2. Sélectionner les ressources les plus pertinentes pour la revue de littérature.....	11
1.2. Synthétiser la littérature	12
1.3. Référencer, classer et archiver la littérature existante	13
2. Analyse thématique.....	16
2.1. Les ressources en eau.....	16
2.2. Agriculture, élevage, pêche.....	27
2.3. Environnement et changement climatique.....	35
2.4. Sécurité alimentaire et nutritionnelle	45
3. Analyse transversale : Regards sur la gouvernance de l'aide.....	58
3.1. Faire face aux travers de la logique projet.....	58
3.2. Comprendre les "bénéficiaires" : les apports de la socio-anthropologie	64
3.3. Prendre en compte les questions de genre	69
Conclusion : Poursuivre et approfondir la dynamique de capitalisation pour informer la stratégie commune du Nexus Humanitaire-Développement-Paix	80
Listes des références bibliographiques incluses dans l'étude Capsud.....	85